



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

N° 2020-6
15 JUIN 2020

Bulletin Officiel du Ministère de l'Intérieur

EDITÉ PAR

La direction des libertés
publiques et des affaires
juridiques

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Thomas CAMPEAUX, directeur
des libertés publiques et des
affaires juridiques

Application du titre Ier de la loi
n°78-753 du 17 juillet 1978 relatif
à la liberté d'accès aux
documents administratifs

Ministère de l'intérieur
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques
-
Mission légistique et coordination normative

Sommaire thématique

ADMINISTRATION DE L'ETAT

Circulaire du 21 novembre 2019 relative à la reconstitution des commissions locales d'action sociale (CLAS) à la suite des élections professionnelles du 30 novembre au 6 décembre 2018..... 6

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 4 juin 2020 portant nomination au Conseil national des opérations funéraires..... 28

IMMIGRATION ET ASILE

Information du 2 juin 2020 relative à l'impact de l'adaptation des règles et des délais administratifs et contentieux applicables pendant l'état d'urgence sanitaire sur les procédures d'entrée, de séjour, d'éloignement et d'asile..... 30

PERSONNELS D'ETAT

Arrêté du 7 février 2020 portant admission dans la réserve de la gendarmerie..... 35
 Décision n° 15642 du 25 mars 2020 portant ajournement dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020 36
 Décision n° 15646 du 25 mars 2020 portant admission et non admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020 40
 Arrêté du 27 mars 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire 46
 Arrêté du 27 mars 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire 47
 Arrêté du 27 mars 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire 48
 Arrêté du 27 mars 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire 49
 Arrêté du 20 avril 2020 portant admission dans la réserve de la gendarmerie 50
 Arrêté du 12 mai 2020 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer..... 51
 Arrêté du 29 mai 2020 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer..... 53

ATTRIBUTIONS DE QUALIFICATIONS ET TITRES

Arrêté du 4 février 2020 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense 55
 Arrêté du 3 mars 2020 portant maintien dans un grade et un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense 56
 Décision n° 14139 du 11 mars 2020 portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale 57
 Décision n° 16169 du 16 mars 2020 portant attribution du diplôme d'arme de la gendarmerie « chef de groupe de maintien de l'ordre public » au titre de l'année 2020..... 59
 Arrêté du 19 mars 2020 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense 68
 Arrêté du 19 mars 2020 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense 69
 Arrêté du 19 mars 2020 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense 70
 Arrêté du 20 mars 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense 71
 Arrêté du 24 mars 2020 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense 72
 Arrêté du 1er avril 2020 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense 73
 Circulaire n° 3464 du 2 avril 2020 relative à l'attribution du diplôme de qualification supérieure (DQS) aux sous-officiers de gendarmerie pour l'année 2020 et de la prime de qualification afférente 74
 Arrêté du 15 avril 2020 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense 83
 Décision du 5 mai 2020 portant attribution de l'échelon spécial du grade de colonel aux officiers de gendarmerie 84

Décision du 5 mai 2020 portant attribution du quatrième échelon du grade de colonel aux officiers de gendarmerie	87
Décision du 5 mai 2020 portant attribution des échelons exceptionnels du grade de lieutenant-colonel.....	89
Décision du 5 mai 2020 portant attribution des échelons exceptionnels du grade de chef d'escadron	91
Décision du 5 mai 2020 portant attribution des échelons exceptionnels du grade de capitaine	93
Arrêté du 19 mai 2020 portant radiation de la médaille de la sécurité intérieure	95
Arrêté du 2 juin 2020 modifiant l'arrêté du 16 avril 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	96

AVANCEMENTS ET PROMOTIONS

Décision n° 588 du 9 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges .	97
Décision n° 7115 du 4 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire	99
Décision n° 4739 du 6 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	101
Décision n° 14775 du 6 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »	103
Décision n° 3623 du 9 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne	104
Décision n° 3496 du 9 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime	106
Décision n° 3238 du 10 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »	108
Décision n° 3240 du 10 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »	109
Décision n° 3241 du 10 mars 2020 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-choeur de l'armée française »	110
Décision n° 8294 du 10 mars 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est	111
Décision n° 15013 du 20 mars 2020 portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	113
Décision n° 17062 du 30 mars 2020 portant promotion de sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	114
Décision n° 9708 du 3 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire.....	119
Décision n° 15112 du 3 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	121
Décision n° 15114 du 3 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud	123
Décision n° 6645 du 3 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	125
Décision n° 10191 du 3 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges	127
Décision n° 4172 du 6 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme.....	129
Décision n° 16610 du 6 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	131
Décision n° 12174 du 7 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques	133
Décision n° 12173 du 7 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest.....	135
Décision n° 10912 du 7 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	137
Décision n° 7242 du 7 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire	139
Décision n° 10193 du 7 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est	141
Décision n° 4856 du 7 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	143
Décision n° 5774 du 7 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	145

Décision n° 21122 du 7 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »	147
Décision n° 2692 du 7 avril 2020 portant promotion des sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	148
Décision n° 4433 du 7 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime	149
Décision n° 17082 du 8 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est.....	150
Décision n° 9411 du 9 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne	152
Décision n° 14683 du 10 avril 2020 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie de la spécialité « montagne »	154
Décision n° 683 du 10 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement.....	155
Décision n° 19699 du 10 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « systèmes d'information et de communication »	156
Décision n° 1516 du 15 avril 2020 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	158
Circulaire n° 593 du 23 avril 2020 relative à l'avancement des officiers et à la nomination au grade de sous-lieutenant des aspirants et des sous-officiers de la réserve opérationnelle pour l'année 2020	159
Décision n° 4893 du 27 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »	166
Décision n° 4894 du 27 avril 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »	168
Décision n° 4896 du 27 avril 2020 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-choeur de l'armée française »	169
Décision n° 10660 du 3 mai 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest	170
Décision n° 5075 du 4 mai 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme.....	172
Décision n° 11435 du 7 mai 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne	174
Arrêté du 22 mai 2020 relatif au tableau d'avancement au grade de commissaire général de police au titre de l'année 2020.....	176
Arrêté du 25 mai 2020 relatif au tableau d'avancement à l'échelon spécial de commissaire général de police au titre de l'année 2020.....	179
Arrêté du 25 mai 2020 relatif au tableau d'avancement à l'échelon spécial de commissaire de police au titre de l'année 2020.....	181

DISPOSITIONS STATUTAIRES DIVERSES

Circulaire du 27 mai 2020 relative à la mise en œuvre de la loi Transformation de la fonction publique du 6 août 2019 - Lignes directrices de gestion ministérielles du 12 mars 2020.....	134
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

ORGANISATION DES SERVICES

Arrêté du 3 mars 2020 portant changement d'appellation de la brigade territoriale de Montignac (Dordogne) ...	207
Décision du 12 mars 2020 portant organisation interne de la direction de la modernisation et de l'administration territoriale.....	208
Arrêté du 27 mars 2020 portant dissolution du centre de soutien automobile de la gendarmerie de Toulouse (Haute-Garonne)	210
Arrêté du 12 mai 2020 fixant la composition du conseil supérieur de la gendarmerie nationale.....	211

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Note d'information du 21 mai 2020 relative à l'application du décret n° 2020-605 du 18 mai 2020 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière.....	212
Note d'information du 22 mai 2020 relative à la reprise des examens du permis de conduire, des commissions médicales et des stages de sensibilisation à la sécurité routière	216

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des ressources humaines

Circulaire du 21 novembre 2019
relative à la recomposition des commissions locales d'action sociale (CLAS) à la suite des
élections professionnelles du 30 novembre au 6 décembre 2018

NOR : INTA2012579C

Références :

Arrêté du 26 septembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale et au réseau local d'action sociale (INTA1927077A) ;

Règlement intérieur type.

Pièces-jointes :

7 annexes.

Textes abrogés :

Note circulaire du 23 avril 2015 relative à la recomposition des commissions d'action sociale à la suite des élections professionnelles de décembre 2014 ;

Note circulaire du 20 juillet 2015 relative à la recomposition des commissions d'action sociale à la suite des élections professionnelles de décembre 2014.

Le ministre de l'intérieur à Monsieur le préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, Monsieur le préfet de police, Mesdames et Messieurs les préfets de région et de département de métropole et d'outre-mer, secrétariat général,

A la suite des élections professionnelles qui se sont déroulées en 2018 et de l'avis émis par les représentants du personnel lors de l'assemblée plénière de la commission nationale d'action sociale du 17 septembre 2019 sur l'arrêté portant constitution des commissions locales d'action sociale et sur le projet de règlement intérieur type, vous êtes appelés à recomposer puis à installer la commission locale d'action sociale de votre département pour une nouvelle mandature de 4 ans.

L'objectif de la présente circulaire est de préciser les nouvelles modalités de recomposition afin de vous permettre d'installer cette instance dans les meilleurs délais.

Suite à la décision du Conseil d'Etat du 12 décembre 2018 relative au recours engagé par l'union nationale des syndicats autonomes de la gendarmerie nationale pour la recomposition des commissions locales d'action sociale, consécutivement aux élections professionnelles du 4 décembre 2014, les modes opératoires de recomposition mis en place jusqu'à présent ont été modifiés.

Les principales modifications portent sur :

- la suppression des périmètres (préfecture/police nationale) entraîne de facto la suppression de la répartition d'un nombre de sièges par périmètre. Désormais, le nombre global de sièges, déterminé selon la strate dans laquelle se situe le département, est réparti, sans distinction, entre les organisations syndicales représentatives du personnel selon la méthode de calcul de la proportionnelle à la plus forte moyenne ;
- la prise en compte des votes aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des personnels civils en fonction dans les services de la gendarmerie nationale en métropole et en outre-mer ;
- la régionalisation de certains résultats concernant : le comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale, le comité technique de proximité de la

direction générale de la sécurité intérieure, les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des personnels civils en fonction dans les services de la gendarmerie nationale ;

- la départementalisation des résultats concernant les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des personnels civils en fonction dans les écoles de la gendarmerie nationale et certains services visés dans l'annexe 2 de l'arrêté (centre de formation de Saint-Astier en Dordogne, et services de la police judiciaire de la gendarmerie nationale dans le Val d'Oise).

Par ailleurs, des modifications ont été apportées dans les règles d'organisation et de fonctionnement.

Ces modifications portent sur :

- la répartition des sièges obtenus par une liste commune par l'application de la clé de répartition indiquée dans la convention passée par les organisations syndicales concernées lors du dépôt de leur liste ;
- la présence, en qualité de membres de droit, des représentants locaux de la gendarmerie nationale lors des assemblées plénières et des bureaux ;
- l'élection du vice-président de la commission locale d'action sociale, qui précède désormais celle des membres du bureau ;
- les dispositions transitoires qui permettent la continuité de l'action sociale locale entre les élections professionnelles et l'installation d'une nouvelle commission locale d'action sociale, conformément au règlement intérieur.

Afin de faciliter les travaux préparatoires de vos services, vous trouverez, ci-joint, 7 annexes relatives à la reconstitution de ces instances.

Après avoir procédé à la reconstitution de votre commission locale d'action sociale, je vous demanderai de faire parvenir à la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel, direction des ressources humaines, l'arrêté portant répartition des sièges des représentants des personnels au sein de cette instance à l'adresse suivante : instances-de-concertation@interieur.gouv.fr.

Une fois celui-ci publié, il vous revient de demander aux organisations syndicales de désigner leurs représentants dans un délai maximal d'un mois puis de prendre l'arrêté nominatif de composition de la commission locale d'action sociale.

L'objectif sera ensuite de procéder à l'installation de la nouvelle commission locale d'action sociale dans les meilleurs délais.

Les services de la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel sont à votre disposition pour vous accompagner (contact : instances-de-concertation@interieur.gouv.fr).

Fait le 21 novembre 2019

La directrice des ressources humaines
L. Mézin

Annexe 1

I – RECOMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE D'ACTION SOCIALE*a/ Détermination de la strate démographique dans laquelle se situe le département et du nombre de sièges à répartir*

La définition des strates des départements fixées en 2011 et en 2015, lors de la recomposition des commissions locales d'action sociale, demeure inchangée de même que le nombre total de sièges de représentants du personnel siégeant dans cette instance.

Les effectifs pris en compte par strate sont désormais basés sur le nombre d'inscrits aux élections des différents comités techniques du ministère de l'intérieur et aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des personnels civils de la gendarmerie nationale du département considéré et non plus sur l'ensemble des effectifs affectés dans le département.

L'annexe n° 1 de l'arrêté du 26 septembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale vous permet de déterminer la strate de votre département et le nombre de sièges de représentants du personnel qui lui est associé siégeant à la commission locale d'action sociale.

Pour cette recomposition, la notion de périmètre est supprimée ainsi que la répartition préalable des sièges par périmètre.
Désormais, les sièges des représentants des personnels sont répartis de façon globale, leur nombre étant en fonction de la strate à laquelle appartient le département.

*b/ Prise en compte des comités techniques du ministère de l'intérieur et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des personnels civils de la gendarmerie nationale et détermination du niveau des instances à prendre en compte.***b-1/ Prise en compte des comités techniques et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des personnels civils de la gendarmerie nationale.**

Suite aux modalités de recomposition des commissions locales d'action sociale mises en œuvre à l'issue des élections professionnelles du 4 décembre 2014, le syndicat union nationale des syndicats autonomes intérieur de la gendarmerie nationale avait déposé un recours contentieux.

Le Conseil d'Etat a annulé, par décision n° 415765 du 12 décembre 2018, la décision implicite de rejet opposée par le ministre de l'intérieur à cette demande.

Il a précisé « que lorsqu'un ministre, dans le cadre de son pouvoir d'organisation du service, crée une instance de concertation composée de représentants du personnel désignés par les organisations syndicales en fonction de leur représentativité, il lui appartient d'apprécier cette représentation au niveau où l'instance est appelée à siéger, ou, à défaut à un niveau aussi proche que possible de celui-ci. ».

Il en résulte que, dès lors que le vote aux élections professionnelles le permet, le ministère a obligation de prendre en compte les résultats obtenus, à la fois en terme de représentativité des organisations par rapport à une catégorie de personnels (personnels civils de la gendarmerie nationale) et en terme de niveau de représentation quant bien même il s'agit d'une instance de niveau différent de celle à composer (la représentation des personnels au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la gendarmerie nationale est fixée sur la base des suffrages recueillis par les organisations syndicales dans chaque région, ainsi que dans certains établissements ou groupes d'établissements, alors que celle de la commission locale d'action sociale, est de niveau départemental).

b-2/ Détermination du niveau des instances à prendre en compte

Compte tenu de la décision du Conseil d'Etat et des niveaux d'identification des suffrages mis en œuvre par le ministère de l'intérieur dans le dispositif du vote électronique pour les élections professionnelles de décembre 2018, la reconstitution des commissions locales d'action sociale, pour la présente mandature repose sur la prise en compte du niveau des suffrages exprimés pour les comités techniques et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail avec le niveau de représentation de l'Etat dans les régions et les départements, sauf cas particuliers (notamment comité technique interdépartemental en Ile-de-France, regroupement de comités techniques police particuliers en outre-mer...).

Ainsi, les résultats des instances suivantes sont régionalisés et agrégés au niveau de la préfecture de région, préfecture de zone de défense et de sécurité: comités techniques des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur, comité technique du service central de réseau de la police nationale, comité technique de la direction générale de la sécurité intérieure, comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail régionaux de la gendarmerie nationale.

Les suffrages des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des écoles de gendarmerie sont, quant à eux, départementalisés.

Il en est de même pour les suffrages du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du centre national de formation de gendarmerie de Saint-Astier (préfecture de la Dordogne) et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale (préfecture du Val-d'Oise).

L'annexe n° 2 de l'arrêté du 26 septembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale vous permet de déterminer l'ensemble des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la gendarmerie nationale ainsi que les niveaux de suffrages à prendre en compte pour recomposer la commission locale d'action sociale de votre département.

Pour mémoire, comme la mandature précédente, il y a une distinction entre la prise en compte des suffrages (qui servent à calculer la représentativité des organisations syndicales au sein de la commission locale d'action sociale), et celle des effectifs des budgets déconcentrés d'initiative locale. Les effectifs pris en compte dans les budgets déconcentrés d'initiative locale des commissions locales d'action sociale (quel que soit leur service d'affectation : services délocalisés d'administration centrale, préfectures, policiers actifs, personnels administratifs scientifiques et techniques, secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur, personnels civils de gendarmerie, personnels de la délégation à la sécurité routière, greffes des juridictions administratives) correspondent aux départements d'affectation des agents qui bénéficient à ce titre des actions mises en œuvre par le service départemental d'action sociale.

b-3/ Détermination des suffrages exprimés à prendre en compte

Après avoir déterminé le niveau des instances à retenir, il convient d'identifier les suffrages à prendre en compte pour recomposer votre commission locale d'action sociale.

A cet effet, les suffrages des comités techniques de proximité des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur, du comité technique interdépartemental des services de police de la préfecture de police de Paris, du comité technique de proximité des services de l'Etat 75, des comités techniques de services déconcentrés police nationale par département, du comité technique de proximité de l'aéroport d'Orly, du comité technique de proximité de l'aéroport de Roissy, des comités techniques de proximité de préfecture par département, des comités techniques de proximité préfecture – secrétariat pour l'administration de la police d'outre-mer, du comité technique de proximité préfecture Ile-de-France, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la gendarmerie nationale sont disponibles sur le site intranet du ministère de l'intérieur : ressources humaines – accueil DRH – élections professionnelles

(pastille sur le bandeau du haut) – résultats des élections professionnelles – procès verbaux résultats du bureau de vote électronique centralisateur ministériel.

Les suffrages régionalisés du comité technique du service central de réseau de la police nationale figurent en annexe n° 2 de la présente circulaire.

Concernant les suffrages régionalisés du comité technique de la direction générale de la sécurité intérieure, les préfetures concernées sont invitées à se rapprocher de la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel, direction des ressources humaines, pour connaître les résultats (adresse courriel : instances-de-concertation@interieur.gouv.fr).

c/ Répartition des sièges et représentation des personnels

c-1/ Attribution des sièges aux organisations syndicales selon la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne

Conformément au décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié, la répartition des sièges s'effectue, comme précédemment, selon la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

L'annexe n° 3 de la circulaire vous indique le mode de calcul à appliquer.

c-2/ Mode opératoire

Afin de vous permettre d'effectuer les opérations détaillées ci-dessous, qui concourent à la recomposition de votre commission locale d'action sociale, quatre tableaux « modèles » ont été élaborés intégrant des formules de calculs préétablies. Ces tableaux, non figés et modifiables par vos services localement, sont regroupés dans l'annexe n° 4 de la circulaire et les fichiers correspondants vous sont transmis en parallèle par messagerie.

Après avoir déterminé le nombre global de sièges dévolus à la commission locale d'action sociale selon la strate du département, il convient :

- dans un premier temps, d'agréger les suffrages obtenus à l'ensemble des comités techniques et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail par les organisations syndicales appartenant aux mêmes fédérations ou confédérations, puis de répartir l'ensemble des sièges à la proportionnelle à la plus forte moyenne (annexe n° 4 de la circulaire - tableau n° 1).

Toutefois, différentes organisations ont signé une convention de liste commune au plan national ou éventuellement au plan local, qui s'applique à tout ou partie des élections aux différents comités. Vous vous assurerez auprès du « référent élections » de votre préfecture si cette situation s'est présentée dans votre département.

Dans le cas où une organisation appartenant à une fédération n'est pas signataire de cette convention commune, elle doit être considérée comme s'étant présentée uniquement sous son nom. Dans ce cas, ses suffrages doivent être comptabilisés indépendamment de la liste et de la fédération à laquelle elle est affiliée. Au plan national, deux conventions ont été répertoriées qui concernent les instances locales dont le contenu est exposé en annexe 5.

Il est donc important d'isoler dès le départ les organisations concernées pour le recensement des résultats aux différents comités.

Pour les préfetures d'Ile-de-France et d'outre-mer exclusivement : les résultats du comité technique ou du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail doivent, en raison de leur caractère interdépartemental ou interrégional, faire l'objet, préalablement à l'agrégation des suffrages, d'une projection sur le département concerné. Les différents cas sont indiqués dans l'annexe 2 de l'arrêté du 26 septembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale.

Dans ce cas, il convient d'établir un tableau préparatoire au tableau agréant les résultats (cf. annexe n° 4 de la circulaire - tableau n° 1) dans lequel sont mentionnées les organisations syndicales du comité technique interdépartemental ou interrégional et le nombre de suffrages exprimés par organisation syndicale pour ce comité technique.

Il vous appartient dès lors de dégager un taux de pondération calculé selon la formule suivante :

$\text{nombre total d'inscrits sur le département} / \text{nombre total d'inscrits au comité technique interdépartemental ou interrégional} \times 100$

L'application de ce taux de pondération vous permet d'obtenir, par projection, le nombre de suffrages exprimés pour chaque organisation syndicale, au niveau départemental, à partir du nombre de suffrages exprimés au comité technique interdépartemental ou interrégional.

A cet effet, il convient d'appliquer la formule suivante :

$\text{suffrages exprimés au comité technique interdépartemental ou interrégional} \times \text{taux de pondération} / 100$

Vous ajoutez alors les suffrages ainsi obtenus par projection au niveau départemental aux suffrages des comités techniques et/ou du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail propres au département (annexe n° 4 de la circulaire - tableau n° 2).

On obtient ainsi le nombre total de suffrages exprimés par organisation syndicale pour le département concerné.

Afin de permettre aux départements et régions d'outre-mer et aux collectivités à statut unique (Guyane, Martinique, Mayotte) d'effectuer les différentes projections, l'annexe n° 6 de la circulaire précise le nombre global et le nombre détaillé d'inscrits pour ces comités techniques du service central de réseau de la police nationale.

Concernant les projections pour le comité technique de la direction générale de la sécurité intérieure, les départements et régions d'outre-mer ainsi que les collectivités concernés sont invités à se rapprocher de la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel, direction des ressources humaine (adresse courriel : instances-de-concertation@interieur.gouv.fr).

- dans un second temps, pour les organisations qui ont déposé une candidature de liste ou de sigle commune évoquée ci-dessus, la répartition entre elles des suffrages exprimés se fait sur la base indiquée et rendue publique par les organisations syndicales concernées lors du dépôt de leur candidature. A défaut d'indication, la répartition des suffrages se fait à part égale entre les organisations concernées (article 32 du décret n° 2011-184 du 15 février 2011).

Dans ce cas, après répartition des sièges entre les listes, les suffrages de chaque liste ayant obtenu des sièges sont ensuite répartis entre chacune des organisations constitutives suivant les termes de leur convention, ou, à défaut d'indication, la répartition des suffrages est effectuée à part égale entre les organisations concernées (annexe n° 4 de la circulaire - tableau n° 3) pour déterminer, à la proportionnelle à la plus forte moyenne, le nombre de sièges qui revient à chacune d'entre elles (annexe n° 4 de la circulaire - tableau n° 4).

II – CALENDRIER ET PREMIERE SEANCE DE L'ASSEMBLEE PLENIERE DE LA COMMISSION

a/ Calendrier

Les textes régissant les commissions locales d'action sociale (arrêté et règlement intérieur type) ont été soumis, pour avis, aux représentants du personnel siégeant à la commission nationale d'action sociale, lors de son assemblée plénière de recomposition le 17 septembre 2019.

Ces textes - disponibles sur le site intranet de la direction des ressources humaines / action sociale / instances - ainsi que la présente circulaire, vous serviront de base pour recomposer vos instances.

Après modification de votre arrêté départemental, et en vous appuyant sur les instructions de la présente circulaire, vous déterminerez les organisations syndicales qui ont obtenu des sièges et prendrez l'arrêté de répartition correspondant aux résultats des élections professionnelles.

Les organisations syndicales doivent désigner leurs représentants titulaires et suppléants au sein de la commission locale d'action sociale au plus tard un mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

Un arrêté préfectoral fixera ensuite la composition nominative de la commission locale d'action sociale et désignera les membres titulaires et suppléants. Ils exercent leurs fonctions pour la durée de la mandature de quatre ans.

b/ Première séance de l'assemblée plénière de la commission

La première réunion de la commission locale d'action sociale a lieu au plus tard deux mois après la notification de l'arrêté préfectoral de composition.

b-1/ Représentation de la gendarmerie

Dans les départements chefs-lieux de région et départements qui comprennent un comité technique ou du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des personnels civils en fonction au sein de la gendarmerie nationale, des représentants de la gendarmerie nationale siègent désormais en qualité de membres de droit, et non plus comme précédemment de personnalités qualifiées, lors des assemblées plénières et des bureaux. Il s'agit en l'occurrence du commandant de région de gendarmerie et/ou du commandant de l'école de gendarmerie ou d'un service visé à l'annexe 2 de l'arrêté de la commission locale d'action sociale ou leur représentant.

Dans les départements qui ne sont pas chefs-lieux de région ou qui ne comprennent aucun comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'établissement, le commandant de groupement, ou son représentant, siègera en qualité de personnalité qualifiée afin de représenter les personnels civils de gendarmerie qui y sont affectés.

Par ailleurs, il n'y a pas d'obligation de prévoir la participation d'un représentant de la gendarmerie nationale dans la commission locale d'action sociale d'un département dans lequel aucun personnel civil de gendarmerie n'est affecté.

b-2/ Adoption du règlement intérieur

La commission locale d'action sociale élabore son règlement intérieur sur la base du règlement intérieur-type approuvé par la commission nationale d'action sociale. Celui-ci peut être adapté localement.

b-3/ Election du vice-président puis des membres du bureau

A l'occasion de cette nouvelle mandature, l'élection du vice-président et des membres du bureau a été inversée.

Désormais, l'élection du vice-président se déroule préalablement à celle des membres du bureau.

Le vice-président est élu par les membres titulaires représentant les organisations syndicales. Seuls ceux-ci peuvent se présenter à l'élection (à l'exclusion des membres suppléants même s'ils représentent un membre titulaire empêché). Cette élection a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second tour. La durée du mandat du vice-président est identique à celle des membres autres que de droit.

Après avoir procédé à l'élection du vice-président, les membres titulaires, autres que de droit, élisent les représentants du personnel siégeant au bureau, dont le vice-président est membre de droit.

Les conditions de l'élection sont identiques à celles mises en place lors de la précédente mandature :

- formation, lors de l'élection, de cinq binômes, titulaires/suppléants, dont un au moins représente les personnels exerçant leurs fonctions au sein d'un service de préfecture ;
- les représentants titulaires de la commission locale d'action sociale sont éligibles en tant que titulaires ou suppléants au bureau, les représentants suppléants ne sont éligibles qu'en tant que suppléants ;
- sont élus au premier tour de scrutin, les binômes ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et en cas de second tour, seule la majorité relative est requise.

c/ Les réunions

La commission locale d'action sociale se réunit en assemblée plénière au moins deux fois par an. Elle peut également être convoquée à l'initiative du président ou du quart des représentants des personnels.

Les conditions de quorum demeurent inchangées : deux tiers au moins des membres, avec voix délibérative, doivent être présents à l'ouverture de la réunion.

Le bureau prépare les travaux de la commission locale d'action sociale. Il se réunit au moins trois fois par an. Il peut également être réuni à la demande du vice-président ou de la majorité des membres représentant les personnels.

Les réunions de bureau ne sont pas soumises à la condition de quorum.

Le bureau est présidé par le secrétaire général ou un membre du corps préfectoral.

Un procès-verbal est établi après chaque séance de l'assemblée plénière et du bureau et diffusé dans un délai d'un mois à l'ensemble des membres de la réunion considérée. Il est approuvé lors de la réunion suivante.

d/ Les groupes de travail

Comme précédemment, des groupes de travail, composés de représentants titulaires ou suppléants de chaque organisation syndicale, peuvent être constitués.

Le nouvel article 24 du règlement intérieur type précise qu'en l'absence de consensus pour désigner un animateur représentant du personnel d'un groupe de travail, il est procédé à un vote.

Le mode de fonctionnement est sans changement par rapport à la mandature précédente.

e/ Les autorisations d'absence

Pour les membres titulaires et suppléants, autres que de droit, de la commission locale d'action sociale et de son bureau, des autorisations spéciales d'absence peuvent être accordées par le chef de service, sur simple convocation par référence à l'article 15 du décret n° 82-447 du 25 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique. Il appartient au chef de service de veiller à favoriser les missions de ces agents en les conciliant avec les exigences du service.

Concernant les autorisations d'absence pour les vice-présidents de commission locale d'action sociale, le principe de calcul, tel que défini à l'article 3 de l'arrêté du 8 mars 1993 reste applicable.

La durée de ces autorisations d'absence étant fonction de l'effectif des agents du ministère en poste dans le département, vous trouverez ci-joint, un tableau réactualisé du nombre de jours d'autorisations d'absence accordés aux vice-présidents pour l'année 2019, basé sur les effectifs au 31 décembre 2018 (annexe n° 7 de la circulaire).

Pour l'année 2020, le tableau réactualisé vous sera adressé au début du premier trimestre.

Ces autorisations d'absence sont accordées pour chaque trimestre mais ne sont pas cumulables avec celles accordées pour le trimestre suivant. Elles donnent lieu à la rédaction d'un arrêté préfectoral précisant la durée et les objectifs de ces autorisations d'absence.

Les vice-présidents de commission locale d'action sociale bénéficient d'une part des autorisations spéciales d'absence accordées dans le cadre de l'application de l'article 15 du décret 82-447 du 28 mai 1982 (qui servent à siéger dans toutes les instances dans lesquelles ils sont membres) et d'autre part des autorisations d'absence accordées au titre des textes susmentionnés et concernant spécifiquement la commission locale d'action sociale. Ces autorisations sont cumulatives.

Annexe 2

**PASTILLAGE PAR REGION DES COMITES TECHNIQUES DES SERVICES CENTRAUX DU
RESEAU DE LA POLICE NATIONALE**

Code scrutin	Libellé long	Liste	Total suffrages	Auvergne Rhône- Alpes	Bourgogne Franche Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays-de- La-Loire	Provence Alpes Côte d'Azur	Outre- mer
CTSC	Comité technique service central réseau de la direction générale de la police nationale	Alliance police nationale, syndicat national alliance des personnels administratifs, techniques et scientifiques de l'intérieur, synergie officiers et syndicat indépendant des commissaires de police	5778	645	199	182	64	11	332	343	2352	134	601	414	114	337	50
CTSC	Comité technique service central réseau de la direction générale de la police nationale	Union nationale des syndicats autonomes - fédération autonome des syndicats du ministère de l'intérieur / Syndicat national indépendant des personnels administratifs techniques et scientifiques de la police nationale	5127	471	215	80	182	7	688	481	1556	53	466	396	58	448	26
CTSC	Comité technique service central réseau de la direction générale de la police	Fédération de syndicats du ministère de l'intérieur - force ouvrière	4994	616	155	213	109	8	304	241	1668	188	334	553	105	477	23
CTSC	Comité technique service central réseau de la direction générale de la police nationale	Confédération française démocratique du travail : interco alternative police - syndicat du ministère de l'intérieur - syndicat des cadres de la sécurité intérieure	1303	170	21	36	10	1	49	41	816	10	55	39	5	35	15
CTSC	Comité technique service central réseau de la direction générale de la police nationale	Vote blanc	1408	141	43	56	60	5	104	99	561	41	86	96	28	85	3

Annexe 3

Le calcul de la répartition des sièges de titulaires s'effectue suivant la règle de la représentation proportionnelle avec répartition des restes à la plus forte moyenne selon la procédure suivante :

- détermination du quotient électoral :

Nombre de suffrages exprimés/nombre de sièges à attribuer

- 1^{ère} répartition des sièges suivant le quotient électoral :

Nombre de voix obtenues par syndicat/quotient électoral

Arrondir à l'entier immédiatement inférieur

- 2^{ème} répartition à la plus forte moyenne des sièges restant à attribuer :

Répartir les sièges restants jusqu'à épuisement en retenant la plus forte moyenne obtenue par chaque syndicat

Nombre de voix obtenues par le syndicat /nombre de sièges attribués au tour précédent + 1

Le siège est attribué à l'organisation syndicale qui obtient la plus forte moyenne. En cas d'égalité, le siège est attribué à l'organisation qui a obtenu le plus de suffrages.

Cette étape est reproduite autant de fois que nécessaire pour attribuer l'ensemble des sièges.

Le nombre de sièges de suppléants attribués à chaque organisation syndicale est égal au nombre de sièges de titulaires obtenus.

Exemple de calcul :

Suffrages = 541

Nombre de sièges à pourvoir = 5

Quotient : $541/5 = 108$

Syndicat A : 20 voix

Syndicat B : 56 voix

Syndicat C : 210 voix

Syndicat D : 224 voix

<u>1^{ère} répartition</u>	<u>2^{ème} répartition</u>	<u>3^{ème} répartition</u>
A : $20/108 = 0,05$ 0 siège B : $56/108 = 0,5$ 0 siège C : $210/108 = 1,9$ 1 siège D : $224/108 = 2,1$ 2 sièges <i>Reste 2 sièges à attribuer</i>	A : $20/(0+1) = 20$ 0 siège B : $56/(0+1) = 56$ 0 siège C : $210/(1+1) = 105$ 1 siège D : $224/(2+1) = 74,6$ 0 siège	A : $20/(0+1) = 20$ 0 siège B : $56/(0+1) = 56$ 0 siège C : $210/(2+1) = 70$ 0 siège D : $224/(2+1) = 74,6$ 1 siège
Résultats : Syndicat D = 3 sièges syndicat C = 2 sièges		

Annexe 4

I - EXEMPLE DE REPARTITION DES 17 SIEGES DE COMMISSIONS LOCALES D'ACTION SOCIALE PAR AGREGATION DES VOIES (Proportionnelle à la plus forte moyenne)

Nombre de représentants à élire :	17
Nombre de voix exprimées :	2 682
Quotient électoral : nombre de sièges à répartir / Total des suffrages	158

	France Policier en colère	UNSA FASMI SNIPAT	CGT	Fédération professionnelle indépendante de la Police	CFE-CGC	SAPACMI	Fédération Syndicale Unitaire	Syndicat Nationale Impact Police CFTC	SNUPMI	CFDT Interco Alternative Police Syndicat du Ministère Syndicat des cadres de la sécurité intérieur	Fédération de syndicats du Ministère de l'Intérieur- Force Ouvrière	TOTAUX
Nombre de voies obtenues	71	247	19	18	1 023	101	0,02	3	4	27	172	998
Moyenne	0,45	1,57	0,12	0,11	6,48	0,64	0,02	0,03	0,17	1,09	6,33	
Nombre de sièges attribués directement	0	1	0	0	6	0	0	0	0	1	6	14
Attributions sièges restants	71	124	19	18	146	101	3	4	27	86	143	
A pourvoir (1er tour)	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Attributions sièges restants	71	124	19	18	128	101	3	4	27	86	143	
A pourvoir (2e tour)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Attributions sièges restants	71	124	19	18	128	101	3	4	27	86	125	
A pourvoir (3e tour)	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Attributions sièges restants	71	124	19	18	114	101	3	4	27	86	125	
Total sièges :	0	1	0	0	8	0	0	0	0	1	7	17

Voix En %	2,6%	9,2%	0,7%	0,7%	38,1%		0,1%	0,1%	0,1%	6,4%	37,2%	95%
-----------	------	------	------	------	-------	--	------	------	------	------	-------	-----

II - EXEMPLE DE CALCUL DES SUFFRAGES POUR LA COMMISSION LOCALE D'ACTION SOCIALE XXX PAR ORGANISATION SYNDICALE EN TENANT COMPTE DU TAUX DE PONDERATION

Taux de pondération (1) :	10,24
Nb total inscrits au comité technique interdépartemental / régional	28299
Nb total d'inscrits (sur le département)	2898

Commission locale d'action sociale X XX (comité technique interdépartemental / régional)	Suffrages exprimés/organisation syndicale pour le comité technique interdépartemental / régional	Nombre de suffrages exprimés pour le comité technique du département par organisation syndicale après pondération (2)	Comité technique proxi préfecture X XX	Total
France Policiers en colère	695	71	0	71
Union nationale des syndicats autonomes / Syndicat national indépendant des pers. admin.et tech.	2410	247	0	247
Confédération générale du travail	183	19	0	19
Fédération professionnelle indépendante de la Police	173	18	0	18
Alliance police nationale/Syndicat national alliance des personnels admin. Tech. Et scientifiques de la police nationale/ Synergie Officier/Syndicat indépendant des commissaires de police	9991	1023	0	1023
SAPACMI	0	0	101	101
Fédération Syndicale Unitaire	26	3	0	3
Syndicat National Impact Police Cftc	35	4	0	4
Syndicat national unitaire des personnels du ministère de l'intérieur	65	7	20	27
Confédération française démocratique du travail Interco-Alternative Police-syndicat du Ministère Syndicat des cadres de la sécurité intérieure	1010	103	69	172
Fédération de syndicats du Ministère de l'Intérieur Force ouvrière	7968	816	182	998
Total:	22556	2310	372	2682

(1.) Taux de pondération = nombre total d'inscrits sur le département / nombre total d'inscrits au CT inter départemental ou interrégional x 100

(2.) Mode de calcul appliqué : Suffrages exprimés pour la liste dans le comité technique interdépartemental ou interrégional multiplié le taux de pondération divisé par 100.

III - EXEMPLE DE REPARTITION DES SUFFRAGES POUR UNE CONFEDERATION

CONFÉDÉRATION XXX											
CT/CHSCT Organisations Syndicales	Comité technique services déconcentrés PN				Comité technique préfecture			Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail GN		Sous-total des suffrages par OS	
	% de répartition des suffrages selon protocole	Total suffrages	Répartition des suffrages	% de répartition des suffrages selon protocole	Total suffrages	Répartition des suffrages	% de répartition des suffrages selon protocole	Total suffrages	Répartition des suffrages		
	82	227	202	82			82				
	8,5		21	8,5			8,5				
	1,5		4	1,5			1,5				
			227								
	SOUS TOTAL DES SUFFRAGES / CT OU CHSCT										0
	TOTAL SUFFRAGES										

IV – EXEMPLE DE REPARTITION DES X SIEGES DE LA CONFEDERATION XXX DE LA COMMISSION LOCALE XXX SUITE A L'AGREGATION DES VOIES (proportionnelle à la plus forte moyenne)

Nombre de représentants à élire :	7
Nombre de voies exprimées <u>sans</u> le syndicat autonome des préfectures et de l'administration centrale du ministère de l'intérieur	1 023
Nombre de voies exprimées <u>avec</u> le syndicat autonome des préfectures et de l'administration centrale du ministère de l'intérieur	1 124
Quotien électoral : nombre de sièges à répartir / Total des suffrages	161

	Alliance police nationale	Syndicat autonome des préfectures de l'administration centrale du ministère de l'intérieur	Synergie Officiers	Syndicat national alliance des personnels administratifs techniques et scientifiques de l'intérieur	Syndicat indépendant des commissaires de police	Totaux
	82%	0%	8,50%	8%	1,50%	100%
Nombre de voix obtenues par la liste <u>sans</u> le syndicat autonome des préfectures et de l'administration centrale du ministère de l'intérieur	839	-	87	82	15	1 023
Nombre de voix obtenues par la liste <u>avec</u> le syndicat autonome des préfectures et de l'administration centrale du ministère de l'intérieur	859	20	107	102	35	1 123
Moyenne	5,35	0,12	0,67	0,63	0,22	
Nombre de sièges attribués directement	5	0	0	0	0	5
Attributions sièges restant	143	20	107	102	35	
A pourvoir (1er tour)	1	0	0	0	0	1
Attributions sièges restant	123	20	107	102	35	
A pourvoir (2e tour)	1	0	0	0	0	1
Total sièges :	7	0	0	0	0	7

76,4%	1,8%	9,5%	9,1%	3,1%	100%
-------	------	------	------	------	------

Annexe 5

PROTOCOLES PRE-ELECTORAUX REPERTORIES AU PLAN NATIONAL IMPACTANT LES COMMISSIONS LOCALES D'ACTION SOCIALE

a/ Protocole pré-électoral signé le 1^{er} octobre 2018 entre alliance police nationale, synergie officiers, le syndicat indépendant des commissaires de police, alliance syndicat national alliance des personnels administratifs techniques et scientifiques de l'intérieur.

(Confédération française de l'encadrement –Confédération générale des cadres)

Comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail concernés :

- Comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale
- Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale
- Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure
- Comité technique d'établissement public de l'Institut National de la Police Scientifique
- Comité technique d'établissement public de l'Ecole Nationale Supérieure de Police
- Comité technique interdépartemental des services de police de la préfecture de police
- Comité technique des services de la police aux frontières de la direction de l'aérodrome d'Orly
- Comité technique des services de la police aux frontières de la direction des aérodromes de Charles de Gaulle et du Bourget
- Comités techniques des services déconcentrés de la police nationale départementaux
- Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des compagnies républicaines de sécurité

SYNDICATS SIGNATAIRES	REPARTITION DES SUFFRAGES
ALLIANCE POLICE NATIONALE	82 %
SYNERGIE OFFICIERS	8,5 %
SYNDICAT INDEPENDANT DES COMMISSAIRES DE POLICE	1,5 %
SYNDICAT NATIONAL ALLIANCE DES PERSONNELS ADMINISTRATIFS, TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR	8 %

b/ Protocole pré-électoral signé le 8 octobre 2018 entre l'union nationale des syndicats autonomes / fédération autonome des syndicats du ministère de l'intérieur et le syndicat national indépendant des personnels administratifs techniques et scientifiques du ministère de l'intérieur.

Comités techniques concernés :

Conformément aux termes de ce protocole, « toutes les listes communes qui seront déposées au sein des comités techniques (du ministère de l'intérieur) au titre de l'union nationale des syndicats

autonomes / fédération autonome des syndicats du ministère de l'intérieur et le syndicat national indépendant des personnels administratifs techniques et scientifiques du ministère de l'intérieur, comprendront la clé de répartition suivante :

- 100 % Union nationale des syndicats autonomes / fédération autonome des syndicats du ministère de l'intérieur.
- 0 % Syndicat national indépendant des personnels administratifs techniques et scientifiques du ministère de l'intérieur.

Annexe 6

PERSONNELS INSCRITS DANS LES DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE-MER ET LES COLLECTIVITÉS À STATUT UNIQUE DE GUYANE, MARTINIQUE ET MAYOTTE – COMITE TECHNIQUE DE SERVICE CENTRAL DE RESEAU DE LA POLICE NATIONALE OUTRE-MER

Région	Guadeloupe	Guyane	La Réunion	Martinique	Mayotte	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	Total inscrits
Inscrits par région	18	10	26	20	6	38	10	128

Annexe 7

**NOMBRE DE JOURS D'AUTORISATION D'ABSENCE ACCORDES AUX VICES-PRESIDENTS
DES COMMISSIONS LOCALES D'ACTION SOCIALES**
Année 2019

Règle : Arrêté du 8 mars 1993 : la durée des autorisations d'absence est fonction de l'effectif des agents du ministère en poste dans le département ou structure.

La durée des autorisations d'absence est égale à :

1/5ème de temps plein dans les départements dont l'effectif est inférieur à 1000 agents
2/5èmes de temps plein dans les départements dont l'effectif est compris entre 1000 et 2500 agents
3/5èmes de temps plein dans les départements dont l'effectif est compris entre 2500 et 3000 agents
4/5èmes de temps plein dans les départements dont l'effectif est supérieur à 3000 agents

			NOMBRE DE JOURS D'ASA		
DEPARTEMENTS ET AUTRES CLAS		EFFECTIFS AU 31/12/2018	SEMAINE	TRIMESTRE	ANNEE
975	St Pierre et Miquelon	58	1	13	52
023	Creuse	188	1	13	52
048	Lozère	188	1	13	52
015	Cantal	211	1	13	52
032	Gers	220	1	13	52
070	Haute-Saône	222	1	13	52
046	Lot	237	1	13	52
043	Haute-Loire	253	1	13	52
058	Nièvre	259	1	13	52
004	Alpes de haute Provence	261	1	13	52
009	Ariège	266	1	13	52
055	Meuse	282	1	13	52
090	Territoire-de-Belfort	289	1	13	52
039	Jura	300	1	13	52
053	Mayenne	327	1	13	52
005	Hautes-Alpes	340	1	13	52
052	Haute-Marne	342	1	13	52
079	Deux-Sèvres	342	1	13	52
012	Aveyron	345	1	13	52
007	Ardèche	346	1	13	52
041	Loir-et-Cher	387	1	13	52
061	Orne	393	1	13	52
085	Vendée	398	1	13	52
040	Landes	409	1	13	52
088	Vosges	424	1	13	52
075	Paris IDF	437	1	13	52

DEPARTEMENTS ET AUTRES CLAS		EFFECTIFS AU 31/12/2018	NOMBRE DE JOURS D'ASA		
			SEMAINE	TRIMESTRE	ANNEE
019	Corrèze	444	1	13	52
016	Charente	446	1	13	52
001	Ain	501	1	13	52
003	Allier	509	1	13	52
082	Tarn-et-Garonne	518	1	13	52
008	Ardennes	522	1	13	52
027	Eure	524	1	13	52
081	Tarn	530	1	13	52
028	Eure-et-Loir	540	1	13	52
987	Polynésie française	576	1	13	52
065	Hautes-Pyrénées	585	1	13	52
02B	Haute-Corse	588	1	13	52
018	Cher	592	1	13	52
047	Lot-et-Garonne	595	1	13	52
036	Indre	606	1	13	52
976	Mayotte	617	1	13	52
010	Aube	622	1	13	52
022	Cotes-d'Armor	640	1	13	52
056	Morbihan	645	1	13	52
050	Manche	646	1	13	52
011	Aude	675	1	13	52
073	Savoie	734	1	13	52
02A	Corse-du-Sud	739	1	13	52
074	Haute-Savoie	753	1	13	52
080	Somme	802	1	13	52
072	Sarthe	803	1	13	52
071	Saône-et-Loire	817	1	13	52
089	Yonne	827	1	13	52
026	Drôme	848	1	13	52
988	Nouvelle-Calédonie	852	1	13	52
017	Charente-Maritime	859	1	13	52
	Sous-total	27 679	57	741	2 964

			NOMBRE DE JOURS D'ASA		
DEPARTEMENTS ET AUTRES CLAS		EFFECTIFS AU 31/12/2018	SEMAINE	TRIMESTRE	ANNEE
002	Aisne	874	1	13	52
060	Oise	891	1	13	52
086	Vienne	899	1	13	52
049	Maine-et-Loire	913	1	13	52
084	Vaucluse	996	1	13	52
014	Calvados	1 004	2	26	104
973	Guyane	1 063	2	26	104
029	Finistère	1 064	2	26	104
037	Indre-et-Loire	1 125	2	26	104
066	Pyrénées-Orientales	1 212	2	26	104
972	Martinique	1 216	2	26	104
087	Haute-Vienne	1 221	2	26	104
025	Doubs	1 301	2	26	104
024	Dordogne	1 310	2	26	104
045	Loiret	1 342	2	26	104
971	Guadeloupe	1 406	2	26	104
021	Côte-d'Or	1 491	2	26	104
063	Puy-de-Dôme	1 503	2	26	104
051	Marne	1 545	2	26	104
068	Haut-Rhin	1 597	2	26	104
974	La Réunion	1 624	2	26	104
064	Pyrénées-Atlantiques	1 625	2	26	104
038	Isère	1 634	2	26	104
042	Loire	1 681	2	26	104
054	Meurthe-et-Moselle	1 722	2	26	104
083	Var	2 097	2	26	104
044	Loire-Atlantique	2 272	2	26	104
034	Hérault	2 403	2	26	104
067	Bas-Rhin	3 060	4	52	208
035	Ille-et-Vilaine	3 165	4	52	208
006	Alpes-Maritimes	3 175	4	52	208
095	Val-d'Oise	3 231	4	52	208
057	Moselle	3 485	4	52	208
031	Haute-Garonne	3 567	4	52	208
094	Val-de-Marne	3 766	4	52	208
062	Pas-de-Calais	3 990	4	52	208
078	Yvelines	4 134	4	52	208
076	Seine-Maritime	4 156	4	52	208
091	Essonne	4 164	4	52	208

			NOMBRE DE JOURS D'ASA		
DEPARTEMENTS ET AUTRES CLAS		EFFECTIFS AU 31/12/2018	SEMAINE	TRIMESTRE	ANNEE
092	Hauts-de-Seine	4 229	4	52	208
077	Seine-et-Marne	4 266	4	52	208
033	Gironde	4 382	4	52	208
030	Gard	4 783	4	52	208
093	Seine-Saint-Denis	7 151	4	52	208
069	Rhône	7 488	4	52	208
075	Centrale - CLASAC	8 109	4	52	208
059	Nord	8 139	4	52	208
013	Bouches-du-Rhône	8 360	4	52	208
POL	Préfecture de Police	19 406	4	52	208
		155 237	135	1 755	7 020
	TOTAL	182 916	192	2 496	9 984

*Effectifs au 31 décembre 2018 pour BDIL 2019

MINISTÈRE DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Arrêté du 4 juin 2020
portant nomination au Conseil national des opérations funéraires
NOR : TERB2013978A

La ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1241-1 et D. 1241-1 à D. 1241-6 ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 2016 portant nomination au Conseil national des opérations funéraires,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont nommés membres du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des administrations :

1. Sur proposition du ministre chargé des collectivités territoriales :

M. Stéphane BRUNOT, en qualité de membre suppléant, en remplacement de Mme Cécile RAQUIN.

2. Sur proposition du ministre de la santé :

M. Jimmy ROBBE, en qualité de membre titulaire, en remplacement de Mme Marie MARTIN ;

Mme Marie MARTIN, en qualité de membre suppléant, en remplacement de M. Frédéric SEVAL.

Article 2

Sont nommés membres du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des salariés :

M. Maxime DUMONT, en qualité de membre titulaire, en remplacement de Mme Leslie CAIGNAN ;

M. Gilles DENIEUL, en qualité de membre suppléant, en remplacement de M. Raphaël BOUCHER.

Article 3

Sont nommés membre du Conseil national des opérations funéraires, au titre des personnalités compétentes :

M. Aubin de MAGNIENVILLE, en qualité de membre titulaire, en remplacement de Mme Caroline ARNAUD ;

M. Didier BELLUARD, en qualité de membre suppléant, en remplacement de M. Aubin de MAGNIENVILLE.

Article 4

Le directeur général des collectivités locales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 juin 2020.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général des collectivités locales,
S. Bourron

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale des étrangers en France

Information du 2 juin 2020
relative à l'impact de l'adaptation des règles et des délais administratifs et contentieux
applicables pendant l'état d'urgence sanitaire sur les procédures d'entrée, de séjour,
d'éloignement et d'asile

NOR : INTV2013313J

Annexe :

Tableau des délais contentieux applicables pendant et à l'issue de l'état d'urgence sanitaire

Le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets de département,

Pour faire face à la crise sanitaire, le Gouvernement a pris des mesures d'adaptation des règles et délais applicables en matière administrative et contentieuse. Ces adaptations, portées par les ordonnances n° 2020-304, n° 2020-305 et n° 2020-306 du 25 mars 2020, ont un impact sur les procédures administratives et contentieuses dont vous avez la charge en matière de droit des étrangers.

De manière générale, l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-306 pose le principe suivant : **tous les délais (administratifs et contentieux) expirant entre le 12 mars et le 23 juin 2020 inclus sont interrompus et recommenceront à courir intégralement à compter de cette seconde date.**

Ce principe connaît toutefois deux exceptions notables dans le domaine du droit des étrangers :

- pour les obligations de quitter le territoire français (hors rétention) et les arrêtés de transfert Dublin, le nouveau délai de recours complet recommence à courir **à compter du 24 mai 2020** ;
- les délais applicables lorsque les personnes sont placées en rétention, que ce soit **devant le tribunal administratif contre la mesure d'éloignement ou de transfert, ou devant le juge de la liberté et de la détention, restent inchangés.**

La présente information présente les modalités d'application de ces règles générales pour chacune des procédures dont vous avez la charge, en indiquant notamment les conséquences de l'application de ces règles sur les possibilités d'exécution d'office des mesures d'éloignement.

1. Le placement en rétention continue à se faire dans les conditions habituelles

Le dispositif des centres de rétention administrative continue à fonctionner pendant la période d'état d'urgence sanitaire.

Les règles et délais applicables à la rétention administrative sont inchangés :

- le délai de recours contre l'OQTF (ou l'arrêté de transfert Dublin) reste de 48 heures et celui-ci doit être jugé en 96 heures ;
- les délais dans lesquels le juge de la liberté et de la détention est saisi et statue ne font pas non plus l'objet d'adaptations, et ce sont donc les délais habituels qui s'appliquent.

Les OQTF assorties d'une mesure de rétention sont donc exécutoires d'office dans les conditions habituelles, soit à l'expiration du délai de 48 heures si aucun recours n'a été formé, soit dès lors que le juge saisi s'est prononcé.

Les mêmes règles s'appliquent aux arrêtés de transfert assortis d'un placement en rétention administrative.

2. Les conditions d'exécution de certaines décisions d'éloignement sont modifiées

Vos services peuvent continuer à notifier des décisions d'éloignement et de transfert Dublin pendant la période d'état d'urgence sanitaire. Ils peuvent également continuer à adopter et à notifier des décisions portant assignation à résidence.

Si le délai de recours ouvert contre vos décisions passées devait expirer entre le 12 mars et le 24 mai 2020, la date à laquelle elles pourront faire l'objet d'une exécution d'office (hors le cas du placement en rétention évoqué ci-dessus) est reportée.

Ainsi, pour les OQTF et les arrêtés de transfert Dublin ne faisant pas l'objet d'un placement en rétention et pour lesquels le délai de recours devait expirer entre le 12 mars et le 24 mai 2020, de nouveaux délais complets ont recommencé à courir à compter de cette date. Il convient donc d'attendre l'expiration de ces délais de recours (si aucun recours n'est introduit devant le TA) ou la décision du juge (s'il a été saisi) pour procéder à l'exécution forcée de la mesure. La même règle s'applique à toutes les décisions qui assortissent l'OQTF ou l'arrêté de transfert (délai de départ volontaire, décision fixant le pays de renvoi, interdiction de retour et assignation à résidence prise sur le fondement de l'article L. 561-2).

Ex. : pour une OQTF dont le délai de recours de 30 jours devait expirer le 15 avril, un nouveau délai de recours de 30 jours commencera à courir le 24 mai ; cette OQTF ne pourra donc pas faire l'objet d'une exécution d'office le 15 avril, comme initialement prévu, mais seulement le 24 juin si aucun recours n'est introduit devant le TA ou dès lors que le juge, s'il est saisi, se sera prononcé.

La prolongation du délai de recours est plus longue pour les autres mesures d'éloignement (remises, expulsions), mais ces dernières peuvent faire l'objet d'une exécution d'office dès leur notification, le recours ouvert contre ces dernières n'étant pas suspensif. Ainsi, pour celles dont le délai de recours devait expirer entre le 12 mars et le 23 juin 2020 inclus, un délai de deux mois recommencera à courir à compter du 24 juin, ce qui ne vous empêche toutefois pas d'exécuter d'office la décision.

Ex. : pour une décision de remise dont le délai de recours de deux mois devait expirer le 15 avril, un nouveau délai de recours complet commencera à courir le 23 juin ; le recours contre cette décision n'étant pas suspensif de plein droit, elle reste toutefois exécutoire d'office dès sa notification.

Le tableau en annexe fait le point sur les conditions dans lesquelles les délais de recours recommencent à courir.

3. Les délais applicables en matière de dépôt et d'instruction des demandes de titres de séjour sont prolongés

L'état d'urgence sanitaire ne fait pas obstacle à ce que vos services notifient des décisions de refus de délivrance ou de renouvellement de titres de séjour, en tenant compte des adaptations détaillées ci-dessous.

Conformément à l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-306, les délais à l'issue desquels des décisions implicites de rejet de demandes de titre de séjour devaient être acquises, et qui **n'avaient pas expiré avant le 12 mars 2020, sont, à compter de cette date, suspendus. Ils recommenceront à courir, pour leur seule durée restante, à compter du 24 juin 2020.**

Ex. : pour une demande déposée le 12 janvier 2020 (pour laquelle la décision implicite de rejet devait naître le 12 mai 2020), le délai de 4 mois est suspendu ; le 24 juin inclus, le délai recommence à courir pour sa durée restante, soit 2 mois ; la décision implicite de rejet ne sera donc pas acquise par le 12 mai, mais le 24 août.

Lorsque les mêmes délais **auraient dû commencer à courir avant le 23 juin inclus, ils sont interrompus et recommenceront à courir intégralement à compter du 24 juin.**

Ex. : pour une demande déposée le 25 mars 2020 (pour laquelle le délai au terme duquel une décision implicite de rejet naît est de quatre mois), le délai est interrompu ; il recommencera à courir en intégralité le 24 juin, et la décision implicite de rejet ne naîtra donc que le 24 octobre, et non le 25 juillet.

Enfin, les délais laissés aux administrés pour compléter un dossier ou répondre à une demande de pièces complémentaires sont prolongés dans les mêmes conditions que précédemment : ils recommencent à courir à compter du 24 juin, selon les cas, pour la seule durée qui restait à courir le 12 mars ou pour un délai complet. Vous veillerez donc à en tenir compte avant de statuer au vu du dossier de demande de titre de séjour, les demandeurs bénéficiant de délais allongés pour vous adresser les pièces manquantes.

4. Procédures applicables en matière d'asile

Le 1° du II de l'article 15 de l'ordonnance n° 2020-305 prévoit que le point de départ du délai des recours formés contre les décisions de l'OFPRA est reporté au 24 mai 2020. Ce délai de recours étant d'un mois, les décisions de l'OFPRA pour lesquelles le recours pouvait être introduit jusqu'au 24 mai sont en conséquence contestables jusqu'au 24 juin.

S'agissant de l'enregistrement des demandes d'asile en procédure accélérée, vous veillerez à ne pas placer en procédure accélérée les personnes pour lesquelles le délai de 90 jours aura été dépassé entre le 12 mars et le 24 juin. Les personnes concernées disposeront d'un délai de trois mois à compter du 24 juin pour déposer une demande en procédure normale.

Enfin, les personnes qui devaient cesser de percevoir l'allocation pour demandeur d'asile voient leur prise en charge prolongée, soit jusqu'à la fin du mois de mai (pour les personnes déboutées), soit jusqu'à la fin du mois suivant (soit fin juin) pour les personnes ayant obtenu le bénéfice de la protection internationale.

Fait le 2 juin 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des étrangers en France,
P.-A. Molina

Annexe
Tableau des délais de recours contentieux

Les règles spécifiques détaillées dans le tableau ci-dessous sont applicables aux étrangers faisant l'objet de l'une des mesures qui y sont mentionnées et dont le délai de recours arrive à expiration pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire, le cas échéant augmentée d'un mois.

Lorsque le délai de recours ouvert contre ces mesures expire soit avant le début, soit après la fin de l'état d'urgence sanitaire, le cas échéant augmenté d'un mois, ce sont les règles de délai habituelles qui doivent s'appliquer.

Mesure	Point de départ du délai	Délai applicable	Caractère exécutoire de la mesure
Décisions prises en matière d'entrée sur le territoire			
Décision de refus de visa	Le point de départ du délai est reporté au 24 juin	Délai habituel de deux mois applicable	-
Décision de refus d'entrée	Le point de départ du délai est reporté au 24 juin	Délai habituel de deux mois applicable	Le recours n'étant pas suspensif, la décision de refus d'entrée est exécutoire d'office dans les conditions habituelles
Placement en zone d'attente	Aucun changement	Contrôle habituel du JLD	-
Décision de refus d'entrée au titre de l'asile	Aucun changement – le point de départ du délai n'est pas reporté	Délais habituels (48h de recours et 72h de jugement – article L. 213-9)	L'exécution d'office est possible à l'issue du délai de recours de 48h ou, s'il est saisi, après que le TA a statué
Interdiction administrative du territoire	Le point de départ du délai de recours est reporté au 24 juin	Délai habituel de deux mois applicable	Le recours n'étant pas suspensif, la décision est exécutoire d'office dans les conditions habituelles
Décisions prises en matière d'éloignement			
OQTF avec rétention	Aucun changement – le point de départ du délai de recours n'est pas reporté	Délais habituels (48h pour le recours et 96h pour le jugement – III de l'article L. 512-1)	L'OQTF est exécutoire d'office dans les conditions habituelles
Placement en rétention	Aucun changement	Contrôle habituel du JLD	-
OQTF sans rétention	Le point de départ du délai est reporté au 24 mai	Le délai applicable est le délai habituel, à savoir : - OQTF assorties d'un délai de départ volontaire : 30 jours si l'OQTF est notifiée sur le fondement des 3°, 5°, 7° et 8° du I de l'article L. 511-1 ; 15 jours si l'OQTF est notifiée sur le fondement des 1°, 2°, 4° ou 6° du même article ; - OQTF non assorties d'un délai de départ volontaire : 48h à compter du lendemain du 24 mai à minuit.	L'exécution d'office n'est possible qu'à l'issue du délai de recours reporté

Décisions assortissant l'OQTF (délai de départ volontaire, pays de renvoi, interdiction de retour, interdiction de circulation pour les ressortissants de l'Union)	Même régime que l'OQTF qu'elles assortissent – point de départ reporté au 24 mai	Le délai applicable est le même que le délai habituel, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - pour les décisions relatives au délai de départ volontaire et au pays de renvoi, même délai que celui de l'OQTF ; - pour les interdictions de retour, le délai est soit celui de l'OQTF (en cas de notification simultanée de l'OQTF et de l'IR), soit un délai de 15 jours si l'IR a été notifiée postérieurement à l'OQTF. 	-
Assignation à résidence	Pour les AAR de l'article L. 561-2, le point de départ du délai est reporté au 24 mai Pour les ARR de l'article L. 561-1, le point de départ du délai est reporté au 24 juin	Le délai applicable est le même que le délai habituel, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - le délai ouvert contre l'OQTF pour les AAR de l'article L. 561-2 ; - un délai de deux mois pour les AAR de l'article L. 561-1 	-
Arrêté de transfert avec rétention	Aucun changement – le point de départ du délai n'est pas reporté	Délais habituels (48h pour le recours et 96h pour le jugement – II de l'article L. 742-2 et III de l'article L. 512-1)	L'arrêté de transfert est exécutoire d'office dans les conditions habituelles
Placement en rétention	Aucun changement	Contrôle habituel du JLD	-
Arrêté de transfert sans rétention	Le point de départ du délai de recours est reporté au 24 mai	Les délais habituels sont applicables, à savoir 48h en cas d'AAR ou 15 jours si aucune mesure d'AAR n'a été prise	L'arrêté de transfert n'est exécutoire d'office qu'à l'issue d'un délai de recours reporté
Décision de remise	Le point de départ du délai de recours est reporté au 24 juin	Délai de recours habituel de deux mois applicable	Le recours n'étant pas suspensif, la décision de remise est exécutoire d'office dans les conditions habituelles
Décision d'expulsion	Le point de départ du délai de recours est reporté au 24 juin	Délai de recours habituel de deux mois applicable	Le recours n'étant pas suspensif, l'arrêté d'expulsion est exécutoire d'office dans les conditions habituelles
Décisions prises en matière de séjour			
Décisions portant refus de séjour	Le point de départ du délai de recours est reporté au 24 juin	Délai de recours habituel de deux mois applicable	-

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves de la gendarmerie

Arrêté du 7 février 2020
portant admission dans la réserve de la gendarmerie
NOR : INTJ2002896A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R. 4211-3,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Pierre-Xavier, Philippe **Lamour** est admis à sa demande, pour compter du présent arrêté, dans la réserve opérationnelle de la garde républicaine, avec son grade et son ancienneté de grade.

Article 2

Cet ancien enseigne de vaisseau de 2^{ème} classe de la marine nationale sera rattaché au corps des officiers de gendarmerie de réserve.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 février 2020.

Pour le ministre et par délégation :

Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,
O. Kim

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 15642 du 25 mars 2020

portant ajournement dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020

NOR : INTJ2007488S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2008 fixant, pour la gendarmerie nationale, la composition du conseil prévu à l'article 12 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2012 relatif à la détermination et au contrôle de l'aptitude médicale à servir du personnel militaire ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2016 fixant les conditions physiques et médicales d'aptitude exigées des personnels militaires de la gendarmerie nationale et des candidats à l'admission en gendarmerie ;

Vu l'instruction n° 41000/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 6 mai 2019 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrières autres que les majors des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la circulaire n° 39000/ARM/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 4 janvier 2018 ;

Vu la circulaire n° 72850/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 30 octobre 2019 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020 ;

Vu la décision n° 7028/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 10 février 2020 relative à la désignation des membres du conseil d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil chargé des propositions d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale du 11 mars 2020,

Décide :

Article 1^{er}

Les sous-officiers dont le nom figure ci-après sont ajournés de l'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale jusqu'au 31 décembre 2020.

La production, jusqu'à cette date, d'une attestation de réussite au CCPM leur permettra de se voir délivrer une décision d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du CSTAGN.

Spécialité administration et gestion du personnel

Les maréchaux des logis-chef :

Boisnard	Agnès	NIGEND :	240119
Chapelier	Cyrielle	NIGEND :	229374
Dhanpaul	Séverine	NIGEND :	225419
Gros	Marylène	NIGEND :	213782
Inama	Coralie	NIGEND :	306651
Jault	Sandrine	NIGEND :	193509
Kehlhoffner	Marie-Gaëlle	NIGEND :	225078
Lopes	Anne-Sophie	NIGEND :	237119
Oliva	Vanessa	NIGEND :	224196
Theil	Mélanie	NIGEND :	241596

Les maréchaux des logis :

Avila	Inès	NIGEND :	370855
Barbé	Camille	NIGEND :	352875
Bidallier	Amanda	NIGEND :	313959
Boulanger	Caroline	NIGEND :	354975
Brayé	Mirose	NIGEND :	359494
Chapron	Elodie	NIGEND :	340462
Charton	Laure	NIGEND :	312161
Chave	Jessica	NIGEND :	363347
Clary	Séverine	NIGEND :	321021
Cousin	Florence	NIGEND :	363613
Djemai	Malika	NIGEND :	323891
Douvier	Valérie	NIGEND :	309964
Fargis	Floriane	NIGEND :	306643
Favier	Alexia	NIGEND :	247733
Fréminet	Sabrina	NIGEND :	302649
Gallois	Céline	NIGEND :	363355
Gonzalez-Sartini	Alexandra	NIGEND :	363460
Huarriz	Elodie	NIGEND :	381539
Isidore	Jérôme	NIGEND :	351400
Jarraud	Justine	NIGEND :	300829
Jouclas	Marine	NIGEND :	359913
Lavenu	Céline	NIGEND :	363475
Le Guen	Élodie	NIGEND :	321375
Letertre	Charlotte	NIGEND :	372233
Mandon	Virginie	NIGEND :	244086
Massol	Florence	NIGEND :	351460
Menadjelia	Nadia	NIGEND :	358158
Muller	Valérie	NIGEND :	354659
Nguyen Trong Tiep	Prisca	NIGEND :	351439
Rivieccio	Sabine	NIGEND :	359323
Rivière	Éva	NIGEND :	309072
Roche	Stéphanie	NIGEND :	220709

Thomas Hedwige NIGEND : 235011

Spécialité gestion logistique et financière

L'adjudante :

Roy Sandrine NIGEND : 194126

Les maréchaux des logis-chefes :

Ducoin Élodie NIGEND : 220813
Huertas Angélique NIGEND : 216033
Nourtier Joëlle NIGEND : 310011
Perez Anaïs NIGEND : 301205
Phommatha Paramy NIGEND : 224212

Les maréchaux des logis :

Briffot Nadège NIGEND : 342741
Brunner Aurélien NIGEND : 310049
Castelain Elisabeth NIGEND : 360473
Cazes Chloé NIGEND : 363393
Chamaison Emilie NIGEND : 304184
Jean-Louis Ivlyse NIGEND : 363572
Lacaton Pierre-Olivier NIGEND : 354657
Machane Daniele NIGEND : 246193
Pain Camille NIGEND : 372286
Ridjali Fouad NIGEND : 304573
Touvin Maïté NIGEND : 246204
Vantighem Sophie NIGEND : 312356

Spécialité auto-engins blindés

Les maréchaux des logis :

Kerenfort Loïc NIGEND : 381542
Quenouillère Jonathan NIGEND : 228983

Spécialité affaires immobilières

L'adjudante :

Bressanelli Aline NIGEND : 221022

Les maréchaux des logis :

Berger Antonina NIGEND : 346446
Blas Jean-François NIGEND : 372216
Bourion Jean-Guillaume NIGEND : 363444
Etton Anaïs NIGEND : 372273
Garcia Pascal NIGEND : 354989
Hodiesne Lucie NIGEND : 354692

Maurice Angélique NIGEND : 363586

Spécialité restauration collective

Les maréchaux des logis-chefs :

Hénon Claudia NIGEND : 237229

Mure Pierre-Olivier NIGEND : 189908

Les maréchaux des logis :

Begay Damien NIGEND : 346284

Betremieux Yann NIGEND : 344233

Gaydon Romain NIGEND : 369918

Mariema Frédéric NIGEND : 343077

Thodiard Gaëlle NIGEND : 325322

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. Browaëys

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 15646 du 25 mars 2020
portant admission et non admission dans le corps des sous-officiers de carrière
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale
au titre de l'année 2020

NOR : INTJ2007491S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2016 fixant les conditions physiques et médicales d'aptitude exigées des personnels militaires de la gendarmerie nationale et des candidats à l'admission en gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2012 relatif à la détermination et au contrôle de l'aptitude médicale à servir du personnel militaire ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2008 fixant, pour la gendarmerie nationale, la composition du conseil prévu à l'article 12 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu l'instruction n° 41000/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 6 mai 2019 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrières autres que les majors des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la circulaire n° 39000/ARM/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 4 janvier 2018 ;

Vu la circulaire n° 72850/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 30 octobre 2019 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020 ;

Vu la décision n° 7028/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 10 février 2020 relative à la désignation des membres du conseil d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil chargé des propositions d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale du 11 mars 2020,

Décide :

Article 1^{er}

Les sous-officiers dont le nom figure ci-après sont admis dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale à compter du 1^{er} avril 2020 :

Spécialité administration et gestion du personnel

Les maréchaux des logis :

Aadjou	Soumia	NIGEND :	381481
Barbe	Marina	NIGEND :	353034
Beaudoin	Alexandra	NIGEND :	343729
Berger	Sandra	NIGEND :	356994
Biesen	Morgane	NIGEND :	351651
Blaisel	Victoria	NIGEND :	343381
Blondez	Jessica	NIGEND :	357005
Brevet	Anne-Lise	NIGEND :	397568
Buhlmann	Natacha	NIGEND :	372265
Burcier	Chloé	NIGEND :	246566
Casaril	Laurie	NIGEND :	358129
Cazeaux	Adelyne	NIGEND :	372266
Cazoulat	Anne-Sophie	NIGEND :	242685
Chicault	Elodie	NIGEND :	334218
Corréard	Delphine	NIGEND :	372267
Damin	Cindy	NIGEND :	361390
Duflos	Julie	NIGEND :	352805
Duminil	Corentin	NIGEND :	339699
Dunet	Justine	NIGEND :	357007
Etienne	Florence	NIGEND :	163812
Facqueur	Eloïse	NIGEND :	363809
Fourt	Stéphanie	NIGEND :	313978
Georg	Maud	NIGEND :	359892
Goyon	Xavier	NIGEND :	356881
Haguet	Perrine	NIGEND :	372186
Hanquet	Alexandre	NIGEND :	318584
Hardy	Maëlle	NIGEND :	359901
Kopec	Stéphanie	NIGEND :	324093
Krakowski	Salomé	NIGEND :	354996
Lamharzi	Halima	NIGEND :	357126
Le Roux	Maëva	NIGEND :	318323
Le Vaillant	Audrey	NIGEND :	345559
Lecourtois	Élise	NIGEND :	204355
Lefebvre	Charlène	NIGEND :	185554

Levon	Sophie	NIGEND :	346381
Loichot	Julie	NIGEND :	344743
Machado	Anne-Cécile	NIGEND :	320805
Marié	Aurore	NIGEND :	346382
Mathieu	Nathan	NIGEND :	357437
Mathis	Christelle	NIGEND :	363624
Maurer	Julie	NIGEND :	362005
Monnier	Ludwig	NIGEND :	354541
Nurdin	Audrey	NIGEND :	372281
Olive	François	NIGEND :	355350
Ollivier	Mélina	NIGEND :	317206
Outteryck-Schneider	Philippe	NIGEND :	372285
Paofai	Ahurai	NIGEND :	359307
Paulus	Audrey	NIGEND :	372289
Perarnaud	Charlotte	NIGEND :	361742
Picard	Camille	NIGEND :	326125
Pierson	Emilie	NIGEND :	304975
Pimet	Shirley	NIGEND :	337593
Plard	Charlotte	NIGEND :	372291
Poudoux	Lauriane	NIGEND :	359715
Ralison	Laure	NIGEND :	363504
Robert	Paul	NIGEND :	361311
Rochey	Sandra	NIGEND :	323461
Roman	Charline	NIGEND :	338007
Roulette	Mélanie	NIGEND :	231864
Ruyssen	Louise	NIGEND :	347803
Saint-Val	Gaëlle	NIGEND :	351406
Sauvage	Fleur	NIGEND :	351103
Schweyer	Thieffany	NIGEND :	352123
Strebler	Anne-Laure	NIGEND :	359965
Turben	Noémie	NIGEND :	372294
Vervaeke	Marie-Bérengère	NIGEND :	364549
Vitoux	Nina	NIGEND :	334784
Vrabie	Andreea	NIGEND :	363003
Wagner	Sandra	NIGEND :	368977

Spécialité gestion logistique et financière

Les maréchaux des logis :

Boyer	Clément	NIGEND :	363451
De Cacqueray-Valménier	Aurélien	NIGEND :	372268

Marchadour	Fanny	NIGEND :	372279
Oopa	Marcel	NIGEND :	372299
Roy	Priscillia	NIGEND :	341517
Trzebiatowski	Vincent	NIGEND :	372293

Spécialité auto-engins blindés

Les maréchaux des logis :

Bracquart	Sylvain	NIGEND :	340622
D'Export	Jean	NIGEND :	397299
Halidi	Bourahime	NIGEND :	397308
Morganti	Mickaël	NIGEND :	397363
Piveteau	Cédric	NIGEND :	397377
Sagot	Romain	NIGEND :	332155
Victoire	Loïc	NIGEND :	323233

Spécialité affaires immobilières

Les maréchaux des logis :

Branco	Lilian	NIGEND :	331022
Mangenot	Kévin	NIGEND :	363623
Morhange	Julien	NIGEND :	381544
Olivencia	Maïlys	NIGEND :	327530
Tournebise	Thomas	NIGEND :	354382
Ywakeam	Philippe	NIGEND :	363602

Spécialité restauration collective

Les maréchaux des logis :

Chauveau	Joanna	NIGEND :	365838
Dalaize	Julia	NIGEND :	363614
Gilliot	Lydie	NIGEND :	372275
Jouaux	Florian	NIGEND :	320395
Le Dortz	Alexis	NIGEND :	332544
Struillou	Laëtitia	NIGEND :	368414

Spécialité armurerie pyrotechnie

Les maréchaux des logis :

Gaulon	Sylvain	NIGEND :	306450
Valdor	Laurent	NIGEND :	246206

Article 2

Les sous-officiers dont le nom figure ci-après ne sont pas admis dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020 :

Spécialité administration et gestion du personnel

Les maréchaux des logis :

Barjaud	Delphine	NIGEND :	340393
Bendif	Audrey	NIGEND :	305753
Brigthon	Lindsay	NIGEND :	355033
Buirette	Mélanie	NIGEND :	300869
Carlu	Alexandre	NIGEND :	309235
Chevalier	Elodie	NIGEND :	333602
Darbas	Myriam	NIGEND :	195440
Lepointe	Audrey	NIGEND :	336765
Pallanchier	Florian	NIGEND :	372287
Roussey	Alexandra	NIGEND :	207852
Viguier	Sandra	NIGEND :	330348
Zrouki	Leïla	NIGEND :	343159

Spécialité auto-engins blindés

Les maréchaux des logis :

Chassara	Ludovic	NIGEND :	361548
Colombier	Samuel	NIGEND :	358193
Ghandour	Maxime	NIGEND :	207636
Guillez	Yoann	NIGEND :	320175
Marcelino	Anthony	NIGEND :	247868
Rousseau	Anthony	NIGEND :	370189
Yvanoff	Thomas	NIGEND :	363909

Spécialité armurerie et pyrotechnie

Le maréchal des logis :

Cauliez	François-Xavier	NIGEND :	213162
----------------	-----------------	----------	--------

Spécialité restauration collective

Les maréchaux des logis :

Bouche	Guillaume	NIGEND :	321484
Le Bris	Maxime	NIGEND :	230995
Véronèse	Julien	NIGEND :	234021

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. Browaëys

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 27 mars 2020
portant placement en situation d'affectation temporaire
NOR : INTJ2002305A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 29 novembre 2017 ;

Vu la convention en date du 13 novembre 2019 ;

Vu l'avenant en date du 4 décembre 2019,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le lieutenant-colonel Tomica **Lukic** (NIGEND : 231915 - NLS : 6589972 - NID : 9825020912) est placé en situation d'affectation temporaire, à compter du 1^{er} août 2018, pour une durée maximale de 5 ans, en qualité de chargé de mission au bureau planification de la protection et de la sécurité de l'État, au sein du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 51, boulevard de la Tour-Maubourg - 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,

A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 27 mars 2020
portant placement en situation d'affectation temporaire
NOR : INTJ2002310A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 29 novembre 2017 ;

Vu l'avenant en date du 4 décembre 2019 ;

Vu la convention en date du 13 novembre 2019,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le colonel Xavier **Talhouarn** (NIGEND : 154602 - NLS : 8012427 - NID : 8792030391) est placé en situation d'affectation temporaire, à compter du 1^{er} septembre 2017, pour une durée de 5 ans maximale, en qualité d'officier de liaison à la cellule de coordination interministérielle en logistique, au sein du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 51, boulevard de la Tour-Maubourg - 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 27 mars 2020
portant placement en situation d'affectation temporaire
NOR : INTJ2002313A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 29 novembre 2017 ;

Vu l'avenant en date du 4 décembre 2019 ;

Vu la convention en date du 13 novembre 2019,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le colonel Jean-Luc **Villeminey** (NIGEND : 166880 - NLS : 6553676 - NID : 9270010059) est placé en situation d'affectation temporaire, à compter du 16 août 2018, pour une durée maximale de 5 ans, en qualité de conseiller affaires intérieures, au sein du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 51, boulevard de la Tour-Maubourg - 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,

A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 27 mars 2020
portant placement en situation d'affectation temporaire
NOR : INTJ2008701A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 29 novembre 2017 ;

Vu l'avenant en date du 4 décembre 2019 ;

Vu la convention en date du 13 novembre 2019,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le colonel Christophe **Girodet** (NIGEND : 177192 - NLS : 5267670 - NID : 8275040134) est placé en situation d'affectation temporaire, à compter du 1^{er} juillet 2016 pour une durée de 5 ans maximale, en qualité de chef du détachement de sécurité au sein du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 51, boulevard de la Tour-Maubourg - 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des personnels
militaires de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves de la gendarmerie

Arrêté du 20 avril 2020
portant admission dans la réserve de la gendarmerie
NOR : INTJ2009984A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R. 4211-3,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Valentin, Maxime, Thomas **Dubourguier** est admis à sa demande, pour compter du 1^{er} mars 2020, dans la réserve opérationnelle de la région de gendarmerie d'Ile-de-France, avec son grade et son ancienneté de grade.

Article 2

Cet ancien enseigne de vaisseau de 2^{ème} classe de la marine nationale sera rattaché au corps des officiers de gendarmerie de réserve.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 avril 2020.

Pour le ministre et par délégation :

Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale, secrétaire général
de la réserve citoyenne de défense et de sécurité,
O. Kim

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 12 mai 2020
portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions
de travail spécial des préfectures du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer
NOR : INTA2010889A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 portant création du comité technique spécial des préfectures ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2018 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures ;

Vu l'arrêté du 18 février 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures ;

Vu le courriel de la CFDT-Interco du 13 mars 2020,

Arrête :

Article 1^{er}

M. François DEMOLY est nommé en qualité de représentant des personnels au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer, au titre de la CFDT-Interco, en qualité de membre suppléant, en remplacement de Mme Juana FERNANDEZ.

Article 2

Mme Gwenaëlle CASTELLANI est nommée en qualité de représentante du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer, au titre de la CFDT-Interco, en qualité de membre suppléant, en remplacement de Mme Laurence ANNAERT.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 mai 2020.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des ressources humaines,
L. Mézin

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 29 mai 2020
portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer
NOR : INTA2013101A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité technique d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2018 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 22 février 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale ;

Vu le courrier de FO-Centrale du 20 février 2020,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Régis LAITHIER est nommé en qualité de représentant des personnels au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer, au titre de FO-Centrale, en qualité de membre titulaire, en remplacement de M. Yves BOBINET.

Article 2

Mme Stéphanie ALCALDE est nommée en qualité de représentante des personnels au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer, au titre de FO-Centrale, en qualité de membre titulaire, en remplacement de Mme Virginie ONESIME.

Article 3

M. Fabien DEGUETTE est nommé en qualité de représentant des personnels au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère

des outre-mer, au titre de FO-Centrale, en qualité de membre suppléant, en remplacement de M. Régis LAITHIER.

Article 4

M. Remechin COUNIL est nommé en qualité de représentant des personnels au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer, au titre de FO-Centrale, en qualité de membre suppléant, en remplacement de M. Philippe TARDIEU.

Article 5

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 mai 2020.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des ressources humaines,
L. Mézin

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 4 février 2020
portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2003541A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 26 juin 2018 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Diane **Armengaud** (NIGEND : 418231 - NLS : 8172674 - NID : 1213061381) est maintenue au grade de lieutenant, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes – zone de défense et de sécurité Sud-Est à Sathonay-Camp (69), **pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} août 2020.**

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 février 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. Browaëys*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 3 mars 2020
portant maintien dans un grade et un emploi d'un officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2006466A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 13 avril 2018 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation de la direction générale de la gendarmerie nationale ;

Vu la circulaire du 31 janvier 2020 relative au changement d'appellation de la mission du pilotage et de la performance au sein de la DGGN,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Claire **Lafon** (NIGEND : 415967 - NLS : 8172102 - NID : 0963060032) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, dans son emploi de chargée de projet « marchés publics », au sein du service de la transformation à Issy-les-Moulineaux (92), **jusqu'au 31 mai 2022.**

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :

Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 14139 du 11 mars 2020
portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique
et administratif de la gendarmerie nationale
 NOR : INTJ2006856S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 78-729 du 28 juin 1978 modifié, fixant le régime de solde des militaires ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés ;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la circulaire n° 25550/DEF/GEND/RH/P/PSOCA du 6 juin 2001 relative aux modalités de classement des militaires des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, de carrière ou servant sous contrat, dans les différentes échelles de la solde mensuelle ;

Vu la décision n° 13035/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 5 mars 2020 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « restauration collective » ;

Vu la décision n° 13038/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 5 mars 2020 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « restauration collective »,

Décide :

Article 1^{er}

L'échelle de solde n° 3 est accordée à compter du 1^{er} avril 2020 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie de la spécialité « restauration collective », dont le nom figure ci-après :

Bosson, Yann	Nigend : 399 961
Breton, Mélissa	Nigend : 430 868
Carcenac, Sébastien	Nigend : 378 774
Coquil, Amandine	Nigend : 415 836
Félix, Vanessa	Nigend : 391 316
Garcia, Jean-François	Nigend : 403 220
Hoatua, Kani	Nigend : 363 912
Jacques, Alexis	Nigend : 430 682
Laurençon, Maxime	Nigend : 360 204
Lépine, Michaël	Nigend : 430 578

Mahai , Karine	Nigend :	430 882
Pereira , Anthony	Nigend :	398 317
Sarrazin , Damien	Nigend :	430 593
Segura , Lisa	Nigend :	430 594
Tamisier , Mélissa	Nigend :	430 602
Tresse , Antoine	Nigend :	391 511

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le colonel,
adjoint au sous-directeur de la gestion du personnel,
V. Lamballe

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 16169 du 16 mars 2020
portant attribution du diplôme d'arme de la gendarmerie « chef de groupe
de maintien de l'ordre public » au titre de l'année 2020

NOR : INTJ2007756S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4111-1 à L. 4144-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie, notamment son article 24-1 ;

Vu l'arrêté du 27 juin 2018 fixant les conditions de délivrance du diplôme d'arme aux sous-officiers de gendarmerie ;

Vu la circulaire n° 154000/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 13 juin 2018 relative à l'élaboration, à la planification et à la sanction des actions de formation dans la gendarmerie nationale ;

Vu l'instruction n° 72600/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 3 septembre 2018 relative à la formation des candidats de la gendarmerie nationale à l'examen du diplôme d'arme ;

Vu la décision n° 69976/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 25 octobre 2019 portant inscription sur la liste des candidats autorisés à entamer le stage final du cycle de formation au diplôme d'arme 2019/2020 ;

Vu le procès-verbal n° 14932/GEND/CNEFG/DF du 16 mars 2020,

Décide :

Article 1^{er}

Le diplôme d'arme de la gendarmerie « chef de groupe de maintien de l'ordre public » est attribué, à compter du 16 mars 2020, **aux sous-officiers dont les noms suivent :**

Abadhir *	Guédid	NIGEND : 377152	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Adam	Fabien	NIGEND : 352477	Dans la moyenne
Agbohoui **	Maxime	NIGEND : 350226	Parmi les meilleurs
Alberi	Dimitri	NIGEND : 356318	Dans la moyenne
Alègre De La Soujeole	Henri	NIGEND : 329665	Dans la moyenne basse
Amico	Gabriel	NIGEND : 341129	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Ancel *	Jean-Philippe	NIGEND : 339621	Dans la moyenne
Antérieux	Benoît	NIGEND : 360593	Dans la moyenne
Arcana *	Adrien	NIGEND : 360478	Dans la moyenne
Aristote *	Simon	NIGEND : 350453	Dans la moyenne
Armand *	Franck	NIGEND : 334931	Dans la moyenne
Arres	David	NIGEND : 341637	Dans la moyenne
Arsenlis	Pierre-Emmanuel	NIGEND : 349536	Dans la moyenne
Aubey *	Victor	NIGEND : 359178	Parmi les meilleurs
Babin *	Mathieu	NIGEND : 350104	Dans la moyenne
Bada	Alexandre	NIGEND : 369850	Dans la moyenne basse

Badouix *	Loïc	NIGEND : 342597	Dans la moyenne
Baillot	Nicolas	NIGEND : 350282	Dans la moyenne basse
Baptista-Levaye	Tony	NIGEND : 361457	Dans la moyenne
Barbier	Pierre	NIGEND : 341255	Dans la moyenne
Barras	Simon	NIGEND : 356334	Dans la moyenne
Bartoli	Christopher	NIGEND : 363363	Dans la moyenne
Basti	Jérémy	NIGEND : 330991	Dans la moyenne basse
Bastin *	Jocelyn	NIGEND : 342904	Dans la moyenne
Baudin *	Yan	NIGEND : 361101	Parmi les meilleurs
Baudron *	Nicolas	NIGEND : 358102	Dans la moyenne
Bauzou *	Jonathan	NIGEND : 307872	Dans la moyenne
Beaud	Alexandre	NIGEND : 320698	Dans la moyenne
Beldjoudi	Guillaume	NIGEND : 356369	Dans la moyenne
Bele *	Jérôme	NIGEND : 325795	Dans la moyenne
Belz	Pierre	NIGEND : 359223	Parmi les meilleurs
Benard *	Joé	NIGEND : 374953	Parmi les meilleurs
Beninca	Rémy	NIGEND : 333417	Dans la moyenne
Bens *	Thomas	NIGEND : 338375	Dans la moyenne
Bernot	Jonathan	NIGEND : 324880	Dans la moyenne
Bethry	Pierre	NIGEND : 353912	Dans la moyenne
Betin *	Kévin	NIGEND : 308400	Parmi les meilleurs
Bibollet	Anderson	NIGEND : 239371	Dans la moyenne
Bidaud *	Raphaël	NIGEND : 339653	Dans la moyenne
Biguena	David	NIGEND : 333872	Dans la moyenne
Biret	Vincent	NIGEND : 351931	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Blaszczynski *	Julien	NIGEND : 361185	Dans la moyenne
Blazart	Manuel	NIGEND : 362843	Dans la moyenne
Bloch *	Matthieu	NIGEND : 378643	Parmi les meilleurs
Bock *	Cédric	NIGEND : 253812	Dans la moyenne
Boeglin	Yann	NIGEND : 353077	Dans la moyenne basse
Boëns *	Ludovic	NIGEND : 318212	Parmi les meilleurs
Bonte *	Gaëtan	NIGEND : 339937	Dans la moyenne
Bosc	Jordi	NIGEND : 230662	Dans la moyenne
Bouilly *	Grégoire	NIGEND : 320708	Parmi les meilleurs
Bourgoin	Cédric	NIGEND : 354486	Dans la moyenne
Bourret	Loïc	NIGEND : 317350	Dans la moyenne
Bousquet	Benoît	NIGEND : 313738	Dans la moyenne
Boztug	Ramazan	NIGEND : 339645	Dans la moyenne
Branjauneau *	Alan	NIGEND : 353708	Dans la moyenne
Briois	Benoni	NIGEND : 331722	Dans la moyenne
Brockl	Damien	NIGEND : 351296	Dans la moyenne
Buat *	Morgan	NIGEND : 355254	Parmi les meilleurs
Budet	Annaëlle	NIGEND : 362173	Dans la moyenne
Bunel *	Donovan	NIGEND : 319794	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Buscail	Sébastien	NIGEND : 352677	Parmi les meilleurs
Bussat	Pierre	NIGEND : 344420	Dans la moyenne
Caillier *	Clément	NIGEND : 354020	Parmi les meilleurs
Calixto	Sam	NIGEND : 307564	Dans la moyenne basse
Caminade *	Thibaut	NIGEND : 312625	Parmi les meilleurs
Camiul	Widy	NIGEND : 336415	Dans la moyenne basse
Cantais	Thomas	NIGEND : 349932	Dans la moyenne
Capre	Willy	NIGEND : 335859	Dans la moyenne basse
Carchet	Jérémy	NIGEND : 324803	Dans la moyenne
Caron *	Kévin	NIGEND : 338424	Parmi les meilleurs
Carpentier *	Kévin	NIGEND : 344953	Dans la moyenne
Carrère	Vincent	NIGEND : 328491	Dans la moyenne

Carrère *	Quentin	NIGEND : 341431	Dans la moyenne
Carrière *	Romain	NIGEND : 362219	Parmi les meilleurs
Carriot *	Grégoire	NIGEND : 346914	Parmi les meilleurs
Cavert *	Hugo	NIGEND : 359273	Dans la moyenne
Celle *	Kevin	NIGEND : 362178	Dans la moyenne
Chabane	Christopher	NIGEND : 338164	Dans la moyenne
Chamlal	Rachid	NIGEND : 321760	Dans la moyenne
Chanroux *	Alexandre	NIGEND : 382638	Dans la moyenne
Chanthaseng *	Mickaël	NIGEND : 232419	Dans la moyenne
Chapuis *	Kevin	NIGEND : 363136	Parmi les meilleurs
Charpentier **	Arnaud	NIGEND : 309365	Dans la moyenne
Chatouillat *	Nicolas	NIGEND : 324223	Parmi les meilleurs
Chauvat *	Antoine	NIGEND : 333607	Parmi les meilleurs
Chauvel	Mathieu	NIGEND : 349141	Dans la moyenne
Chêne *	Maxime	NIGEND : 354294	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Chialva *	Pierre	NIGEND : 354069	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Christlen *	Jérémy	NIGEND : 361603	Dans la moyenne
Ciron	Anthony	NIGEND : 348761	Dans la moyenne
Clavière *	Jérémy	NIGEND : 332396	Dans la moyenne
Colas *	Pierrick	NIGEND : 319063	Dans la moyenne
Colmant	Kévin	NIGEND : 343405	Dans la moyenne
Conq *	Sylvain	NIGEND : 348768	Dans la moyenne
Cordon *	Stéphane	NIGEND : 311371	Parmi les meilleurs
Cordonnier	Thibaud	NIGEND : 362321	Dans la moyenne
Cornillard	Thomas	NIGEND : 339890	Dans la moyenne
Cossu	Gianni	NIGEND : 360152	Dans la moyenne
Couchouron	Arnaud	NIGEND : 352529	Dans la moyenne
Coupat *	Jérémy	NIGEND : 350501	Dans la moyenne
Cousinard	Adrien	NIGEND : 355282	Dans la moyenne basse
Couturier	Clément	NIGEND : 362111	Dans la moyenne
Coze	Benjamin	NIGEND : 334427	Dans la moyenne
Crampé	Flavien	NIGEND : 346934	Parmi les meilleurs
Cretet *	Pierre-Antoine	NIGEND : 360606	Dans la moyenne
Crucifix	Joffray	NIGEND : 321208	Dans la moyenne
Da Cunha	Alexandre	NIGEND : 344956	Dans la moyenne
Dabin *	Alexandre	NIGEND : 347983	Dans la moyenne
Dagats	Damien	NIGEND : 351543	Dans la moyenne
Daisson *	Sylvain	NIGEND : 361550	Dans la moyenne
Dalledonne *	Alexandre	NIGEND : 351021	Dans la moyenne
Dan	Dacian	NIGEND : 373331	Parmi les meilleurs
Davanne	Franck	NIGEND : 382643	Dans la moyenne
De Bastos Ferreira	Christophe	NIGEND : 352540	Dans la moyenne
De Lapize	Benjamin	NIGEND : 342610	Parmi les meilleurs
De Sinety	Louis	NIGEND : 337796	Dans la moyenne
Debarge *	Jordy	NIGEND : 342614	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Debril *	Florent	NIGEND : 359370	Dans la moyenne
Degaugue	Jean-François	NIGEND : 362156	Dans la moyenne
Delacommune	Aymar	NIGEND : 341979	Dans la moyenne
Delaurent	François	NIGEND : 352255	Parmi les meilleurs
Delavault--Postigo	Quentin	NIGEND : 349657	Dans la moyenne
Demarque *	Louis	NIGEND : 360620	Dans la moyenne
Denis *	Ivanhoé	NIGEND : 340469	Dans la moyenne
Depierrefixe *	Maxime	NIGEND : 354747	Dans la moyenne
Desbois	Florian	NIGEND : 341316	Dans la moyenne
Desfossés *	Dylan	NIGEND : 361407	Dans la moyenne
Deshayes *	Romain	NIGEND : 310153	Dans la moyenne

Devaux	Gaultier	NIGEND : 354108	Dans la moyenne
Dhuhamel	Henri	NIGEND : 365956	Dans la moyenne basse
Donatellis *	Johany	NIGEND : 365958	Parmi les meilleurs
Dordain	Jean-Baptiste	NIGEND : 340566	Dans la moyenne
Doy	Maxime	NIGEND : 333300	Dans la moyenne
Dracos	Betty	NIGEND : 355659	Dans la moyenne
Druaux	Pierre	NIGEND : 356455	Dans la moyenne
Ducournau	Luc	NIGEND : 328967	Dans la moyenne
Durand	Charles-Antoine	NIGEND : 362436	Dans la moyenne
Durlin	Dimitri	NIGEND : 318949	Dans la moyenne
Duval	Renaud	NIGEND : 321966	Parmi les meilleurs
Dymala *	Michel	NIGEND : 328715	Dans la moyenne
Fahrenkrog-Petersen	Séna	NIGEND : 383230	Dans la moyenne basse
Falco	Salvatore	NIGEND : 360888	Dans la moyenne
Falquier *	Kevin	NIGEND : 354756	Parmi les meilleurs
Fantaisie	Guillaume	NIGEND : 350526	Dans la moyenne
Faron	Fabian	NIGEND : 362971	Parmi les meilleurs
Faron	Hendrick	NIGEND : 346099	Dans la moyenne
Fayemendy	Jérémy	NIGEND : 362183	Dans la moyenne
Filopon *	Nicolas	NIGEND : 331103	Dans la moyenne
Firpionn	Romuald	NIGEND : 334530	Dans la moyenne
Flandinette	Ulysse	NIGEND : 338303	Dans la moyenne
Fontaine **	Ludovic	NIGEND : 361517	Parmi les meilleurs
Forget *	Adrien	NIGEND : 347880	Dans la moyenne
Fricot	Thibault	NIGEND : 352555	Dans la moyenne
Friès *	Alexis	NIGEND : 340026	Dans la moyenne
Galat *	Wilfrid	NIGEND : 338444	Dans la moyenne
Gandou	Gauthier	NIGEND : 361068	Dans la moyenne
Ganné	Jean	NIGEND : 329751	Dans la moyenne
Garcia *	Alexis	NIGEND : 318518	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Gauthrin	Gabriel	NIGEND : 333280	Dans la moyenne
Gauttier **	Paul	NIGEND : 322997	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Gauzy	David	NIGEND : 308339	Dans la moyenne
Geffard	Julien	NIGEND : 361129	Dans la moyenne basse
Geffroy *	Pierre	NIGEND : 320740	Dans la moyenne
Georgel	Gaëtan	NIGEND : 361454	Dans la moyenne
Gile	Anthony	NIGEND : 352269	Dans la moyenne basse
Girard	Camille	NIGEND : 342166	Dans la moyenne basse
Giraud *	Florent	NIGEND : 307131	Parmi les meilleurs
Girones *	Jordi	NIGEND : 349850	Parmi les meilleurs
Gouzit	Sébastien	NIGEND : 343818	Parmi les meilleurs
Grall	Matthieu	NIGEND : 338070	Dans la moyenne
Grenard	Thomas	NIGEND : 320748	Dans la moyenne
Grotte *	Mickaël	NIGEND : 356488	Parmi les meilleurs
Guera Bari	Zacharie	NIGEND : 345217	Dans la moyenne
Guéret	Thomas	NIGEND : 351519	Dans la moyenne
Guilbaud	Nicolas	NIGEND : 340135	Dans la moyenne
Guillemand *	Antoine	NIGEND : 351855	Dans la moyenne
Guillou	Jean-François	NIGEND : 345936	Dans la moyenne
Guinoiseaux *	Nicolas	NIGEND : 350855	Parmi les meilleurs
Guy	Christophe	NIGEND : 345682	Dans la moyenne
Guyon	François	NIGEND : 342722	Dans la moyenne
Guyot	Adrien	NIGEND : 353786	Dans la moyenne
Henry	Benoît	NIGEND : 330193	Dans la moyenne
Hermaty	Stephen	NIGEND : 320883	Dans la moyenne
Hervé	Pierrick	NIGEND : 361899	Dans la moyenne

Hervy	Eddy	NIGEND : 354054	Dans la moyenne basse
Hillion	Mathieu	NIGEND : 333066	Dans la moyenne
Hoareau	Maxime	NIGEND : 307642	Dans la moyenne
Hoestlandt **	Maxime	NIGEND : 352565	Parmi les meilleurs
Hollinger	David	NIGEND : 354418	Dans la moyenne
Hontans	Pierre	NIGEND : 360597	Parmi les meilleurs
Hourqueig *	Thibault	NIGEND : 360562	Dans la moyenne
Huri	Teiti	NIGEND : 325439	Dans la moyenne
Ighil	Romain	NIGEND : 339409	Dans la moyenne
Issenbeck	Benjamin	NIGEND : 330197	Dans la moyenne
Ivanovitch	Alexis	NIGEND : 324584	Dans la moyenne
Jacobee	Marc	NIGEND : 360761	Parmi les meilleurs
Jacq	Arnaud	NIGEND : 338091	Dans la moyenne basse
Jadeau	Elric	NIGEND : 344606	Dans la moyenne
Jardot *	Arthur	NIGEND : 359410	Parmi les meilleurs
Joessel	Florian	NIGEND : 307747	Dans la moyenne
Jolly	Valentin	NIGEND : 343654	Dans la moyenne
Joseph	Mylaire	NIGEND : 333624	Dans la moyenne basse
Joséphine	Johnny	NIGEND : 361621	Dans la moyenne
Josia **	Jean	NIGEND : 378744	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Joubert	Claude	NIGEND : 333111	Dans la moyenne
Jouet	Florent	NIGEND : 345954	Parmi les meilleurs
Jougounoux *	Théo	NIGEND : 334679	Dans la moyenne
Jougounoux *	Thomas	NIGEND : 362364	Parmi les meilleurs
Juge	Willy	NIGEND : 352039	Dans la moyenne
Julien	Eloi	NIGEND : 325181	Parmi les meilleurs
Kayser	Matthieu	NIGEND : 362370	Parmi les meilleurs
Keriel *	Laurent	NIGEND : 236441	Dans la moyenne
Khalil	Tarek	NIGEND : 361558	Dans la moyenne
Koudoyor	Jean-Luc	NIGEND : 369857	Dans la moyenne
Kraft	Antoine	NIGEND : 331178	Dans la moyenne
Krawezik	Théo	NIGEND : 382688	Dans la moyenne
Kuhn *	Aurélien	NIGEND : 353632	Dans la moyenne
Labbé *	Clément	NIGEND : 359249	Dans la moyenne
Laffolley *	Tom	NIGEND : 361639	Parmi les meilleurs
Laffond	Cyril	NIGEND : 238829	Dans la moyenne
Lafont	Guillaume	NIGEND : 337219	Dans la moyenne
Lair	Corentin	NIGEND : 362251	Dans la moyenne
Lalaus *	Marc-Emmanuel	NIGEND : 360664	Dans la moyenne
Lamiel	Michaël	NIGEND : 355842	Dans la moyenne
Lance	Alexandre	NIGEND : 341894	Dans la moyenne basse
Landais *	Thomas	NIGEND : 341571	Parmi les meilleurs
Langrand *	Alric	NIGEND : 341188	Parmi les meilleurs
Laporte	Guillaume	NIGEND : 360933	Dans la moyenne basse
Lassalle *	Matthieu	NIGEND : 346653	Parmi les meilleurs
Laurent	David	NIGEND : 338644	Dans la moyenne basse
Laviec	Xavier	NIGEND : 274010	Dans la moyenne
Lavigne *	François	NIGEND : 334083	Dans la moyenne
Le Bras *	Marvin	NIGEND : 361468	Parmi les meilleurs
Le Compagnon *	Baptiste	NIGEND : 334820	Dans la moyenne
Le Golvan *	Romuald	NIGEND : 340313	Parmi les meilleurs
Le Meur	Brendan	NIGEND : 362445	Dans la moyenne
Leboulanger	Cédric	NIGEND : 360208	Parmi les meilleurs
Legendre	Arthur	NIGEND : 348663	Dans la moyenne
Legras	Michaël	NIGEND : 322042	Dans la moyenne
Lesage *	Maxime	NIGEND : 343352	Dans la moyenne

Lesacherre *	Thomas	NIGEND : 349204	Parmi les meilleurs
Leseurre *	Mathias	NIGEND : 359424	Dans la moyenne
Levis	Benjamin	NIGEND : 241563	Dans la moyenne
Liard *	Alexandre	NIGEND : 348733	Dans la moyenne
Liégeois	Yoan	NIGEND : 326420	Dans la moyenne
Liégeois *	Thomas	NIGEND : 357414	Parmi les meilleurs
Loeffler	Anthony	NIGEND : 362379	Parmi les meilleurs
Longle *	Jules	NIGEND : 351325	Parmi les meilleurs
Lonjaret	Amaury	NIGEND : 316173	Dans la moyenne
Louchet	Aurélien	NIGEND : 354944	Dans la moyenne
Louis *	Gabriel	NIGEND : 353127	Dans la moyenne
Louzy	Kevin	NIGEND : 359689	Parmi les meilleurs
Lu *	Jérémy	NIGEND : 305563	Dans la moyenne
Lyautey	Damien	NIGEND : 309049	Dans la moyenne basse
M'Colo *	Raïsse	NIGEND : 326444	Dans la moyenne
Malard	Erwan	NIGEND : 360411	Dans la moyenne basse
Mallet *	Adrien	NIGEND : 361526	Parmi les meilleurs
Malois	Dimitri	NIGEND : 329983	Dans la moyenne
Manivassagane *	Lucas	NIGEND : 360733	Parmi les meilleurs
Maréchal *	Thibaud	NIGEND : 370340	Parmi les meilleurs
Maréchaux	Fabrice	NIGEND : 358147	Dans la moyenne
Marie-Sainte	Joseph	NIGEND : 349921	Dans la moyenne
Marques	Antonio	NIGEND : 342822	Dans la moyenne
Marquet	Kevin	NIGEND : 354214	Dans la moyenne
Marsaux	Julien	NIGEND : 341061	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Martin	Johann	NIGEND : 352533	Parmi les meilleurs
Martini *	Lorenzo	NIGEND : 365694	Dans la moyenne
Mary *	Pierre	NIGEND : 361634	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Massat	Elodie	NIGEND : 356197	Dans la moyenne
Maur	Damien	NIGEND : 317390	Dans la moyenne
Mazy *	Julien	NIGEND : 357448	Dans la moyenne
Medves	Rémi	NIGEND : 337573	Dans la moyenne
Mejdoub *	Jaoued	NIGEND : 312982	Dans la moyenne
Mellouki *	Bader	NIGEND : 353659	Dans la moyenne
Memeteau *	Michaël	NIGEND : 375351	Parmi les meilleurs
Monot *	Thomas	NIGEND : 337930	Dans la moyenne
Montel *	Valentin	NIGEND : 361809	Parmi les meilleurs
Monzo	Mickaël	NIGEND : 320905	Dans la moyenne
Moreau	William	NIGEND : 335797	Dans la moyenne
Morel *	Romain	NIGEND : 307888	Parmi les meilleurs
Morin	Lionel	NIGEND : 249416	Dans la moyenne
Morio *	Julien	NIGEND : 359748	Dans la moyenne
Moussault	Eric	NIGEND : 356839	Dans la moyenne
Moya *	Anthony	NIGEND : 339302	Dans la moyenne
Moyon-Château	Jean-François	NIGEND : 353664	Dans la moyenne
Murgia *	Jordan	NIGEND : 355105	Parmi les meilleurs
Nackaerts *	Corentin	NIGEND : 259935	Dans la moyenne
Nars *	Jean-François	NIGEND : 239275	Dans la moyenne
Nassour *	Wassim	NIGEND : 357404	Parmi les meilleurs
Navarro *	Fabien	NIGEND : 321518	Dans la moyenne
Nguyen	Sorin	NIGEND : 369240	Dans la moyenne
Nonnenmacher *	Kévin	NIGEND : 359455	Dans la moyenne
Noyelle	Gauthier	NIGEND : 361252	Dans la moyenne
Ott	Mathieu	NIGEND : 304013	Dans la moyenne
Paris	Thomas	NIGEND : 361627	Dans la moyenne
Pascual	Mickaël	NIGEND : 310692	Dans la moyenne basse

Paul	Mickaël	NIGEND : 343694	Parmi les meilleurs
Pereira *	Anthony	NIGEND : 270012	Parmi les meilleurs
Perrocheau	Thomas	NIGEND : 354806	Dans la moyenne
Perry	Wilson	NIGEND : 313085	Dans la moyenne
Perucaud	Jonathan	NIGEND : 247669	Dans la moyenne basse
Petit	Matthieu	NIGEND : 309676	Dans la moyenne basse
Petricca	Loïc	NIGEND : 329561	Dans la moyenne basse
Picavet **	Audrick	NIGEND : 345205	Parmi les meilleurs
Pichegru *	François-Guillaume	NIGEND : 307063	Dans la moyenne
Pierangeli	Christophe	NIGEND : 365994	Dans la moyenne
Pigeon *	Loïc	NIGEND : 357465	Parmi les meilleurs
Pinée *	Antoine	NIGEND : 329076	Dans la moyenne
Pireyre	Anthony	NIGEND : 362036	Dans la moyenne
Pisani	Cyril	NIGEND : 357951	Dans la moyenne basse
Pizzuto	Anthony	NIGEND : 353681	Dans la moyenne
Plee	Steeve	NIGEND : 320625	Dans la moyenne
Pocheron	Maxime	NIGEND : 353152	Dans la moyenne
Poupain	Loris	NIGEND : 334575	Dans la moyenne
Pouteau *	Gaëtan	NIGEND : 352016	Dans la moyenne
Pradel	Guillaume	NIGEND : 338934	Dans la moyenne
Quiroga	Jordan	NIGEND : 347312	Dans la moyenne
Radi	Mehdi	NIGEND : 343698	Dans la moyenne
Ramet *	Luka	NIGEND : 351089	Dans la moyenne
Ras	Julien	NIGEND : 362228	Dans la moyenne basse
Ravel *	Josselin	NIGEND : 354271	Dans la moyenne
Razibaouene	Redah	NIGEND : 361369	Dans la moyenne
Réalé	Jérôme	NIGEND : 353873	Dans la moyenne basse
Rebeaud *	Guillaume	NIGEND : 347716	Parmi les meilleurs
Revollet	Guillaume	NIGEND : 378742	Parmi les meilleurs
Riard *	Julien	NIGEND : 339222	Dans la moyenne
Riccetti	Lionel	NIGEND : 323855	Dans la moyenne
Richalet *	Bruno	NIGEND : 378639	Parmi les meilleurs
Robert	Nicolas	NIGEND : 353354	Dans la moyenne
Robin *	Niels	NIGEND : 244864	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Rocher	Arnaud	NIGEND : 317435	Dans la moyenne
Rogues *	Gabin	NIGEND : 304873	Dans la moyenne
Romani	Cyril	NIGEND : 342535	Dans la moyenne
Rouane *	Jérémy	NIGEND : 359690	Dans la moyenne
Rousseau	Pierre	NIGEND : 335853	Dans la moyenne
Roux *	Simon	NIGEND : 361206	Dans la moyenne
Rouxel *	Sylvain	NIGEND : 361671	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Rubéo-Lisa *	Rodolphe	NIGEND : 343538	Parmi les meilleurs
Sagot *	Benjamin	NIGEND : 328628	Dans la moyenne
Salle	Charles	NIGEND : 377906	Dans la moyenne
Salles *	Clément	NIGEND : 352980	Dans la moyenne
Salomé	Stéphane	NIGEND : 338267	Dans la moyenne
Samora	Charlie	NIGEND : 351095	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Sandre	Jérémy	NIGEND : 235567	Dans la moyenne
Santana *	Arthur	NIGEND : 358788	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Sanz *	Ludovic	NIGEND : 360393	Dans la moyenne
Sarrut	Jérémy	NIGEND : 357440	Dans la moyenne
Saulnier *	Jérémy	NIGEND : 343366	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Scarfo	Aymeric	NIGEND : 324562	Dans la moyenne
Schnebelen	Marion	NIGEND : 338774	Dans la moyenne basse
Scopelliti	Bruno	NIGEND : 360954	Dans la moyenne
Signonez	Loïc	NIGEND : 335509	Dans la moyenne

Sigrist	Geoffrey	NIGEND : 352327	Dans la moyenne
Simon *	Antoine	NIGEND : 328803	Parmi les meilleurs
Simonin *	Aldwin	NIGEND : 341179	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Skala *	Paul	NIGEND : 329264	Dans la moyenne
Soulier *	Jérémy	NIGEND : 352985	Dans la moyenne
Spinner *	Justin	NIGEND : 338276	Dans la moyenne
Sube *	Romain	NIGEND : 306723	Parmi les meilleurs
Tachet *	Xavier	NIGEND : 246530	Dans la moyenne
Tagaroa *	Kalahan	NIGEND : 333867	Dans la moyenne
Teillet *	Matthieu	NIGEND : 337979	Dans la moyenne
Teissedou	Grégory	NIGEND : 329590	Dans la moyenne
Teran	Irvin	NIGEND : 332647	Dans la moyenne basse
Thobois	Romain	NIGEND : 362539	Dans la moyenne
Tiatoa *	Taoatai	NIGEND : 361419	Parmi les meilleurs
Timbert *	Kévin	NIGEND : 373403	Dans la moyenne
Tolu	Julien	NIGEND : 341465	Dans la moyenne
Tondoux	Antoine	NIGEND : 354959	Dans la moyenne
Toutain	Dimitri	NIGEND : 352988	Dans la moyenne basse
Touzé	Christophe	NIGEND : 224855	Dans la moyenne
Travers	Marc-Antoine	NIGEND : 338088	Dans la moyenne
Trocherie *	Baptiste	NIGEND : 358806	Dans la moyenne
Trochet	Alexandre	NIGEND : 356655	Dans la moyenne
Tuahivaatetonohiti *	Benjamin	NIGEND : 360763	Parmi les meilleurs-Félicitations de la commission
Uguen *	Florian	NIGEND : 354390	Dans la moyenne
Vaidie	Damien	NIGEND : 337637	Dans la moyenne
Verdonck	Ugo	NIGEND : 339485	Parmi les meilleurs
Viala *	Régis	NIGEND : 266020	Dans la moyenne
Vicente	Antoine	NIGEND : 357281	Dans la moyenne
Vignau *	Gaël	NIGEND : 353165	Parmi les meilleurs
Vilar *	Romain	NIGEND : 354085	Dans la moyenne
Vindex *	Yannis	NIGEND : 352117	Parmi les meilleurs
Vitard	Corentin	NIGEND : 364511	Dans la moyenne
Vlaemynck *	Gaëtan	NIGEND : 352195	Dans la moyenne
Votion	Alexis	NIGEND : 337407	Dans la moyenne
Waget	Fabien	NIGEND : 323877	Dans la moyenne
Walch	Nicolas	NIGEND : 324435	Dans la moyenne
Walle	Céline	NIGEND : 337413	Dans la moyenne
Wallyn	Jérôme	NIGEND : 337987	Dans la moyenne
Yuth *	Jean-Baptiste	NIGEND : 356847	Parmi les meilleurs
Zaïre	Mathieu	NIGEND : 339860	Dans la moyenne basse
Zalapi	Arnaud	NIGEND : 361683	Dans la moyenne
Zelmar *	Loïc	NIGEND : 340806	Dans la moyenne

* Attribution de l'équivalence partielle en IP (paragraphe 5.2 de l'instruction de référence)

** Titulaires du MIP.

Article 2

La présente décision est stockée dans la gestion électronique des documents (GED) d'Agorha et directement accessible via la fiche individuelle de renseignements (FIR) des intéressés. L'édition électronique des diplômes se fera depuis la FIR des lauréats.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de brigade,
sous-directeur des compétences,
G.. Martin

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 19 mars 2020
portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2008047A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2019 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Constance De Courrèges d'Agnos (épouse Jégou) (NIGEND : 382266 - NLS : 8152236 - NID : 1231060183) est maintenue au grade de lieutenant en qualité d'officière commissionnée, servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de chargé de mission au service historique de la défense à Vincennes (94), pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} mars 2021.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :

Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 19 mars 2020
portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2008048A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 13 février 2018 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Christelle Gurriaran-Fuentes (NIGEND : 414085 - NLS : 8039492 - NID : 9745054021) est maintenue au grade de lieutenant en qualité d'officière commissionnée, servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de conseillère en emploi, au sein de la région de gendarmerie du Centre-Val-de-Loire à Orléans (45), pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} avril 2021.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :

Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 19 mars 2020
portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2008050A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2018 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Meghann Martin (NIGEND : 420079 - NLS : 8173736 - NID : 0713081017) est maintenue au grade de lieutenant en qualité d'officière commissionnée, servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur - zone de défense et de sécurité Sud, à Marseille (13), pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} octobre 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :

Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 20 mars 2020
conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense
NOR : INTJ2007105A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. QUINQUENEL Thomas, Alexandre est recruté au grade de gendarme, échelle de solde spécifique des gendarmes, 1^{er} échelon, en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de musicien (bassoniste) au sein de l'orchestre de la garde républicaine, pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} avril 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général,
sous-directeur de la gestion du personnel,
L. Le Gentil

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 24 mars 2020
portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense
NOR : INTJ2008265A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2013 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 maintenant dans un grade et dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Grégory Clinchamps (NIGEND : 360004 - NLS : 0008146253 - NID : 528030172) est maintenu au grade de capitaine en qualité d'officier commissionné, servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, et dans un emploi de psychologue spécialisé en prévention des risques psychosociaux (RPS), à la sous-direction de l'accompagnement du personnel de la direction générale de la gendarmerie nationale, pour une durée de deux ans, à compter du 1^{er} octobre 2020.

Article 2

L'intéressé reste rattaché au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 1er avril 2020
portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense
NOR : INTJ2008931A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 26 octobre 2017 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Stéphanie Jourdan (NIGEND : 410736 - NLS : 8044517 - NID : 0833060517) est maintenue au grade de lieutenant en qualité d'officière commissionnée, servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de psychologue du travail au sein de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine - zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, à Bouliac (33), pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} décembre 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} avril 2020.

Pour le ministre et par délégation :

Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie
nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Circulaire n° 3464 du 2 avril 2020
relative à l'attribution du diplôme de qualification supérieure (DQS)
aux sous-officiers de gendarmerie pour l'année 2020 et de la prime de qualification afférente

NOR : INTJ2001693C

Références :

- Décret n° 76-1191 du 23 décembre 1976 modifié portant création d'une prime de service et d'une prime de qualification en faveur des sous-officiers ;
- Arrêté du 7 septembre 2005 fixant les taux de la prime de service, de la prime de service majorée et de la prime de qualification allouées aux sous-officiers ;
- Arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;
- Arrêté du 1^{er} février 2016 modifié fixant les conditions dans lesquelles le diplôme de qualification supérieure (DQS) ainsi que la prime de qualification sont attribués aux sous-officiers de gendarmerie.(en cours de refonte)
- Arrêté du 12 mai 2017 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale.

Pièces jointes : Cinq annexes.

PRÉAMBULE

La présente circulaire a pour objet de définir la procédure relative à l'attribution du diplôme de qualification supérieure (DQS) pour l'année **2020** aux sous-officiers de gendarmerie (SOG).

La déconcentration partielle du DQS engagée en 2015 est étendue aux formations administratives mentionnées à l'annexe I de l'arrêté de 4^e référence.

1. DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

1.1. Concernant l'attribution du DQS

Conformément à l'arrêté de 4^e référence, peuvent se voir attribuer le diplôme de qualification supérieure les sous-officiers de gendarmerie qui, au 31 décembre précédant l'année d'attribution du diplôme :

- détiennent le grade de major, d'adjudant-chef ou d'adjudant ;
- réunissent au moins douze ans de services militaires dont quatre ans d'ancienneté dans un corps de sous-officier de la gendarmerie.

Les sous-officiers de gendarmerie éligibles au DQS n'établissent aucune demande particulière.

Les conditions d'attribution du DQS fixées par la présente circulaire s'appliquent aux personnels relevant des branches de gestion du programme 152 (P152), mais également aux militaires hors programme

(HP) affectés au sein de la gendarmerie de l'air, de la gendarmerie maritime, de la gendarmerie de l'armement, de la gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires et de la direction du renseignement et de la sécurité de la défense, sur le contingent alloué à chacune de ces formations par leurs autorités d'emploi. Ces formations hors programme communiqueront, avant le **10 avril 2020**, au bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire (BPSOGV), le volume des possibilités d'attribution du DQS en 2020.

1.2. S'agissant de l'attribution de la prime de qualification

Au terme de l'article 2 du décret de 1^{er} référence, « *une prime de qualification peut être allouée, dans la limite d'un contingent, aux majors et aux autres sous-officiers classés à l'échelle n° 4 qui, les uns et les autres, comptent au moins douze ans de services militaires dont quatre ans d'ancienneté dans un corps de sous-officier et détiennent un diplôme de qualification supérieure dont les conditions d'attribution sont fixées par le ministre de l'intérieur pour la gendarmerie nationale. Le contingent est fixé, dans la limite des crédits inscrits au budget, par un arrêté conjoint du ministre de la défense, du ministre de l'intérieur, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la fonction publique* ». Ce contingent reste fixé à 12820 primes.

2. RÔLE DES GESTIONNAIRES

2.1. Vérifications

La sélection des proposables qui vise à extraire les données nécessaires au travail préparatoire a été réalisée par le bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire le **11 mars 2020**. Aussi, les bases de données seront vérifiées et mises à jour avec attention (mutation, congé pour convenance personnelle, détachement, avancement, notation, retraite, etc.). L'attention des gestionnaires est particulièrement attirée sur l'importance de ces mises à jour sur Agorha, notamment pour toutes les radiations des cadres avant la limite d'âge, qui permettront de définir de manière efficiente le volume prévisionnel des libérations de primes.

Les militaires promus au titre de l'avancement semi-automatique/avancement fin de carrière (ASA/AFC) ne peuvent prétendre à l'obtention du DQS et de la prime afférente, mais devront cependant être étudiés en qualité de conditionnants.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 4135-5 du code de la défense, le militaire qui n'a pas accompli au moins cent vingt jours de présence effective en position d'activité, durant la période de notation, n'est pas noté au titre de l'année considérée. Dans ce cas, sa dernière notation lui est conservée. Ces dispositions sont impérativement appliquées.

2.2. Rôle des formations administratives mentionnées à l'annexe I de l'arrêté de 4^e référence

L'attribution du diplôme de qualification supérieure relève désormais de leurs prérogatives.

Les autorités répertoriées dans l'annexe I de l'arrêté de 4^e référence dresseront la liste nominative de leurs conditionnants (cf. annexe I), via la base Agorha, à partir du **12 mars 2020**. Chaque formation administrative fera un point de situation sur ses conditionnants (sous-officiers de gendarmerie cadre général et spécialistes) avec la section sous-officier de gendarmerie cadre général (SSOGCG) du BPSOGV au plus tard pour le **30 avril 2020**.

À partir de ces conditionnants, la commission dont la composition est fixée dans l'annexe II de l'arrêté de 4^e référence établira la liste des personnels, conformément au modèle transmis en annexe II. Seuls les personnels dont la manière de servir n'est pas conforme à celle attendue pour l'attribution du DQS seront classés non proposés (NP). La commission apposera sur l'annexe II la mention d'appui retenue pour tous les conditionnants (P/NP). Seuls les personnels « P » font l'objet d'un classement (numérateur uniquement).

À l'issue de la commission, seuls les sous-officiers de gendarmerie retenus par l'autorité signataire pour l'attribution du DQS feront l'objet de la mention « Proposé Inscrit » (PI) sur Agorha. Aucun numérateur ne doit accompagner cette mention PI. Un tutoriel de saisie de la mise à jour sur Agorha sera mis à disposition des gestionnaires au fur et à mesure de l'avancée du travail.

Les diplômes seront obligatoirement attribués à la date du **22 juin 2020** par une décision collective (cf. annexe III) qui sera notifiée aux intéressés dans les formes réglementaires. La diffusion de la décision d'attribution du DQS 2020 est à la charge des autorités répertoriées à l'annexe I de l'arrêté de 4^e référence et ne pourra intervenir qu'à partir du **22 juin 2020**, au plus tôt.

Les décisions d'attribution du DQS seront transmises à l'adresse de messagerie organique (ssogcg.bpsogv.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr) avant le **26 juin 2020** au format pdf (datées et signées) et au format odt, une fois la mise à jour sur Agorha du fusionnement réalisée conformément au tutoriel de saisie. Il n'y aura aucune transmission papier.

La mise à jour du DQS sur Agorha sera réalisée par l'intermédiaire de la Gestion Électronique des Documents (GED) collective. Cette transaction alimentera automatiquement l'infotype 9514 « qualifications militaires » et devra être réalisée au plus tard le **26 juin 2020** par chacune des formations administratives mentionnées à l'annexe I de l'arrêté de 4^e référence.

2.3. Rôle des formations administratives non mentionnées à l'annexe I de l'arrêté de 4^e référence

L'attribution du DQS pour ces formations relève de l'administration centrale.

Ces formations administratives, listées à l'annexe IV de la présente circulaire, compléteront la liste nominative de leurs conditionnants (cf. annexe I) et le tableau préparatoire à la commission (cf. annexe II), via la base Agorha, à partir du **12 mars 2020**. Chacune d'entre elles fera un point de situation sur ses conditionnants avec le BPSOGV (SSOGCG), au plus tard pour le **30 avril 2020**.

Tous les personnels seront classés sur une même liste nominative et un même tableau préparatoire, quelle que soit leur subdivision d'arme ou leur spécialité. Chaque personnel proposé « P » se voit attribuer un numéro de préférence (composé d'un numérateur et d'un dénominateur). Les ajournements « NP » doivent être proposés avec discernement et font l'objet d'un avis motivé sur une fiche annexe accompagnant le tableau préparatoire. Le tableau préparatoire est obligatoirement établi dans l'ordre de classement du commandant de formation.

Le dernier feuillet de la liste nominative et celui du tableau préparatoire à la commission sont paraphés par les commandants de formation administrative et la mise à jour sur Agorha du fusionnement « niveau 3 » doit être réalisée par chacune des formations administratives, conformément au tutoriel de saisie.

La mise à jour des champs relatifs au « fusionnement niveau 4 » de la base Agorha sera effectuée par le BPSOGV.

La liste nominative (LN) et le tableau préparatoire (TP), datés et signés, sont numérisés aux formats .pdf et .odt et transmis ensemble à l'adresse de messagerie organique (ssogcg.bpsogv.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr) avant le **15 mai 2020**.

Ces deux fichiers distincts seront obligatoirement identifiés de la manière suivante :

- DQS-TP-NOM DE LA FORMATION (DQS-TP-COSSEN).
- DQS-LN-NOM DE LA FORMATION (DQS-LN-CGP).

Tout autre document nécessaire à l'étude menée par la commission nationale sera adressé en format pdf, via l'adresse de messagerie organique en respectant la dénomination suivante :

- DQS-SANCTION-NOM DE LA FORMATION (DQS-SANCTION-IGGN) ;
- DQS-DIVERS-NOM DE LA FORMATION (DQS-DIVERS-DRSD).

Il n'y aura aucune transmission papier.

S'agissant de la mise à jour du DQS sur Agorha et de la GED afférente, il est du ressort exclusif du BPSOGV pour toutes les formations mentionnées à l'annexe IV de la présente circulaire.

3. PROCÉDURE D'ATTRIBUTION

Une attention particulière sera portée à l'appréciation des critères du mérite, conformément aux dispositions statutaires relatives à l'avancement des sous-officiers de gendarmerie.

Les commissions prévues aux **articles 3 et 4** de l'arrêté de 4^e référence examineront l'ensemble des conditionnants obligatoirement entre le **15 et le 19 juin 2020** et dresseront, à l'issue, un procès-verbal (cf. annexe V).

À l'exception des mobilités décidées par le commandement de la gendarmerie outre-mer et de la gendarmerie prévôtale, **les mutations entre formations administratives des sous-officiers de gendarmerie conditionnants pour le DQS seront accordées sous réserve que leur étude en commission intervienne**

dans la formation administrative qui en prononcera la décision d'attribution.

Tous les mouvements accordés inter-branche, entre le jour de la sélection des proposables (**11 mars 2020**) et le jour des commissions (**entre le 15 et le 19 juin 2020**), imposeront aux formations administratives de solliciter, auprès du BPSOGV, l'ouverture des droits de fusionnement sur Agorha pour les militaires nouvellement affectés.

Les attributions de la prime afférente feront ensuite l'objet de décisions mensuelles, au rythme des libérations constatées et seront prononcées par :

- la DGGN pour toutes les branches de gestion du programme P152, et de la direction du renseignement et de la sécurité de la défense (P212) ;
- les commandants de la gendarmerie de l'air, de la gendarmerie maritime, de la gendarmerie de l'armement et de la gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires (P212).

L'attribution de la prime est notifiée individuellement par les gestionnaires déconcentrés respectifs.

4. POINTS PARTICULIERS

Afin de faciliter l'exploitation des diverses contributions, les modèles annexés à la présente circulaire ne feront l'objet d'aucune modification.

La liste nominative sera impérativement établie dans l'ordre alphabétique du nom de famille.

La mise à jour sur Agorha de la décision d'attribution de la prime de qualification supérieure et celle de la GED afférente sont du ressort exclusif des autorités signataires des décisions (BPSOGV pour le P152 et gestionnaires concernés pour les HP).

Toute situation particulière postérieure à la transmission du travail de fusionnement des gestionnaires déconcentrés sera portée à la connaissance de la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV.

La présente circulaire sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 avril 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général,
sous-directeur de la gestion du personnel
L. Le Gentil

EN 2020

Formation administrative

[illegible]

Date :
Grade, Prénom, Nom
Fonction
Signature

(1) TA: tableau d'avancement.

(1) I.A. tableau d'avancement.
(2) Ne concerne pas les formations dont l'attribution du DQS est déconcentrée.

EN 2020

Formation administrative

[illegible]

Date,
Grade, Prénom, Nom
Fonction
Signature

- (1) EFX.ORG/ST : Effectif financé extérieur Organique Situation transitoire.
- (2) OCR : officier gendarmier rang.
- (3) pour la Gestion déconcentrée.
- (4) pour la commission nationale.
- (5) Préciser la spécialité pour les spécialistes.
- (6) RDC : radiation des cadres.
- (7) LA : limite d'âge.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



ENTETE

N° du

(timbre)

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

VU le code de la défense ;

VU le décret n° 76-1191 du 23 décembre 1976 modifié portant création d'une prime de service et d'une prime de qualification en faveur des sous-officiers ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

VU l'arrêté du 1^{er} février 2016 fixant les conditions dans lesquelles le diplôme de qualification supérieure (DQS) ainsi que la prime de qualification sont attribués aux sous-officiers de gendarmerie (en cours de refonte) ;

VU l'arrêté du 12 mai 2017 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale ;

VU le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution du diplôme de qualification supérieure aux sous-officiers de gendarmerie en date du (**à préciser**),

DÉCIDE :

Art. 1^{er} - Le diplôme de qualification supérieure est attribué, à compter du jour mois an, aux sous-officiers de gendarmerie dont le nom suit :

Nom	Prénom	NIGEND : 000 000
Nom	Prénom	NIGEND : 000 000

Art. 2 - La présente décision sera notifiée aux intéressés dans les formes réglementaires.
Le récépissé de notification sera classé au dossier des intéressés.

Pour le ministre et par délégation :

DESTINATAIRES :

- DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/2SOGCG
- CNASG

Annexe IV

**FORMATIONS ADMINISTRATIVES POUR LESQUELLES L'ATTRIBUTION DU DIPLÔME
DE QUALIFICATION SUPÉRIEURE AUX SOUS-OFFICIERS DE GENDARMERIE
RELÈVE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE :**

- l'inspecteur général des armées gendarmerie
- l'inspection générale de la gendarmerie nationale
- la direction du renseignement et de la sécurité de la défense
- le commandement de la gendarmerie prévôtale
- le commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire
- le commandement des réserves de la gendarmerie



ENTETE

 N° du
 (timbre)

PROCÈS - VERBAL

de la réunion de la commission chargée des propositions d'attribution du diplôme
de qualification supérieure aux sous-officiers de gendarmerie
de la région de gendarmerie de (**à préciser**)
au titre de l'année 2020

VU le code de la défense ;

VU le décret n° 76-1191 du 23 décembre 1976 portant création d'une prime de service et d'une prime de qualification en faveur des sous-officiers ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

VU l'arrêté du 1^{er} février 2016 fixant les conditions dans lesquelles le diplôme de qualification supérieure ainsi que la prime de qualification sont attribués aux sous-officiers de gendarmerie (en cours de refonte) ;

VU l'arrêté du 12 mai 2017 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale ;

VU la circulaire n° 3464 du 2 avril 2020 relative à l'attribution du diplôme de qualification supérieure aux sous-officiers de gendarmerie pour l'année 2020 et de la prime de qualification afférente,

La commission de la région de gendarmerie de (**à préciser**) chargée des propositions d'attribution du diplôme de qualification supérieure (DQS) au titre de l'année 2020 s'est réunie le (**à préciser**).

La commission a examiné tous les dossiers des personnels réunissant les conditions statutaires. Les propositions de la commission d'attribution du diplôme de qualification supérieure sont annexées au présent procès-verbal.

Fait à Xxx, le jour mois an

Le colonel Pxx **BXXX**
Président

Le lieutenant-colonel Bxxx Lxxx
Membre

Le chef d'escadron Exxx Dxxx
Membre

Le capitaine Dxxx Axxx
Membre

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 15 avril 2020
portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2009777A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 5 octobre 2018 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Coralie Pounot (NIGEND : 420979 - NLS : 8175097 - NID : 1068080154) est maintenue au grade de lieutenant en qualité d'officière commissionnée, servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi d'experte juridique au sein de la sous-direction de l'immobilier et du logement à la direction des soutiens et des finances de la direction générale de la gendarmerie nationale à Issy-les-Moulineaux (92), pour une durée d'un an à compter du 1^{er} décembre 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 avril 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale**Décision du 5 mai 2020**
portant attribution de l'échelon spécial du grade de colonel aux officiers de gendarmerie
NOR : INTJ2010451S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu le décret n° 2011-388 du 13 avril 2011 modifié fixant les indices de solde applicables aux corps militaires de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 14 octobre 2015 fixant la liste des emplois ouvrant l'accès à l'échelon fonctionnel du grade de colonel de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 10 mai 2017 modifié fixant le contingent numérique pour l'accès des officiers de gendarmerie à l'échelon spécial du grade de colonel,

Décide :

Article 1^{er}

L'échelon spécial du grade de colonel est attribué aux colonels de gendarmerie dont les noms suivent :

A compter du 1^{er} janvier 2020

		NIGEND
Bouisset	Ollivier	132500
Dubuis	Christophe	154233
Ehrhart	Ludovic	177190
Fillon	Christian	157823
Freyssinet	Eric	162321
Hébert	André-Marc	167256
Martin	François-Xavier	164567
Mendes	Carlos	164791
Sellier	Jean-Frédéric	151215
Villeminéy	Jean-Luc	166880

A compter du 1^{er} février 2020

		NIGEND
Echout	Olivier	186608
Lefour	Jean-Luc	167262

A compter du 1^{er} mars 2020

		NIGEND
Béréziat	Vincent	166870
de Feydeau de Saint Christophe	Régis	146583
Gerbouin	Thierry	127175
Guisset	Philippe	167255
Jurion	Hervé	120962
Kletzel	Philippe	154608
Labrunye	Frédéric	170550
Lesueur	François-Xavier	166875
Lombard	Pascal	139007
Mirabaud	Philippe	170662
Pégourié	Richard	159722
Ropars	Erwann	137648
Rougier	François	137478

A compter du 1^{er} mai 2020

		NIGEND
Carbonnelle	Yvan	166871

A compter du 1^{er} juin 2020

		NIGEND
Berger	Didier	159709
Bréart de Boisanger	Antoine	170671
Calderara	Stéphane	157821
Caylus	Constant	164562
Daniel	Christophe	177186
Daudrix	Stéphane	150490
Le Meur	Frédéric	157667
Machac	Samuel	164566
Monin	Frédéric	154241
Paulin	Stéphane	157652
Payrar	Marc	186835
Poussereau	Christophe	139899
Sintive	Jean-Christophe	166879
Spinetta	Fabrice	177216
Urien	Christophe	157656

A compter du 1^{er} août 2020

		NIGEND
Chevreur	Olivier	157658
Gaultier	François	122278
Laligant	Pierre	167261
Renard	Jean-Xavier	164799
Servettaz	Jérôme	150832
Valot	Emmanuel	162286

A compter du 1^{er} octobre 2020

		NIGEND
Barth	Lucien	154229
Sillon	Emmanuel	150830
Valentin	Armelle	159739
Wioland	Didier	157670

A compter du 1^{er} novembre 2020

		NIGEND
Brisset	Olivier	157630
Monguillon	Dominique	170860

A compter du 1^{er} décembre 2020

		NIGEND
Gerber	Emmanuel	186610
Guyon	Benoît	164794
Tebar	Christine	123672

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 mai 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
 A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision du 5 mai 2020
portant attribution du quatrième échelon du grade de colonel aux officiers de gendarmerie
NOR : INTJ2010460S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2011 modifié fixant le contingent pour l'accès des colonels de la gendarmerie nationale à l'échelon exceptionnel de leur grade,

Décide :

Article 1^{er}

Le quatrième échelon du grade de colonel est attribué aux colonels de gendarmerie dont les noms suivent :

A compter du 1^{er} janvier 2020

		NIGEND
Auneau	Franck	164570
Bammé	Eric	140668
Baras	Loïc	166869
Bernard	Laurent	167206
Beyl	Christophe	195170
Chuberre	Eric	159714
Cotton de Bennetot	Quentin	166872
De Meyer	William	157661
Deprecq	Thomas	157636
Di Meo	Michaël	162287
Dudouit	Stéphane	170692
Duvinage	Nicolas	170661
Fourcade	Georges	167249
Guillaume	Florence	166874
Hestault	Daniel	117880
Lacroix	Stéphane	164535
Lamballe	Vincent	186618
Matyn	Eric	154238

Morel	Jean-François	162150
Perret	Christophe	166878
Rey	David	177211
Soulas	Marc	162159
Thomas	Charles-Antoine	164550

A compter du 1^{er} mai 2020

		NIGEND
Battisti	Franck	157627
Detcheberry	Olivier	127821
Durand	Gwendal	195176
Enfru	Guy	167248
Gachie	André	125940
Gineste	Thierry	186612
Haas	Laurent	154236
Lagrange	Thibaut	164564
Lagrué	Philippe	139236
Le Goff	Laurent	145988
Madelénat	Frédéric	162290
Martin	Jacques	162149
Michelet	Jean-Marc	164577
Molera	Joël	133238
Nicot	Lionel	132875
Palayer	Pascal	167267
Rayneau	Christophe	135903
Rocheteau	Gil	154245
Touak	Patrick	164554

A compter du 1^{er} août 2020

		NIGEND
Floquet	Jérôme	125396

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 mai 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale**Décision du 5 mai 2020**
portant attribution des échelons exceptionnels du grade de lieutenant-colonel

NOR : INTJ2010468S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu le décret n° 2012-1456 du 24 décembre 2012 modifié portant statut particulier des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale,

Décide :

Article 1^{er}Sont admis au 1^{er} échelon exceptionnel de leur grade les lieutenants-colonels désignés ci-après :*A compter du 1^{er} janvier 2020*

		NIGEND
Duprat	Jean	170694
Loisier	Jean-Marie	150493
Oudin	François	204318

A compter du 1^{er} mars 2020

		NIGEND
Barrué	Laurent	154228
Cloup	Pierre	177185
Delaval	René	131638

A compter du 1^{er} mai 2020

		NIGEND
Germe	Renald	157639
Gojard	Christian	162289
Vauthier	Pascal	135198

A compter du 1^{er} juin 2020

		NIGEND
Chauvin	Benoît	177184
Dangoise	Olivier	128398

A compter du 1^{er} septembre 2020

		NIGEND
Debeaune	Franck	132665
Favaretto	Christian	138058
Jaffré	Jean-Marc	159704
Le Gall	Laurent	158245

Article 2

Sont admis au 2^{ème} échelon exceptionnel de leur grade les lieutenants-colonels désignés ci-après :

A compter du 1^{er} janvier 2020

		NIGEND
Labourel	Thibaut	154609
Laffont	Raymond	118317
Le Blay	Laurent	146586

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 mai 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
 A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale**Décision du 5 mai 2020
portant attribution des échelons exceptionnels du grade de chef d'escadron**

NOR : INTJ2010474S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie,

Décide :

Article 1^{er}

Sont admis à l'échelon exceptionnel de leur grade les chefs d'escadron désignés ci-après :

A compter du 1^{er} janvier 2020

		NIGEND
Deltombe	François-Xavier	232296
Mury	Erwann	205189
Petit	Pascal	126224

A compter du 1^{er} mars 2020

		NIGEND
Minet	Jean-Luc	120733

A compter du 1^{er} mai 2020

		NIGEND
Domont	Jean-Louis	193779

A compter du 1^{er} août 2020

		NIGEND
Gamelin	Guillaume	149787
Leibovici	Emmanuel	157051
Masson	Fabien	205155

A compter du 1^{er} novembre 2020

De L'Estoile	Emmanuel	NIGEND 155167
Pinabel	Christophe	133798

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 mai 2020.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

**Décision du 5 mai 2020
portant attribution des échelons exceptionnels du grade de capitaine**

NOR : INTJ2010475S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie,

Décide :

Article 1^{er}

Sont admis à l'échelon exceptionnel de leur grade les capitaines désignés ci-après :

A compter du 1^{er} mars 2020

		NIGEND
Carlot	Serge	122148

A compter du 1^{er} juin 2020

		NIGEND
Matz	Daniel	115026

A compter du 1^{er} août 2020

		NIGEND
Bernier	Noël	123482
Bredin	Chantal	134310
Cannaert	Philippe	137674
Célisse	Christian	143578
Cerinato	Eric	125178
Haquin	Sylvain	142441
Hoguet	André	121703
Klein	Dominique	124275
Ponce	Jean-Luc	122464
Riquet	Isabelle	123662
Semiramoth	Jean	121019

Wdowczynski	Denis	123581
Zeisser	Benoît	125065

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 mai 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. De Oliveira

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 19 mai 2020
portant radiation de la médaille de la sécurité intérieure
NOR : INTK2011736A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-3 et D. 141-5 ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 relatif à la médaille de la sécurité intérieure ;

Vu la délibération du comité de la médaille de la sécurité intérieure du 12 mars 2020 ;

Sur proposition de la préfète de Seine-et-Marne,

Arrête :

Article 1^{er}

Est radié de la médaille de la sécurité intérieure, échelon bronze, agrafe « police municipale », M. DJOUADA Bel Kacem, brigadier maître-chien.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 mai 2020.

Christophe CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 2 juin 2020
modifiant l'arrêté du 16 avril 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure
NOR : *INTK2001753A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu les articles D. 141-2 à D. 141-10 du code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure,

Arrête :

Article 1^{er}

A l'échelon bronze de l'article 1^{er} de l'arrêté du 16 avril 2020 susvisé, est inséré le nom suivant :

Mme MONTEUIL Stéphanie, sous-préfète.

Article 2

A l'échelon bronze de l'article du même arrêté, est supprimé le nom suivant :

Mme MONTEIL Béatrice, sous-préfète.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 juin 2020.

Christophe CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 588 du 9 janvier 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de
gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges
NOR : INTJ2000302S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 38438 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930002S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} février 2020 :

Gérardin	Raphaël	NIGEND : 156 727	NLS : 8 014 245
-----------------	---------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} février 2020 :

Zimmermann	Philippe	NIGEND : 170 410	NLS : 8 025 799
Molat	Denis	NIGEND : 242 009	NLS : 8 088 270

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} février 2020 :

Roinet	Sylvain	NIGEND : 229 337	NLS : 8 084 732
Devaux	Stéphanie	NIGEND : 349 168	NLS : 8 117 306
Claude	Aurélie	NIGEND : 217 940	NLS : 8 064 767
Brelinsky	Jean-François	NIGEND : 128 617	NLS : 5 283 610
Bedjou	Cédric	NIGEND : 218 204	NLS : 8 071 180
Sakfa	Laurent	NIGEND : 152 260	NLS : 8 010 286
Maglia	Karine	NIGEND : 183 115	NLS : 8 033 856

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} février 2020 :

Le Solleu	Marie-Laure	NIGEND : 309 043	NLS : 8 106 218
Cariou	Benjamin	NIGEND : 362 532	NLS : 8 143 962
Grasmick	Delphine	NIGEND : 369 994	NLS : 8 152 146
Tichit	Pauline	NIGEND : 304 968	NLS : 8 091 016
Fuss	Julien	NIGEND : 246 528	NLS : 8 098 749
Santoro	Nicolas	NIGEND : 309 855	NLS : 8 106 919

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le général,
commandant par intérim la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*
D. Marconnet

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Pays de la Loire

Décision n° 7115 du 4 mars 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la région de gendarmerie des Pays de la Loire
 NOR : INTJ2006188S

Le commandant la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 38205 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929986S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} avril 2020 :

Fontaine	Claude	NIGEND :	147 028	NLS :	8 004 428
-----------------	--------	----------	---------	-------	-----------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} avril 2020 :

Laurent	Pascal	NIGEND :	152 096	NLS :	8 010 051
Belbachir	Hakim	NIGEND :	168 269	NLS :	8 024 007
Manac'h	Philippe	NIGEND :	153 719	NLS :	8 011 659

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} avril 2020 :

Lemarchand	Sébastien	NIGEND :	194 358	NLS :	8 047 864
Perret	Raphaël	NIGEND :	167 009	NLS :	8 023 074
Loison	David	NIGEND :	161 774	NLS :	8 018 759
Lacorre	Pascal	NIGEND :	139 779	NLS :	5 296 167
Dupont	Laurent	NIGEND :	181 778	NLS :	8 041 232
Ménard	Cédric	NIGEND :	217 857	NLS :	8 064 691

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} avril 2020 :

Delhommeau	Hélène	NIGEND :	247 208	NLS :	8 089 255
Lourdais	François	NIGEND :	334 499	NLS :	8 133 784
Cormier	Julia	NIGEND :	313 183	NLS :	8 108 791
Glottin	Vincent	NIGEND :	237 822	NLS :	8 086 894
Orgel	Julien	NIGEND :	307 604	NLS :	8 091 471

Trochu

Damien

NIGEND : 360 666

NLS : 6 757 522

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 mars 2020.

Le général,
commandant la région de gendarmerie des Pays de la Loire,
commandant le groupement de gendarmerie départementale
de la Loire-Atlantique,
J.-M. Verrando

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Occitanie

Décision n° 4739 du 6 mars 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault
 NOR : INTJ2006201S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 30423 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929998S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjutants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} avril 2020 :

Bussière	Stéphane	NIGEND : 149 495	NLS : 8 009 221
Dubois	Bruno	NIGEND : 129 810	NLS : 5 283 935

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} avril 2020 :

Robert	Fabrice	NIGEND : 142 109	NLS : 5 281 992
---------------	---------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} avril 2020 :

Convert	Bruno	NIGEND : 121 562	NLS : 5 241 622
Labourdette	Grégory	NIGEND : 177 053	NLS : 8 034 926
Arcaro	Rémi	NIGEND : 178 260	NLS : 8 037 770
Khelaifia	Nazih	NIGEND : 307 171	NLS : 8 091 287

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} avril 2020 :

Delapoterie	Geoffrey	NIGEND : 230 569	NLS : 8 085 050
Bourbon	Jean-Patrick	NIGEND : 229 597	NLS : 8 077 294
Frety	David	NIGEND : 209 463	NLS : 8 062 212
Delval	Aurélien	NIGEND : 203 872	NLS : 8 055 001
Berger-Perrin-Orcel	Nathalie	NIGEND : 213 360	NLS : 8 067 748
Simon	Mickaël	NIGEND : 371 692	NLS : 8 052 390
Bouton	Aurore	NIGEND : 219 672	NLS : 8 072 156

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 mars 2020.

Le général,
commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,
J.-V. Lettermann

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale

Décision n° 14775 du 6 mars 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux
– branche « administrative et technique »
 NOR : INTJ2006222S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 71121 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930016S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} avril 2020 :

Vis	Christophe	NIGEND : 163 382	NLS : 8 020 196
------------	------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} avril 2020 :

Dufil	Laura	NIGEND : 310 277	NLS : 8 092 069
Saibo	Maryline	NIGEND : 212 774	NLS : 8 063 712

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} avril 2020 :

Manasé--Delobel	Anthony	NIGEND : 352 034	NLS : 8 141 452
------------------------	---------	------------------	-----------------

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 mars 2020.

Le général de division,
commandant du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale,
 O. Guérif

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine

Décision n° 3623 du 9 mars 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne
 NOR : INTJ2006178S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 18436 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929976S) ;

Vu la décision n° 45683 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929977S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} avril 2020 :

Pateyron	Marie-Josèphe	NIGEND : 141 833	NLS : 8 001 874
-----------------	---------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} avril 2020 :

Goursaud	Raphaël	NIGEND : 156 586	NLS : 8 014 141
-----------------	---------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} avril 2020 :

Ruaud	Stéphane	NIGEND : 162 577	NLS : 8 019 483
Bourneix	Ludovic	NIGEND : 225 723	NLS : 8 074 572

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} avril 2020 :

Lommelais	Isabelle	NIGEND : 246 351	NLS : 8 089 052
Rosec	Cindy	NIGEND : 324 595	NLS : 8 146 262
Bressolles	Julien	NIGEND : 247 959	NLS : 8 089 295
Saffon	Jean-Philippe	NIGEND : 366 003	NLS : 8 046 462

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mars 2020.

Le général,
commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement de gendarmerie départementale
de la Haute-Vienne,
H. Flammant

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

Décision n° 3496 du 9 mars 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la gendarmerie maritime
 NOR : INTJ2006227S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 16818 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930024S),

Décide :

Article 1^{er}L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} avril 2020 :

Guiziou	Jean-Pierre	NIGEND : 150 305	NLS : 8 008 146
----------------	-------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} avril 2020 :

Pouny	Jean-Albert	NIGEND : 158 094	NLS : 8 015 392
Suchaut	Vincent	NIGEND : 148 533	NLS : 8 092 821
Toutain	Hérald	NIGEND : 136 708	NLS : 5 311 197

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} avril 2020 :

Mitran	Vincent-Michel	NIGEND : 151 940	NLS : 8 009 779
Guérin	Antony	NIGEND : 194 587	NLS : 8 049 529
Legendre	Denis	NIGEND : 124 885	NLS : 5 270 853

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} avril 2020 :

Chevé	Jérôme	NIGEND : 235 238	NLS : 8 086 435
Bouanani	Cherif	NIGEND : 214 252	NLS : 8 068 284
Robert	Ludwig	NIGEND : 318 690	NLS : 8 111 435

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mars 2020.

Le général,
commandant la gendarmerie maritime,
G. Grimaux

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

Décision n° 3238 du 10 mars 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »

NOR : INTJ2006167S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17888 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929967S),

Décide :

Article 1^{er}L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} avril 2020 :

Lesault	Philippe	NIGEND : 162 938	NLS : 8 019 762
----------------	----------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} avril 2020 :

Lauret	Ange	NIGEND : 217 600	NLS : 8 064 561
Lebecq	Jérémy	NIGEND : 204 442	NLS : 8 055 294
Desruelles	Laurent	NIGEND : 162 360	NLS : 8 019 327

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} avril 2020 :

Pratali	Maxime	NIGEND : 316 611	NLS : 8 111 064
Lopez	Tristan	NIGEND : 339 174	NLS : 8 135 986

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 mars 2020.

Le général de division,
commandant la garde républicaine,
 É. Bio Farina

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

Décision n° 3240 du 10 mars 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »

NOR : INTJ2006168S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17889 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1922969S),

Décide :

Article 1^{er}Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} avril 2020 :

Fabas	Christian	NIGEND : 208 116	NLS : 8 062 612
Tréhin	Antony	NIGEND : 217 565	NLS : 8 064 469

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} avril 2020 :

Léard	Florian	NIGEND : 370 486	NLS : 8 119 606
--------------	---------	------------------	-----------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 mars 2020.

Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. Bio Farina

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

Décision n° 3241 du 10 mars 2020
portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général
de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »

NOR : INTJ2006169S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17890 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929971S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} avril 2020 :

Tavernier

Jean-Michel

NIGEND : 150 251

NLS : 5 271 766

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 mars 2020.

Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. Bio Farina

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 8294 du 10 mars 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie
pour la zone de défense et de sécurité Est
NOR : INTJ2006207S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 39050 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930003S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} avril 2020 :

Spellig	Pierre	NIGEND : 199 880	NLS : 8 048 777
----------------	--------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} avril 2020 :

Mischler	Frédéric	NIGEND : 174 257	NLS : 8 027 967
-----------------	----------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} avril 2020 :

Marcaud	Teddy	NIGEND : 243 509	NLS : 8 096 354
Thorand	Charles-Edouard	NIGEND : 341 166	NLS : 6 697 157
Baudegard	Franck	NIGEND : 335 412	NLS : 8 057 780
Chrétien	Jérôme	NIGEND : 326 909	NLS : 8 115 479

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} avril 2020 :

Castilla	Julien	NIGEND : 342 132	NLS : 8 137 548
Baraban	Florent	NIGEND : 340 029	NLS : 8 110 719
Laravoire	Brice	NIGEND : 354 212	NLS : 8 143 711
Louet	Anthony	NIGEND : 356 838	NLS : 8 143 789
Lescuyer	Guillaume	NIGEND : 309 048	NLS : 8 106 221

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 mars 2020.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,
S. Ottavi*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 15013 du 20 mars 2020
portant nomination au grade de maréchal des logis
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale

NOR : INTJ2007687S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés ;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 6615/GEND/EG ROCHEFORT/DAF/BGP/SEF du 1^{er} février 2019 portant promotion des élèves sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 9317/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 14 février 2020 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « administration et gestion du personnel »,

Décide :

Article 1^{er}

La brigadière-chef de la spécialité « administration et gestion du personnel », dont le nom figure ci-après, est nommée à compter du 1^{er} mars 2020 au grade de maréchal des logis :

Kassimi, Hajar

NIGEND : 310 871

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général,
sous-directeur de la gestion du personnel,
L. Le Gentil

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 17062 du 30 mars 2020
portant promotion de sous-officiers du corps de soutien technique et administratif
de la gendarmerie nationale

NOR : INTJ2008112S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés ;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 76 154 du 12 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (NOR : INTJ1932325S)

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} avril 2020 :

Spécialité administration et gestion du personnel

Landais	Sylvain	NIGEND :	192 340
Ceccaldi	Christophe	NIGEND :	170 591
Martin	Sylvie	NIGEND :	125 537
Le Helloco	Franck	NIGEND :	170 613
Madrolle	Valérie	NIGEND :	150 235

Spécialité gestion logistique et financière

Prot	Laurent	NIGEND :	152 135
Gérard	Jean-François	NIGEND :	176 092
Peltret	Fabrice	NIGEND :	174 964

Spécialité auto-engins blindés

Schnoebelen	Anthony	NIGEND :	166 864
Séverin	Pascal	NIGEND :	186 561

Spécialité armuriers

Marques	Thierry	NIGEND :	170 539
----------------	---------	----------	---------

Spécialité restauration collective

Desvals Jérôme NIGEND : 170 980

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} avril 2020 :

Spécialité administration et gestion du personnel

Durand Sandrine NIGEND : 140 316
Brunet Patrice NIGEND : 171 513
Masset Valérie NIGEND : 173 270
Cassis Céline NIGEND : 169 113
Courivaud Émilie NIGEND : 189 630
Debruyker Marie NIGEND : 178 629
Bellon Dominique NIGEND : 170 610
Lacroix Melinda NIGEND : 193 986
Rigal Sandra NIGEND : 170 918

Spécialité gestion logistique et financière

El Moujoud Allah Amina NIGEND : 173 253
Roger Jérôme NIGEND : 187 382
Vadrot Jean-Luc NIGEND : 193 516
Mangeot Joachim NIGEND : 179 138
Soula Richard NIGEND : 167 488
Le Gall Sébastien NIGEND : 165 385

Spécialité auto-engins blindés

Kraemer Fabien NIGEND : 169 486
Delaunay Mathias NIGEND : 203 681
Cornuault Laurent NIGEND : 170 528
Bobb Rémy NIGEND : 169 367

Spécialité affaires immobilières

Cirelli Patrick NIGEND : 169 800
Turon-Barrère Émilie NIGEND : 168 694

Spécialité armuriers

Huet Stéphane NIGEND : 209 744

Spécialité restauration collective

Chiffot Sandrine NIGEND : 190 047

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} avril 2020 :

Spécialité administration et gestion du personnel

El Hajjami Mariam NIGEND : 237 223
Anglade Claudy NIGEND : 205 675
Tachet Estelle NIGEND : 241 801
Ripoche Sébastien NIGEND : 167 451
Obrebski Sonia NIGEND : 246 588
Gilles Elina NIGEND : 213 395
Lambolez Clémentine NIGEND : 248 745
Ratsimandresy
Rahary Alain NIGEND : 213 444

Koehl	Guyène	NIGEND :	301 034
Viarouge	Aurélié	NIGEND :	229 007
Pajaud	Agnès	NIGEND :	196 127
Kehlhoffner	Marie-Gaëlle	NIGEND :	225 078
Pain	Vincia	NIGEND :	236 019
Pierre	Stéphanie	NIGEND :	196 672
Minatchy	Marie	NIGEND :	238 145
Potier	Cécilia	NIGEND :	215 957
Lafon	Fabienne	NIGEND :	196 254
Behagle	Mélanie	NIGEND :	212 929

Spécialité gestion logistique et financière

Guth	Virginie	NIGEND :	204 532
Barjon	Aude	NIGEND :	234 229
Moguer	Laury	NIGEND :	207 658
Deruel	Michelle	NIGEND :	207 333
Costes	Audrey	NIGEND :	204 072
Berland	Sébastien	NIGEND :	185 791
Logeais	Caroline	NIGEND :	196 627
Pignolet	Émilie	NIGEND :	216 255
Doisy	Frédéric	NIGEND :	195 338
Corbet	David	NIGEND :	178 180

Spécialité auto-engins blindés

Girardeau	Fabien	NIGEND :	187 418
Leygonie	Sébastien	NIGEND :	209 702
Vacher	Cyril	NIGEND :	191 856
Seguin	Sylvain	NIGEND :	209 803
Rocha	José	NIGEND :	192 489
Roulon	David	NIGEND :	209 751

Spécialité affaires immobilières

Galand	Lucie	NIGEND :	303 655
Véjux	Maryline	NIGEND :	198 214
Touraille	Sandrine	NIGEND :	212 409
Coupe	Gaëlle	NIGEND :	207 585

Spécialité armuriers

Marjault	Baptiste	NIGEND :	198 975
-----------------	----------	----------	---------

Spécialité restauration collective

Vandomme	Cédric	NIGEND :	218 751
Payet	Corine	NIGEND :	305 403

Article 4

Les maréchaux des logis dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} avril 2020 :

Spécialité administration et gestion du personnel

Lagirarde	Emilie	NIGEND :	301 039
Sergeant	Marion	NIGEND :	313 702
Jego	Laura	NIGEND :	333 232
Touchet	Cédric	NIGEND :	211 800
Courtois	Arnaud	NIGEND :	306 358
Olière	Chantal	NIGEND :	304 259
Lemaire	Anne-Sophie	NIGEND :	213 416

Buffet	Jonathan	NIGEND :	226 487
Laurent	Livia	NIGEND :	305 367
Marilleau	Virginie	NIGEND :	312 329
Renaud	Corinne	NIGEND :	244 107
Mansouri	Smahan	NIGEND :	219 059
Villé	Charline	NIGEND :	333 239
Gay	Marie-Astrid	NIGEND :	351 385
Launay	Sabrina	NIGEND :	239 252
Point	Emmanuelle	NIGEND :	314 817
Feufeu	Amélie	NIGEND :	309 974
Picardat	Anthony	NIGEND :	233 878
Zullo	Céline	NIGEND :	306 738
Monanni	Marjorie	NIGEND :	247 659
Bourgon	Stéphanie	NIGEND :	246 139
Gelb	Christophe	NIGEND :	306 648
Aliouane	Linda	NIGEND :	351 381
Guéniat	Christelle	NIGEND :	351 444
Guountti	Aziza	NIGEND :	236 299
Colné	Nathalie	NIGEND :	313 973
Belluteau	Alexandra	NIGEND :	221 289

Spécialité gestion logistique et financière

Henry	Nicolas	NIGEND :	321 367
Ridard	Marylène	NIGEND :	231 275
Maquaire	Christelle	NIGEND :	306 539
Bertret	Béatrice	NIGEND :	243 756
Belly	Karina	NIGEND :	304 228
Abbou	Kheira	NIGEND :	216 849
Jusseume	Stéphanie	NIGEND :	183 203
Hennequart	Linda	NIGEND :	243 773
Demoly	Damien	NIGEND :	246 165
Ithany	Carole	NIGEND :	227 853
Petit	Mathieu	NIGEND :	301 212
Machin	Mélaine	NIGEND :	246 302

Spécialité auto-engins blindés

Aresti	Anthony	NIGEND :	315 868
Roullier	Nicolas	NIGEND :	232 662
Hahn	Thomas	NIGEND :	236 301
Berder	Florian	NIGEND :	304 079
Mey	Aurélien	NIGEND :	306 412
Nawrot	Jérémie	NIGEND :	308 167
Leduc	Bernard	NIGEND :	221 336
Bénézech	Romain	NIGEND :	236 387

Spécialité affaires immobilières

Jallier	Magali	NIGEND :	333 226
Bador	Éva	NIGEND :	315 914
Rodriguez	Alice	NIGEND :	302 385

Spécialité armuriers

Wyrwas	Alexandre	NIGEND :	301 338
---------------	-----------	----------	---------

Spécialité restauration collective

Flamery	Cédric	NIGEND :	340 496
Dujardin	Rémy	NIGEND :	203 301
Châtelain	Camille	NIGEND :	312 164

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général,
sous-directeur de la gestion du personnel,
L. Le Gentil

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Pays de la Loire

Décision n° 9708 du 3 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la région de gendarmerie des Pays de la Loire
 NOR : INTJ2008282S

Le commandant la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 38205 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929986S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Doublecourt	Romuald	NIGEND :	164 933	NLS :	8 021 534
--------------------	---------	----------	---------	-------	-----------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Touquette	Freddy	NIGEND :	187 267	NLS :	8 038 384
Boisdrion	Christophe	NIGEND :	172 121	NLS :	8 027 211

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Marsollier	Karine	NIGEND :	301 651	NLS :	8 090 531
Guilloteau	Mickaël	NIGEND :	172 161	NLS :	8 027 247
Moulin	Laurent	NIGEND :	145 101	NLS :	8 003 657
Clero	Jean-François	NIGEND :	194 691	NLS :	8 070 516
Rouaud	Jean-Luc	NIGEND :	165 263	NLS :	8 021 883
Béreaud	Franck	NIGEND :	212 315	NLS :	8 067 116

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Braghini	Laure	NIGEND :	365 309	NLS :	8 052 324
Baizeau	Jordan	NIGEND :	335 727	NLS :	8 134 377
Autier	Nicolas	NIGEND :	329 458	NLS :	8 118 319
Archambaud	Elodie	NIGEND :	333 020	NLS :	8 133 102
Manet	Ségolène	NIGEND :	343 896	NLS :	8 138 519
Virlouvet	Alexandre	NIGEND :	276 055	NLS :	8 052 398

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2020.

Le général,
commandant la région de gendarmerie des Pays de la Loire,
commandant le groupement de gendarmerie départementale
de la Loire-Atlantique,
J.-M. Verrando

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte
d'Azur et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

Décision n° 15112 du 3 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
NOR : INTJ2008292S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 55658 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929994S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Rival-Morales	Lionel	NIGEND : 161 067	NLS : 8 017 890
Domergue	Jean-Gabriel	NIGEND : 136 491	NLS : 5 324 140

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Aquila	Giuseppe	NIGEND : 192 382	NLS : 8 040 401
Schweitzer	Dominique	NIGEND : 203 371	NLS : 8 053 776
Brevet	Philippe	NIGEND : 116 771	NLS : 5 218 123
Bertin	Vincent	NIGEND : 169 920	NLS : 8 025 405
Malfatto	Pascal	NIGEND : 171 848	NLS : 8 025 976

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Auber	Stéphane	NIGEND : 172 111	NLS : 8 027 201
Hublou	Nicolas	NIGEND : 184 667	NLS : 8 034 247
Hicard	Johan	NIGEND : 195 451	NLS : 8 054 219
Ronck	Aurélie	NIGEND : 242 655	NLS : 8 088 418
Gueyraud	Florent	NIGEND : 191 077	NLS : 8 039 839
Cler	Didier	NIGEND : 128 494	NLS : 5 280 941
Bolzan	Thiery	NIGEND : 70 114	NLS : 5 293 510
Manti	Salvatori	NIGEND : 139 992	NLS : 5 305 038

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Aggoun	Dimitri	NIGEND : 324 839	NLS : 8 139 708
Quéré	Morgan	NIGEND : 356 424	NLS : 8 143 864
Dey Dally	Mérim	NIGEND : 226 244	NLS : 8 084 366
Bouchard	Arnaud	NIGEND : 315 097	NLS : 8 110 094
Martin	Thomas	NIGEND : 309 796	NLS : 8 107 012
Agnessens	Jordan	NIGEND : 368 586	NLS : 8 150 583
Aicard	Mathias	NIGEND : 303 005	NLS : 8 101 730
Macret	Benoît	NIGEND : 321 996	NLS : 8 093 244
Guivarch	Fiona	NIGEND : 361 641	NLS : 8 144 232

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2020.

Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,
M. Lévêque

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte
d'Azur et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

Décision n° 15114 du 3 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie
pour la zone de défense et de sécurité Sud
NOR : INTJ2008293S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 55660 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929995S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Rodriguez	Christian	NIGEND : 168 917	NLS : 8 023 792
------------------	-----------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Montamat	Manuel	NIGEND : 173 213	NLS : 8 034 750
-----------------	--------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Le Brun	Romain	NIGEND : 230 170	NLS : 6 676 993
Dubau	Mathieu	NIGEND : 212 565	NLS : 8 067 273
Koczab	Michaël	NIGEND : 199 462	NLS : 8 047 064
Gauthier	Florian	NIGEND : 248 472	NLS : 8 089 585

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Cadot	Maxime	NIGEND : 340 629	NLS : 8 136 918
Coquart	Maxime	NIGEND : 332 231	NLS : 8 138 344
Vital	Florent	NIGEND : 334 870	NLS : 8 137 270
Cavaille	Mathieu	NIGEND : 307 863	NLS : 8 091 510

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*
M. Lévêque

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Occitanie

Décision n° 6645 du 3 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement
de gendarmerie départementale de l'Hérault
 NOR : INTJ2008296S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 30423 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929998S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Lens	Walter	NIGEND : 164 629	NLS : 6 015 394
-------------	--------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Burgun	Frank	NIGEND : 167 930	NLS : 8 024 117
Birycki	Patrice	NIGEND : 142 863	NLS : 8 002 111

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Desvard	David	NIGEND : 164 834	NLS : 8 021 439
Catala	Julien	NIGEND : 226 313	NLS : 8 084 309
Bartolommei	Laëtitia	NIGEND : 234 108	NLS : 8 086 360
Flores	Sébastien	NIGEND : 205 283	NLS : 8 058 667
Bonnet	Damien	NIGEND : 227 622	NLS : 8 058 433

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Monnié	Eric	NIGEND : 246 907	NLS : 8 099 166
Malolepszy	Sandy	NIGEND : 219 990	NLS : 8 072 280
Piat	Samantha	NIGEND : 208 302	NLS : 8 050 643
François	Nicolas	NIGEND : 205 432	NLS : 8 059 678
Thuot	Anthony	NIGEND : 351 452	NLS : 8 117 387
Jeandemange	Arnaud	NIGEND : 212 289	NLS : 8 067 071
Zerdab	Zina	NIGEND : 244 749	NLS : 8 097 080

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2020.

Le général,
commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,
J.-V. Lettermann

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 10191 du 3 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de
gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges
NOR : INTJ2008299S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 38438 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930002S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Sassella	Carol	NIGEND : 133 397	NLS : 5 295 880
-----------------	-------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Thorez	Nicolas	NIGEND : 209 879	NLS : 8 063 008
Cobessi	Louis	NIGEND : 194 390	NLS : 8 047 820

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Guillet	Arnaud	NIGEND : 239 950	NLS : 8 087 675
Laurent	Sébastien	NIGEND : 215 922	NLS : 8 069 679
Biette	Sébastien	NIGEND : 230 867	NLS : 8 078 023
Laurent	David	NIGEND : 210 418	NLS : 8 063 055
Becker	Nicolas	NIGEND : 309 018	NLS : 8 106 190
Bento	Julien	NIGEND : 248 536	NLS : 8 089 630
Munsch	Christophe	NIGEND : 302 294	NLS : 8 101 372

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Hamouta	Mohammed	NIGEND : 362 167	NLS : 8 144 513
Grandroques	Jérémy	NIGEND : 230 796	NLS : 8 078 223
Natale	Kévin	NIGEND : 220 096	NLS : 8 072 638
Vermeersch	Manuel	NIGEND : 366 756	NLS : 8 149 579
Moreau	Sébastien	NIGEND : 368 225	NLS : 8 150 553

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2020.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,
S. Ottavi*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes

Décision n° 4172 du 6 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme
 NOR : INTJ2008289S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 18041 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929993S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Mellier	Kenjy	NIGEND : 218 685	NLS : 8 065 020
Hiegel	Philippe	NIGEND : 187 932	NLS : 8 038 436

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Thiriet	Marc	NIGEND : 219 132	NLS : 8 071 780
Deschamps	Cédric	NIGEND : 198 450	NLS : 8 056 074
Chodjaï	Gaëtan	NIGEND : 211 753	NLS : 8 066 772
Cisterne	Christophe	NIGEND : 178 348	NLS : 8 030 835
Presles	Hervé	NIGEND : 308 892	NLS : 6 594 394
Vivier	Pierre	NIGEND : 235 419	NLS : 8 080 706

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Deunff	Kelly	NIGEND : 334 513	NLS : 8 133 846
Desbourbes	Julien	NIGEND : 238 435	NLS : 8 087 099
Battut	Alexandre	NIGEND : 192 364	NLS : 8 040 403

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 avril 2020.

Le général,
commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,
commandant le groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,
P. Ott

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles
de la gendarmerie nationale

Décision n° 16610 du 6 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
du commandement des écoles de la gendarmerie nationale
 NOR : INTJ2008314S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 64544 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930014S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Boucly	Laurent	NIGEND : 152 041	NLS : 8 010 105
---------------	---------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Le Chaux	Céline	NIGEND : 165 234	NLS : 8 021 852
Charvieux	Lionel	NIGEND : 164 695	NLS : 8 021 120

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Moly	Clément	NIGEND : 242 423	NLS : 8 095 682
Mahier	Damien	NIGEND : 219 883	NLS : 8 072 452
Moniot	Ophélie	NIGEND : 316 486	NLS : 8 092 542
Terrones	Julien	NIGEND : 326 862	NLS : 6 695 505
Hartel	Florian	NIGEND : 240 627	NLS : 8 094 731

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Staub	Thomas	NIGEND : 217 559	NLS : 8 070 842
--------------	--------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 avril 2020.

Le général de corps d'armée,
commandant les écoles de la gendarmerie nationale,
T. Morterol

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et
gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité
Sud-Ouest

Décision n° 12174 du 7 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements
de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes,
de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques
 NOR : INTJ2008272S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 50837 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929972S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Schneider	Vincent	NIGEND : 155 503	NLS : 8 013 183
Roucou	William	NIGEND : 158 872	NLS : 8 016 090

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Reyes	Carole	NIGEND : 170 917	NLS : 8 036 074
Carty	Gilles	NIGEND : 140 085	NLS : 5 271 922

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Gomez	Bruno	NIGEND : 168 308	NLS : 8 024 046
Wolszezack	Michaël	NIGEND : 214 433	NLS : 8 068 562
Blancher	Denis	NIGEND : 137 151	NLS : 5 323 011
Abgrall	Laurent	NIGEND : 198 965	NLS : 8 053 619
Blanc	Philippe	NIGEND : 160 852	NLS : 8 017 904
Calmels	Anna	NIGEND : 155 659	NLS : 8 013 216
Lidon	Frédéric	NIGEND : 146 925	NLS : 8 004 668

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Czerepacha	Elodie	NIGEND : 341 561	NLS : 8 137 308
Godart	Thomas	NIGEND : 311 432	NLS : 8 092 288
Guébet	Laura	NIGEND : 362 916	NLS : 8 144 906
Van Proeyen	David	NIGEND : 178 395	NLS : 8 037 882
Deveyx	Nina	NIGEND : 335 709	NLS : 8 134 402
Guillard	Mathias	NIGEND : 335 527	NLS : 8 057 807

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 avril 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*
J.-P. Michel

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

Décision n° 12173 du 7 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie
pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest
NOR : INTJ2008273S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 50836 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929973S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Faye	Philippe	NIGEND : 164 608	NLS : 5 267 015
-------------	----------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Poupeville	Valère	NIGEND : 136 292	NLS : 5 312 091
-------------------	--------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Chabaud	Thibault	NIGEND : 308 919	NLS : 8 091 663
Brethenoux	Charly	NIGEND : 224 498	NLS : 8 073 778

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Demey	Valentin	NIGEND : 338 669	NLS : 8 135 045
Texier	Jordan	NIGEND : 338 788	NLS : 8 135 116
Chevalier	Pierre	NIGEND : 353 234	NLS : 8 143 389

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 avril 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*
J.-P. Michel

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 10912 du 7 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la région de gendarmerie de Bretagne
NOR : INTJ2008276S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 45683 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929977S) ;

Vu la décision n° 13369 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930004S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Philippe	Patrice	NIGEND : 145 465	NLS : 8 004 876
-----------------	---------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Vallet	Emmanuel	NIGEND : 208 126	NLS : 8 062 657
Raoul	William	NIGEND : 146 416	NLS : 8 005 075

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Leroux	Arnaud	NIGEND : 191 840	NLS : 8 051 902
Harrouard	Hugues	NIGEND : 172 963	NLS : 8 030 614
Jeannes	Cindy	NIGEND : 228 330	NLS : 8 058 489
Forget	Carole	NIGEND : 171 218	NLS : 8 026 736
Duval	Gwénaëlle	NIGEND : 156 821	NLS : 8 018 633
Mariais	Ronald	NIGEND : 174 896	NLS : 8 033 105

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Rigour	Maxime	NIGEND : 374 276	NLS : 8 121 569
Parquic	Florian	NIGEND : 202 127	NLS : 8 054 377
Gautier	Sébastien	NIGEND : 370 735	NLS : 8 119 798
Barguil	Florian	NIGEND : 369 026	NLS : 8 151 272

Vilbert	Audrey	NIGEND : 371 705	NLS : 8 052 397
Le Lay	Jeff	NIGEND : 211 602	NLS : 8 063 344
Maze	Maureen	NIGEND : 303 132	NLS : 8 102 405

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 avril 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*
A. Pidoux

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire

Décision n° 7242 du 7 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire
 NOR : INTJ2008278S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 27770 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929982S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Maligny	Julien	NIGEND : 208 103	NLS : 8 062 638
----------------	--------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Audaire	Maréva	NIGEND : 234 035	NLS : 8 086 286
Ruiz	Cyril	NIGEND : 161 069	NLS : 8 017 892
Hugo	Philippe	NIGEND : 163 420	NLS : 5 318 891

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Aubry	Cinthia	NIGEND : 207 611	NLS : 8 061 617
Béquignon	Solenne	NIGEND : 308 908	NLS : 8 106 110
Mandé	Caroline	NIGEND : 351 506	NLS : 8 117 023
Caillon	Sébastien	NIGEND : 234 608	NLS : 8 086 640
Fossard	Ferdinand	NIGEND : 232 583	NLS : 8 079 153
Brugnieaux	Elodie	NIGEND : 315 616	NLS : 8 110 377
Régnier	Dominique	NIGEND : 195 031	NLS : 8 048 162
Sanchez	Cédric	NIGEND : 227 596	NLS : 8 075 910

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Turpin	Pierre	NIGEND : 336 757	NLS : 8 134 877
Héroguelle	Brice	NIGEND : 369 058	NLS : 8 151 297
Silobre	Anthony	NIGEND : 332 513	NLS : 8 132 799
Radigue	Alban	NIGEND : 371 682	NLS : 8 052 384
Suanez	Eric	NIGEND : 368 635	NLS : 6 590 858
Goncalves Fernandes	Kévin	NIGEND : 315 709	NLS : 8 108 083
Dubois	Audrey	NIGEND : 365 288	NLS : 8 119 586

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 avril 2020.

Le général,
commandant la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire,
commandant le groupement de gendarmerie départementale du Loiret,
F. Aubanel

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 10193 du 7 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie
pour la zone de défense et de sécurité Est
NOR : INTJ2008300S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 39050 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930003S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Scheil	Laurent	NIGEND :	131 185	NLS :	5 283 373
---------------	---------	----------	---------	-------	-----------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Dorot	Olivier	NIGEND :	240 015	NLS :	8 087 589
Alisse	Sébastien	NIGEND :	183 181	NLS :	8 033 801

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Dumont	Quentin	NIGEND :	235 118	NLS :	8 080 406
Boyer	Brice	NIGEND :	306 929	NLS :	8 104 633
Sagnardon	François	NIGEND :	241 692	NLS :	8 088 227
Alcaras-Raynaud	Anthony	NIGEND :	305 316	NLS :	8 102 448
Chemin	Erwan	NIGEND :	307 068	NLS :	8 091 273

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Quevilly	Mickaël	NIGEND :	337 357	NLS :	8 106 376
Goyan	Nicolas	NIGEND :	303 706	NLS :	8 102 504
Michel	Jérémy	NIGEND :	342 218	NLS :	6 779 855
Spies	Manutea	NIGEND :	333 868	NLS :	8 133 487
Sali	Emmanuel	NIGEND :	235 775	NLS :	8 080 990

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 avril 2020.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,
S. Ottavi*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est

Décision n° 4856 du 7 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement
de gendarmerie départementale de la Marne
 NOR : INTJ2008303S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 18221 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930005S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Bralet	Sébastien	NIGEND : 161 096	NLS : 8 018 214
Hubert	Maryline	NIGEND : 144 958	NLS : 8 003 661

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Houry	Ludovic	NIGEND : 168 871	NLS : 8 024 650
Duval	Delphine	NIGEND : 231 201	NLS : 8 085 256
Leclercq	David	NIGEND : 145 077	NLS : 8 002 341

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Cornily	Stéfan	NIGEND : 197 333	NLS : 8 048 810
Vercellino	Amélie	NIGEND : 214 755	NLS : 8 068 637
Kieffer	Sébastien	NIGEND : 212 245	NLS : 8 063 505
Hemelsdael	Sébastien	NIGEND : 247 272	NLS : 8 089 150

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Maréco	Grégory	NIGEND : 356 382	NLS : 8 143 851
Poix	David	NIGEND : 226 982	NLS : 8 075 410
Vallé	Anthony	NIGEND : 303 256	NLS : 8 102 443
Gelly	Benjamin	NIGEND : 341 826	NLS : 8 137 460

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 avril 2020.

Le général,
commandant la région de gendarmerie de Champagne-Ardenne,
commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Marne,
R. de Lorgeril

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France

Décision n° 5774 du 7 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
du groupement de gendarmerie départementale de la Somme

NOR : INTJ2008310S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 21827 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930011S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Deroy	Thierry	NIGEND : 153 943	NLS : 8 011 733
--------------	---------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Schietequatte	Antoine	NIGEND : 184 395	NLS : 8 046 530
Barrier	Laurent	NIGEND : 148 845	NLS : 8 006 837

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Crommelinck	David	NIGEND : 213 912	NLS : 8 063 853
Plouvier	Romuald	NIGEND : 164 022	NLS : 8 023 972
Blériot	Vincent	NIGEND : 161 713	NLS : 8 018 710
Cerf	David	NIGEND : 164 692	NLS : 8 021 117
Léonardon	Aurore	NIGEND : 308 213	NLS : 8 091 577
Duriez	Alexandre	NIGEND : 247 257	NLS : 8 089 139

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Opsomer	Sandrine	NIGEND : 312 601	NLS : 8 093 578
Roux	Benjamin	NIGEND : 302 131	NLS : 8 101 956
Hannon	François	NIGEND : 368 072	NLS : 8 150 373
Varin	Simon	NIGEND : 326 703	NLS : 8 115 452
Dupuis	Tiphaine	NIGEND : 356 941	NLS : 8 147 538
Galvan	Thomas	NIGEND : 340 083	NLS : 8 110 707

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 avril 2020.

*Le général,
commandant adjoint de la région de gendarmerie
des Hauts-de-France,
commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Somme,
M. Frustié*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale

Décision n° 21122 du 7 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
des organismes centraux – branche « administrative et technique »
NOR : INTJ2008315S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 71121 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930016S) ;

Vu la décision n° 6229 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930022S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Bousquet	Christophe	NIGEND : 133 047	NLS : 5 295 209
-----------------	------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Accard	Bruno	NIGEND : 201 983	NLS : 8 044 181
Melka	Julien	NIGEND : 301 275	NLS : 8 090 069
Blanc	Geoffrey	NIGEND : 220 420	NLS : 8 072 686

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Culos	Olivier	NIGEND : 325 564	NLS : 8 115 127
--------------	---------	------------------	-----------------

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 avril 2020.

Le général de division,
commandant du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale,
O. Guérif

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

Décision n° 2692 du 7 avril 2020
portant promotion des sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la gendarmerie des transports aériens
NOR : INTJ2008317S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 11295 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930018S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Chesneau	Éric	NIGEND : 143 160	NLS : 8 002 669
-----------------	------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

André	Arnaud	NIGEND : 152 648	NLS : 8 010 600
--------------	--------	------------------	-----------------

Article 3

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Kaminski	Gérard	NIGEND : 132 411	NLS : 5 295 457
-----------------	--------	------------------	-----------------

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Niang	M'Baye	NIGEND : 316 845	NLS : 8 110 929
--------------	--------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 avril 2020.

Le général,
commandant la gendarmerie des transports aériens,
J.-P. Gesnot

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

Décision n° 4433 du 7 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la gendarmerie maritime
 NOR : INTJ2008326S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 16818 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930024S),

Décide :

Article 1^{er}L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Bastianini	Thierry	NIGEND : 145 024	NLS : 8 003 802
-------------------	---------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Minaud	Eudes	NIGEND : 168 776	NLS : 8 024 572
Rivalain	Pascal	NIGEND : 140 156	NLS : 5 323 584

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Hardion	Olivier	NIGEND : 219 686	NLS : 8 072 170
Bègue	Magali	NIGEND : 218 764	NLS : 8 071 468

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Rey	Raihei	NIGEND : 351 717	NLS : 8 117 502
Haubois	Yann	NIGEND : 310 124	NLS : 8 107 113
Druyer	Florent	NIGEND : 238 436	NLS : 8 087 100

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 avril 2020.

Le colonel,
commandant en second la gendarmerie maritime,
 A. Le Droff

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

Décision n° 17082 du 8 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie
pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est
NOR : INTJ2008288S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 71137 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929991S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Albero	Stéphane	NIGEND : 152 794	NLS : 8 010 700
---------------	----------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Lecocq	Philippe	NIGEND : 147 486	NLS : 8 004 286
---------------	----------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Agüero	Thomas	NIGEND : 234 571	NLS : 8 086 626
Abarkan	Fikri	NIGEND : 248 446	NLS : 8 089 626
Tomaszewski	Thomas	NIGEND : 316 498	NLS : 8 092 555

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Hama	René	NIGEND : 233 827	NLS : 8 079 571
Laurent	Mathieu	NIGEND : 315 846	NLS : 8 136 734
Menoud	Olivier	NIGEND : 343 206	NLS : 8 045 055

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 avril 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*
P. Guimbert

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Occitanie

Décision n° 9411 du 9 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements
de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne,
des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne
 NOR : INTJ2008297S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 34323 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930000S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Senty	Rémy	NIGEND : 149 716	NLS : 8 007 585
Delcour	Alexandre	NIGEND : 164 704	NLS : 8 021 129

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Péru	Christophe	NIGEND : 193 164	NLS : 8 047 399
De Haro	Olivier	NIGEND : 151 464	NLS : 8 009 720
Destain	Jean-Marc	NIGEND : 158 159	NLS : 8 015 538

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Milhoud	Hélène	NIGEND : 307 265	NLS : 8 091 298
Lemoine	Philippe	NIGEND : 225 207	NLS : 8 084 010
Guénéguan	Sébastien	NIGEND : 162 916	NLS : 8 019 242
Fleurant	Pascal	NIGEND : 148 716	NLS : 8 006 623
Picot	Yoann	NIGEND : 219 117	NLS : 8 071 766
Toco	Victor	NIGEND : 150 082	NLS : 8 007 795
Appéré	Morgane	NIGEND : 228 784	NLS : 8 076 840
Biardeau	Jérémy	NIGEND : 341 145	NLS : 8 110 769
Carbillet	Maxime	NIGEND : 318 823	NLS : 8 092 643

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Faure	Edwige	NIGEND : 236 641	NLS : 8 086 774
Bazin	Sylvie	NIGEND : 192 206	NLS : 8 040 136
Buisson-Chavot-Guichard	Vincent	NIGEND : 190 708	NLS : 8 044 343
Noël	Cynthia	NIGEND : 337 355	NLS : 8 134 983
Touvron	Rudy	NIGEND : 189 993	NLS : 8 044 355
Baïdal	Christophe	NIGEND : 229 699	NLS : 8 077 486

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 avril 2020.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*
J. Plays

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Décision n° 14683 du 10 avril 2020
portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie de la spécialité « montagne »
NOR : INTJ2006727S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu la décision n° 79807 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1933457S),

Décide :

Article 1^{er}

La maréchale des logis-chef dont le nom suit est promue au grade d'adjudante le 1^{er} mai 2020 :

Coldefy	Alice	NIGEND : 244 912	NLS : 8 097 334
----------------	-------	------------------	-----------------

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général,
sous-directeur de la gestion du personnel,
L. Le Gentil

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

Décision n° 683 du 10 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la gendarmerie de l'armement
NOR : INTJ20008325S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 2242 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930023S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Perrault	Philippe	NIGEND : 146 010	NLS : 5 272 631
-----------------	----------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Ruhland	Frédéric	NIGEND : 161 436	NLS : 8 018 488
----------------	----------	------------------	-----------------

Article 3

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Goudeau	Guillaume	NIGEND : 227 393	NLS : 8 075 768
----------------	-----------	------------------	-----------------

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Richelet	Alexandre	NIGEND : 360 810	NLS : 8 144 017
-----------------	-----------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2020.

Le général,
commandant la gendarmerie de l'armement,
M. Hamel

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Décision n° 19699 du 10 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité
« systèmes d'information et de communication »
 NOR : INTJ2009506S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu la décision n° 79809 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1933455S),

Décide :

Article 1^{er}L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Gil	Carlos	NIGEND : 165 060	NLS : 8 021 746
------------	--------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Benuzzi	Fabrice	NIGEND : 165 639	NLS : 8 022 208
Robin	Vincent	NIGEND : 137 776	NLS : 5 281 887
Mouthon	Olivier	NIGEND : 191 803	NLS : 8 042 587

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Santacreu	Romuald	NIGEND : 169 230	NLS : 8 024 494
Cretin	Cédric	NIGEND : 303 526	NLS : 8 090 814
Geoffroy	Nicolas	NIGEND : 181 576	NLS : 8 040 801
Poillâne	Daniel	NIGEND : 161 905	NLS : 8 018 877
Thomas	Laurent	NIGEND : 156 663	NLS : 8 014 186
Caparos	Hervé	NIGEND : 164 051	NLS : 8 020 808
Fickinger	Vincent	NIGEND : 218 595	NLS : 8 071 350

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Guilloud	Rémi	NIGEND : 323 592	NLS : 8 114 084
Chaîne	Aurore-Emmanuelle	NIGEND : 351 535	NLS : 8 141 327
Lacroix	Aurélien	NIGEND : 342 689	NLS : 8 137 926
Martin	Lucas	NIGEND : 351 064	NLS : 8 140 966

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général,
sous-directeur de la gestion du personnel,
L. Le Gentil

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale

Décision n° 1516 du 15 avril 2020
portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général
du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale
NOR : INTJ2008322S

Le commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 6229 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930022S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Jadot	Boris	NIGEND : 189 262	NLS : 8 039 145
--------------	-------	------------------	-----------------

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 avril 2020.

Le général,
commandant le pôle judiciaire
de la gendarmerie nationale,
P. Touron

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves de la gendarmerie

Circulaire n° 593 du 23 avril 2020
relative à l'avancement des officiers et à la nomination au grade de sous-lieutenant
des aspirants et des sous-officiers de la réserve opérationnelle pour l'année 2020
NOR : INTJ2008105C

Références :

- Code de la défense ;
- Code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;
- Décret n° 2015-296 du 16 mars 2015 portant amélioration et simplification des règles de gestion de la réserve militaire ;
- Arrêté du 6 avril 2020 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle ;
- Arrêté du 7 juin 2010 pris pour l'application de l'article R. 4221-21 du code de la défense ;
- Arrêté du 4 août 2010 modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4163-3 du code de la défense ;
- Circulaire n° 14000/GEND/DSF/SDOE/BORG du 31 mars 2017 relative à l'organisation de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale ;
- Directive n° 230885/DEF/DRH-MD/SPGRH/FM.3 du 29 octobre 2009 relative aux ressources humaines de la réserve opérationnelle et à l'honorariat du grade (BOC n° 47 du 4 décembre 2009, texte 1).

Annexes :

- I - Déclaration de candidature au grade de sous-lieutenant de réserve ;
- II - Etat récapitulatif des sous-officiers proposables au titre de l'article R. 4221-21 CD.

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions d'exécution du travail concourant à la promotion et à la nomination des officiers de réserve rattachés au corps des officiers de gendarmerie et au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Afin d'alléger le travail des échelons déconcentrés, le commandement des réserves de la gendarmerie (CRG) se charge de l'extraction et de la fiabilisation des états récapitulatifs pour l'ensemble des officiers de leur périmètre de gestion, à charge pour les formations administratives de procéder à une ultime vérification et à opérer le fusionnement, avec mention d'appui, de leur population.

1. RAPPEL DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

1.1. L'officier ou le sous-officier de réserve ne peut être promu au grade supérieur que s'il compte, dans le grade détenu, une ancienneté au moins égale à celle de l'officier ou du sous-officier de carrière du même corps et du même grade le moins ancien en grade promu, à titre normal, la même année (article L. 4143-1 du code de la défense).

En cas d'absence de promotion d'un officier d'active du même corps ou du même grade, une promotion d'officiers de réserve peut être prononcée. L'ancienneté requise correspond alors à celle de la dernière promotion effectuée dans le corps et le grade de référence (article L. 4143-1 du code de la défense).

1.2. Conformément aux dispositions de l'article R. 4221-23 du code de la défense, l'avancement de grade des réservistes est prononcé uniquement au choix. Sous réserve de l'application des articles R. 4221-21

(avancement contingenté) et R. 4221-22 (PEOR) dudit code, les promotions ont lieu de façon continue de grade à grade.

1.3. Les réservistes recrutés en qualité de **spécialiste** au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense (RO1-S) ainsi que les réservistes citoyens de défense et de sécurité (RCDS) détiennent un grade conféré. **Ils ne peuvent pas, de fait, et ne doivent pas être proposés à l'avancement.**

1.4. L'article R. 4221-21 du code de la défense permet la **nomination exceptionnelle**, contingentée et sous conditions, de sous-officiers au premier grade d'officier (sous-lieutenant). Pour être autorisée à mettre en œuvre cette procédure particulière, la gendarmerie doit adresser au ministre de l'intérieur le nombre de réservistes pressentis pour en bénéficier. **Cette procédure constituant une dérogation au droit commun, il convient de lui conserver son caractère exceptionnel.**

2. CONDITIONS D'AVANCEMENT DES OFFICIERS, DES ASPIRANTS ET DES SOUS-OFFICIERS DE RÉSERVE

2.1. Conditions à remplir par les officiers de réserve

Pour être proposables, les candidats doivent réunir les conditions suivantes :

2.1.1. Conditions générales

Être titulaire d'un contrat d'engagement à servir dans la réserve opérationnelle (ESR) en cours de validité au 1^{er} décembre 2020.

2.1.2. Conditions d'ancienneté

2.1.2.1. Officiers de réserve rattachés au corps des officiers de gendarmerie :

POUR LE GRADE DE	GRADE ET ANCIENNETÉ MINIMUM DE GRADE EXIGÉS
Colonel	3 ans, 11 mois et 29 jours minimum d'ancienneté de grade au 31 décembre 2020
Lieutenant-colonel	4 ans, 4 mois et 29 jours minimum d'ancienneté de grade au 31 décembre 2020
Chef d'escadron	4 ans, 4 mois et 29 jours minimum d'ancienneté de grade au 31 décembre 2020
Capitaine	4 ans et 29 jours minimum d'ancienneté de grade au 31 décembre 2020
Lieutenant	1 an et 29 jours minimum d'ancienneté de grade au 31 décembre 2020

2.1.2.2. Officiers de réserve rattachés au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale :

POUR LE GRADE DE	GRADE ET ANCIENNETÉ MINIMUM DE GRADE EXIGÉS
Colonel	6 ans, 9 mois et 29 jours minimum d'ancienneté de grade au 31 décembre 2020
Lieutenant-colonel	5 ans, 9 mois et 29 jours minimum d'ancienneté de grade au 31 décembre 2020
Commandant	5 ans, 4 mois et 29 jours minimum d'ancienneté de grade au 31 décembre 2020
Capitaine	3 ans, 4 mois et 29 jours minimum d'ancienneté de grade au 31 décembre 2020
Lieutenant	1 an et 29 jours minimum d'ancienneté de grade au 31 décembre 2020

Une attention toute particulière doit être portée aux officiers issus des changements d'armée afin qu'ils conservent leur ancienneté de grade préalable à leur admission en gendarmerie.

Qu'il s'agisse des officiers de réserve rattachés au corps des officiers de gendarmerie ou des officiers de réserve rattachés au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale, l'ancienneté de grade doit tenir compte des éventuelles interruptions entre la date de retraite et du 1^{er} ESR ainsi qu'entre les ESR successifs, conformément à l'article R. 4221-24 du code de la défense.

Les anciens militaires d'active de la gendarmerie doivent avoir été radiés ou rayés des contrôles avant le 31 décembre 2019. Les anciens militaires d'active ou de réserve des autres armées et services rattachés doivent quant à eux avoir intégré la réserve opérationnelle de la gendarmerie avant cette même date. Conformément au nouvel arrêté de sixième référence, **les anciens militaires de la gendarmerie comme ceux des autres armées doivent avoir chacun effectué un minimum de cinq jours d'activité sous ESR de la gendarmerie avant le 31 décembre 2019.**

2.2. Conditions à remplir par les aspirants de réserve pour une nomination au grade de sous-lieutenant :

- être titulaire d'un contrat ESR en cours de validité au 1^{er} décembre 2020 ;
- être proposé par la formation administrative d'affectation, au regard de la manière de servir ;
- compter au moins trois mois d'ancienneté de grade au 1^{er} décembre 2020 ;
- détenir des aptitudes au commandement.

2.3. Conditions à remplir par les sous-officiers de réserve au titre de l'article R. 4221-21 du code de la défense pour une nomination au premier grade d'officier de réserve :

- être titulaire soit d'une licence de l'enseignement supérieur général ou technologique ou d'un autre titre ou diplôme classé ou homologué au moins au niveau 6, soit du diplôme de qualification supérieure gendarmerie ou d'un diplôme équivalent des autres forces armées ;
- être titulaire d'un contrat ESR en cours de validité au 1^{er} décembre 2020 ;
- réunir au moins deux ans de grade de sous-officier et être à plus de deux ans de la limite d'âge de leur grade au 1^{er} décembre 2020 ;
- pour les anciens militaires de carrière ou contractuels, avoir été radié des cadres ou rayé des contrôles au plus tard au 31 décembre 2019 ;
- avoir effectué sous ESR gendarmerie au moins 30 jours d'activité cumulés au 31 décembre 2019 ;
- être bien noté ;
- détenir des aptitudes au commandement.

3. NOUVELLE PROCEDURE : TRAVAIL PREPARATOIRE EFFECTUE PAR LE CRG

Les circonstances particulières liées à la crise sanitaire COVID-19 conduisent cette année à expérimenter une nouvelle procédure pour conduire les travaux d'avancement. Ainsi, le commandement des réserves va procéder lui-même à l'édition, pour chaque formation administrative, des états récapitulatifs des officiers (tous corps et tous grades), **à partir d'agorh@, depuis le requêtage ALV et un contrôle effectué par extraction dans la base SAP¹.**

Une première vérification des données de ces états est réalisée par le CRG, et une distinction est établie selon que les personnels remplissent ou non les conditions. Des SPR pourront être sollicitées afin d'aider à la correction de toutes les anomalies qui seraient constatées.

Le CRG procède ensuite, et en tout état de cause avant le 15 mai 2020, à l'envoi individualisé des états récapitulatifs à chaque formation administrative.

4. TRAVAUX A REALISER PAR CHAQUE FORMATION ADMINISTRATIVE

A la réception des états envoyés par le CRG, les formations doivent :

- effectuer une nouvelle vérification des états et distinguer les personnels en fonction de leur origine de recrutement ;
 - réaliser le fusionnement ;
 - adjoindre les mentions d'appui ;
 - réaliser les travaux de l'avancement contingenté ;
- avant de procéder à leur transmission au CRG.

4.1. Vérification de l'exactitude et de l'exhaustivité des états

¹ SAP : Systems, Applications and Products for Data Processing – ALV : Abap List Viewer.

Les états récapitulatifs envoyés par le CRG sont issus d'agorh@ et peuvent ne pas prendre en compte des décalages d'intégration². Il appartient en conséquence à chaque formation administrative de vérifier l'exactitude et l'exhaustivité des états, en s'assurant que tous les officiers de leur périmètre de gestion apparaissent. En effet, quand bien même le CRG a procédé à un allègement des tâches déconcentrées par cette nouvelle procédure, **les commandants de formation administrative restent pleinement garants du contenu des états qu'ils valident par leur signature.**

A cet effet, les modifications sollicitées par le CRG dans les états transmis (colonne « observations éventuelles ») devront impérativement être prises en compte et faire l'objet d'une correction dans SAP, de façon à également fiabiliser ces données pour les années prochaines.

Lorsque dans un grade il n'y a aucun proposable, un état « absence de proposable », signé par le commandant de formation administrative, doit **impérativement** être joint aux travaux. Cet état atteste de l'absence de proposable dans le grade concerné.

4.2. Réalisation du fusionnement

Pour le fusionnement des proposables, il doit être tenu compte de :

- la durée des activités effectuées au sein de la réserve militaire durant les cinq dernières années, de 2015 à 2019 inclus. Ces activités sont arrêtées au 31 décembre 2019.

- la qualité du renfort apporté à la gendarmerie et son impact, en particulier pour les officiers occupant de hautes fonctions ou responsabilités.

Tout réserviste qui remplit les conditions requises est pris en compte pour l'avancement de l'année et fusionné par sa formation administrative d'affectation. Le cas particulier des sous-officiers de réserve réunissant les conditions pour être nommés au premier grade d'officier est évoqué au paragraphe 4.4.

Les réservistes proposables rattachés au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale font l'objet d'un fusionnement distinct.

Les réservistes proposables affectés au GIGN, en gendarmerie de l'air, maritime, des transports aériens, de l'armement, au commandement de la gendarmerie d'outre-mer (CGOM), au commandement de la gendarmerie prévôtale (CGP), au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale (COMSOPGN) et à la garde républicaine sont fusionnés par leur commandement respectif.

4.3. Ajout de mentions d'appui

Le commandant de formation administrative ajoute une mention pour chacun des officiers selon les critères suivants :

- TSA (tout spécialement appuyé) : l'inscription est très souhaitable, le report à l'année suivante serait regrettable

- TA (très appuyé) : l'inscription est souhaitable ;

- P (proposé) : l'inscription peut être raisonnablement envisagée. Toutefois, le report est tout à fait admissible ;

- A (ajourné) : l'inscription n'est pas souhaitable pour cette année au moins ;

- NP (non proposé) : l'inscription n'est pas demandée.

4.4. Établissement des travaux d'avancement à titre exceptionnel des sous-officiers de réserve en application de l'article R. 4221-21 du code de la défense (CD)

Le commandant de formation administrative informe les sous-officiers, réunissant les conditions techniques détaillées au paragraphe 2.3, qu'il souhaite voir nommer au premier grade d'officier. Pour cela, il leur adresse une correspondance à laquelle est jointe la pièce figurant en annexe I.

Remarque : il s'agit bien d'un choix du commandement et non d'une candidature spontanée exprimée par les sous-officiers. De ce fait, les mentions de propositions A ou NP sont à proscrire.

Sont établis, au vu des sous-officiers sélectionnés :

² Exemples du renouvellement d'un contrat intervenu entre la date d'export du CRG et la transmission à la FA ou d'une décision de changement de corps.

- un rapport succinct faisant ressortir les qualités et les compétences des candidats, ainsi que l'intérêt de l'institution pour leur nomination ;
- un état nominatif et récapitulatif des activités des sous-officiers proposables (**les candidats sont fusionnés entre eux TSA, TA ou P**) - (annexe II).

4.5. Transmission des états récapitulatifs

L'ensemble des états récapitulatifs (tableaux transmis par le CRG pour l'avancement à titre normal et annexe II pour l'avancement au titre de l'article R. 4221-21 du CD) sont transmis par messagerie électronique³ au Commandement des réserves - Bureau concept et doctrine de la réserve (BCDR) **avant le 15 juillet 2020**, en version OpenOffice.org / Calc et en version signée par le commandant de formation administrative (scan en pdf).

Les originaux papiers seront conservés par la FA. Ils sont susceptibles d'être demandés en cas de litige ou de recours.

Simultanément à ces états, sont transmis, pour le recrutement au titre de l'article R. 4221-21 du CD :

- le rapport concernant chaque candidat ;
- le justificatif du diplôme détenu cité conformément au paragraphe 2.3 ;
- un extrait d'acte de naissance.

5. POINTS D'ATTENTION JUSQU'A LA PARUTION DES TABLEAUX D'AVANCEMENT

L'attention est tout particulièrement attirée sur les dates de validité des ESR (la date de début de l'ESR est la date de signature par le commandant de formation administrative). Le cas échéant, il importe de prendre toutes dispositions pour assurer le renouvellement des contrats arrivant à échéance avant le 1^{er} décembre 2020.

Le CRG/BCDR devra être informé dans les meilleurs délais, de toutes les modifications faisant suite à l'envoi des états et impliquant un réserviste candidat à l'avancement, notamment :

- la résiliation du contrat ESR ou la radiation de la réserve d'un officier jusqu'à la date de promotion fixée au 1^{er} décembre 2020, notamment dans le cadre d'un officier de gendarmerie effectuant une demande de changement d'armée ;
- un changement de résidence du réserviste entraînant un transfert du contrat ESR dans une autre formation administrative (le réserviste devra alors être fusionné par sa nouvelle FA) ;
- le changement de corps qui impose des modifications puisque le réserviste conserve son ancienneté de grade ;
- tout renouvellement de contrat qui ne borne pas la fin du précédent et une éventuelle suspension de contrat (imposant une modification du calcul de l'ancienneté établie au 31 décembre 2020).

La présente circulaire abroge la circulaire n° 756 du 4 juin 2019 (NOR INTJ1913665C) et sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 avril 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie, secrétaire général de la réserve
citoyenne de défense et de sécurité,
 O. Kim

³ anne-marie.fournier@gendarmerie.interieur.gouv.fr, caroline.brulez@gendarmerie.interieur.gouv.fr, cedric.bouquet@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Annexe I

**NOMINATION AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT DE RÉSERVE
DES SOUS-OFFICIERS AU TITRE DE L'ARTICLE R. 4221-21 DU CODE DE LA DÉFENSE**

Je soussigné ⁽¹⁾ déclare :

- ☐ **être candidat** pour une nomination au grade de sous-lieutenant de réserve. ⁽²⁾
- ☐ **ne pas être candidat** pour une nomination au grade de sous-lieutenant de réserve. ⁽²⁾

A, le

(Signature)

- Réponse souhaitée pour le
- Au-delà de cette limite, votre réponse ne sera pas prise en compte.

⁽¹⁾ Grade, prénom, nom

⁽²⁾ Cocher l'une des deux cases

Annexe II

Formation administrative de

ANNEE 2020

**Etats récapitulatifs des sous-officiers
proposables pour le grade de sous-lieutenant
(article R.4221-21 du code de la défense) (a)**

	Matricule	Nom	Prénoms	Né(e) le	Age	Pot. Apts. date expiration	date refracte gendarme le (achet)	date de l'écrit indication dans RS01 gendarme (e)	ancienneté dans les réserves (RS01) au 31/12 de l'année N	date de fin du dernier contrat ESR	Limite âge grade RS	Date grade actuel	Ancienneté de grade	Niveau OAG Groupe tit	Niveau tit	Unité	Nb jours activité an moins 1	Nb jours activité an moins 2	Nb jours activité an moins 3	Nb jours activité an moins 4	Nb jours activité an moins 5	Nb total jours d'activité réserve	Niveau u note N-1	Niveau u note N-2	Niveau u note N-3	
1																										
2	164588	Bourasse	Gabriel	18/10/1971	49 A 1 M 14 J	RS01	30/04/2018	27/08/2019	1 A 4 M 4 J		2035	01/08/2016	3 A 1 M 4 J	RGALS	GGD08		Compagnie de réserve territoriale 683 COLMAR	0	0	0	0	1	1	14	14	0
3	138495	Scheler	André, Edmond, Nicolas	02/11/1958	62 A 1 M 0 J	RS01	02/06/2018	09/11/2016	4 A 1 M 22 J		2022	01/12/2019	1 A 1 M 0 J	RGALS	GGD07		Compagnie de réserve territoriale 672 STRASBOURG	0	5	73	49	26	153	15	0	15
4	151489	Célon	Marcel René, Emiel	01/08/1963	57 A 4 M 1 J	RS01	02/11/2005	15/12/2005	15 A 0 M 16 J		2027	01/12/2016	4 A 1 M 0 J	RGALS	GGD08		Compagnie de réserve territoriale 681 COLMAR	50	18	47	15	12	142	14	15	0
5	266556	Burdett	Christian	20/06/1965	55 A 5 M 4 J	RS01		01/06/1995	25 A 7 M 0 J		2029	01/12/2019	1 A 1 M 0 J	RGALS	GGD08		Compagnie de réserve territoriale 683 COLMAR	38	40	37	24	13	152	15	15	0
6	267041	Charbon	Olivier, Nicolas	28/11/1960	60 A 0 M 4 J	RS01		01/02/1996	24 A 11 M 0 J		2024	01/12/2017	3 A 1 M 0 J	RGALS	GGD07		Compagnie de réserve territoriale 671 STRASBOURG	40	51	51	41	29	212	18	0	18
7	266137	Altamirondo	Yves, Joël, Michel	10/04/1966	54 A 7 M 22 J	RS01		25/04/2002	32 A 6 M 10 J	30/03/2020	2030	01/10/2009	11 A 3 M 0 J	RGALS	GGD08		Compagnie de réserve territoriale 683 COLMAR	32	44	47	34	36	193	18	19	0
8	266296	Bailler	Denis, Roger	21/10/1964	56 A 1 M 11 J	RS01		01/10/1995	25 A 3 M 0 J		2028	01/12/2009	11 A 1 M 0 J	RGALS	GGD07		Compagnie de réserve territoriale 674 STRASBOURG	29	53	51	44	29	206	19	0	19
9	106974	Kontz	Denis	24/03/1958	62 A 8 M 8 J	RS01	03/12/1996	04/12/1996	24 A 0 M 27 J		2022	01/12/2011	9 A 1 M 0 J	RGALS	GGD08		Etat-major de groupement de gendarmes départementale de réserve 68	18	35	43	24	25	145	18	18	0
10	107593	Vellen	Rémy, Jean- Léon	18/09/1960	60 A 2 M 14 J	R401	31/12/2014	18/02/2015	4 A 11 M 17 J		2024	01/07/2014	4 A 11 M 17 J				Compagnie de réserve territoriale 671 STRASBOURG	17	24	49	10	0	100	18	0	18
11	107753	Hornecourt	Christian, Bernard	12/10/1960	60 A 1 M 20 J	RS01	30/04/2017	19/06/2017	3 A 6 M 12 J		2024	01/08/2012	8 A 3 M 12 J	RGALS	GGD07		Compagnie de réserve territoriale 671 STRASBOURG	0	0	55	125	57	237	19	0	19
12																										
13																										
14																										
15																										

A : le
Le
Commandant ... (la formation administrative) de ...

ATTENTION : les mentions de proposition sont uniquement TSA, TA et P

(a) Tous les militaires volontaires qui remplissent les conditions et dont la candidature est retenue par le commandant de formation administrative doivent apparaître sur cet état.
RAPPEL : les candidats doivent être à plus de deux ans de la limite d'âge de leur grade au 1^{er} décembre 2020 pour pouvoir être proposés.

Cet état doit être extrait de l'ALV Avancement et réalisé sous OpenOffice.org Calc sans en modifier les caractéristiques.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

Décision n° 4893 du 27 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la garde républicaine – branche « infanterie »

NOR : INTJ2010482S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17888 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929967S),

Décide :

Article 1^{er}L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2020 :

Boucquey	Pascal	NIGEND : 122 613	NLS : 5 243 215
-----------------	--------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2020 :

Fichaux	Olivier	NIGEND : 166 628	NLS : 8 022 839
----------------	---------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2020 :

Marzi	Bastien	NIGEND : 248 208	NLS : 8 089 529
Pourredon	Mathieu	NIGEND : 247 353	NLS : 8 089 228
Blanchet	Thomas	NIGEND : 228 315	NLS : 8 058 475

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2020 :

Delahaye	Sébastien	NIGEND : 335 396	NLS : 8 105 419
Vanneste	Sébastien	NIGEND : 371 251	NLS : 6 782 200
Ortuno	Arthur	NIGEND : 335 505	NLS : 8 105 447

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 avril 2020.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. Bio Farina*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 4894 du 27 avril 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ2010483S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17889 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1922969S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2020 :

Martin	Nicolas	NIGEND : 173 949	NLS : 8 027 761
---------------	---------	------------------	-----------------

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2020 :

Leau	Virginie	NIGEND : 243 090	NLS : 8 088 624
-------------	----------	------------------	-----------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 avril 2020.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. Bio Farina*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

Décision n° 4896 du 27 avril 2020
portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général
de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »

NOR : INTJ2010484S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17890 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929971S),

Décide :

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2020 :

Collemare

Marie

NIGEND : 333 169

NLS : 8 057 595

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 avril 2020.

Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. Bio Farina

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 10660 du 3 mai 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie
pour la zone de défense et de sécurité Ouest
NOR : INTJ2008277S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 45686 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929980S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2020 :

Perrier	Jérôme	NIGEND : 163 202	NLS : 8 019 983
----------------	--------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2020 :

Robic	Yann	NIGEND : 164 349	NLS : 8 021 079
Branger	Damien	NIGEND : 134 093	NLS : 5 294 910
Haméon	Johann	NIGEND : 152 568	NLS : 8 010 431

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2020 :

Guillonneau	Michel	NIGEND : 162 529	NLS : 8 019 433
Lecardonnel	Adrien	NIGEND : 218 066	NLS : 8 071 038
Delangue	Grégory	NIGEND : 238 094	NLS : 8 082 731
Horvath	Maxime	NIGEND : 235 262	NLS : 8 086 460

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2020 :

Alili	Brahim	NIGEND : 352 481	NLS : 8 143 224
Hautecoeur	François	NIGEND : 348 877	NLS : 8 045 123
Moriceau	Jonathan	NIGEND : 229 941	NLS : 8 077 455
Avril	Romain	NIGEND : 349 862	NLS : 8 117 044
Carlier	Eric	NIGEND : 338 162	NLS : 8 106 458

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*
A. Pidoux

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes

Décision n° 5075 du 4 mai 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général
du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme
 NOR : INTJ2010506S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 18041 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929993S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2020 :

Guizzon	Bruno	NIGEND : 134 499	NLS : 5 295 939
----------------	-------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2020 :

Burdet	Jean-Paul	NIGEND : 155 258	NLS : 8 012 720
---------------	-----------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2020 :

Molles	Damien	NIGEND : 214 730	NLS : 8 068 609
M'Kadmi	Hakim	NIGEND : 214 824	NLS : 8 069 098
Crochepeyre	Marie	NIGEND : 217 279	NLS : 8 070 689
Rogani	Virginie	NIGEND : 304 960	NLS : 8 091 011
Payet	Gilles	NIGEND : 226 438	NLS : 8 074 938
Durand	Philippe	NIGEND : 177 129	NLS : 8 031 653

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2020 :

Duhant	Guillaume	NIGEND : 238 808	NLS : 8 083 162
Dobigny-Serody	Frédéric	NIGEND : 326 952	NLS : 6 680 018
Poivet	Sébastien	NIGEND : 247 319	NLS : 8 089 172

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 mai 2020.

Le général,
commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,
commandant le groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,
P. Ott

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Occitanie

Décision n° 11435 du 7 mai 2020
portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements
de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne,
des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne
 NOR : INTJ2010511S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 34323 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930000S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2020 :

Camps	Martial	NIGEND : 140 939	NLS : 8 000 413
--------------	---------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2020 :

Mailho	Stéphane	NIGEND : 165 241	NLS : 8 021 859
Cormary	Denis	NIGEND : 208 781	NLS : 8 062 397
Lorvellec	Bernard	NIGEND : 161 410	NLS : 8 018 471
Andrau	Nicolas	NIGEND : 187 967	NLS : 8 038 504

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2020 :

Cano	Mathieu	NIGEND : 309 908	NLS : 8 091 994
Lafont	Mathieu	NIGEND : 175 920	NLS : 8 033 638
Sakezin	Denis	NIGEND : 174 718	NLS : 8 028 182
Algans	Thibaut	NIGEND : 214 791	NLS : 8 069 049
Cotton	James	NIGEND : 162 350	NLS : 8 019 319
Carroi	Romain	NIGEND : 226 606	NLS : 8 075 031
Donnadieu	Christophe	NIGEND : 216 569	NLS : 8 064 371
Petit	Vivian	NIGEND : 170 143	NLS : 8 025 373
Oniskiewicz	Yann	NIGEND : 195 539	NLS : 8 048 045

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2020 :

Calméjane	Thomas	NIGEND : 216 289	NLS : 8 070 013
Rouault	Stéphane	NIGEND : 308 657	NLS : 8 105 739
Cazaux	Yohann	NIGEND : 189 996	NLS : 8 050 187
Ruiz	Vincent	NIGEND : 328 277	NLS : 8 116 525
Doillet	Nicolas	NIGEND : 343 800	NLS : 8 138 466
Carrière	Denis	NIGEND : 307 865	NLS : 8 091 508

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 mai 2020.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*
J. Plays

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la police nationale

Arrêté du 22 mai 2020
relatif au tableau d'avancement au grade de commissaire général de police
au titre de l'année 2020

NOR : *INTC2011418A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié, fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-939 du 2 août 2005 modifié, portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale ;

Vu l'avis de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de conception et de direction de la police nationale, émis lors de sa réunion du 15 mai 2020 ;

Sur la proposition du directeur général de la police nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les commissaires divisionnaires de police dont les noms suivent sont inscrits au tableau d'avancement au grade de commissaire général de police, au titre de l'année 2020, et promus à ce grade à compter du 1^{er} janvier 2020, à l'exception de Mme Deplace (Véronique), épouse Orebi promue le 1^{er} février 2020, M. Heip (Eric) promu le 1^{er} février 2020, Mme Parent De Ragueneil (Edith) promue le 27 février 2020, M. Goffin (Philippe) promu le 1^{er} mars 2020, M. Fougereau (Jean-Philippe) promu le 1^{er} mars 2020, M. Pérignon (Eric) promu le 1^{er} mars 2020, M. Lapaque (Pierre) promu le 1^{er} avril 2020, Mme Desmoulin (Maryse), épouse De Moor promue le 1^{er} mai 2020, M. Laune (Michel) promu le 4 mai 2020, M. Bardin (Olivier) promu le 1^{er} juin 2020, M. Bordereau (Pierre) promu le 30 juin 2020, M. Terrenoir (Vincent) promu le 1^{er} juillet 2020, M. Mathe (Thierry) promu le 1^{er} août 2020, Mme Tiedrez (Pascale) promue le 1^{er} septembre 2020.

- 1 M. Frizon (Philippe).
- 2 M. Bouard (Nelson).
- 3 Mme Panayotoff-Lasserre (Joëlle).
- 4 M. Faivre (Jean-Luc).
- 5 M. Garcia (Serge).
- 6 Mme Tomatis (Isabelle), épouse Griffon.
- 7 M. Perrault (François).
- 8 M. De Ricolfis (Thomas).

- 9 M. Maudier (Eric).
- 10 M. Espinasse (Xavier).
- 11 M. Cosse (Jean-François).
- 12 Mme Danielo-Feucher (Sylvie).
- 13 M. Marciano (Alain).
- 14 Mme Chevré-Gray (Sophie).
- 15 M. Declercq (Nicolas).
- 16 M. Heuze (Michel).
- 17 Mme Morel (Nathalie), épouse Al Tukmachi.
- 18 M. Doidy (Frédéric).
- 19 M. Guérin (Pierre-François).
- 20 Mme Teulat (Florence).
- 21 M. Le Beguec (Vincent).
- 22 M. Wulveryck (Christian).
- 23 M. Emig (Marc).
- 24 Mme Maldonado (Valérie), épouse Raguét.
- 25 M. Dunand (Jean-Claude).
- 26 M. Martin (Jérôme).
- 27 M. Peyran (Frédéric).
- 28 M. Dimpres (Olivier).
- 29 M. Hartmann (Thierry).
- 30 M. Rousseu (Pascal).
- 31 Mme Mazel (Marie-Josèphe).
- 32 Mme Vuillemot (Natacha), épouse Merrien.
- 33 M. Avoine (Vincent).
- 34 Mme Blanc (Magali), épouse Caillat.
- 35 M. De Wilde (Thierry).
- 36 M. Morin (Emmanuel).
- 37 Mme Goetz (Valérie).
- 38 M. Casteldaccia (José).
- 39 M. Arleri (Lucien).
- 40 Mme Skiba (Nathalie), épouse Lefebvre.
- 41 M. Prost (Jean).
- 42 M. Martin (Didier).
- 43 Mme Gonachon (Patricia).
- 44 M. Laberche (Patrick).
- 45 Mme Tallevast (Nathalie).
- 46 M. Picard (Bruno).
- 47 M. Rigon (Jacques).
- 48 M. Bernier (Mathieu).
- 49 M. Daood (Arif).
- 50 M. Coindreau (Laurent).
- 51 M. Abbenanti (Dominique).
- 52 M. Trabouyer (Jean-Michel).
- 53 M. Beauce (Alain).
- 54 M. Winter (Alain).
- 55 Mme Calvet (Christine), épouse Laclau-Lacrouts.
- 56 M. Klimt (Laurent).
- 57 M. Guiguet-Doron (Thierry).
- 58 M. Flahaut (Hervé).
- 59 Mme Deplace (Véronique), épouse Orebi.
- 60 M. Heip (Eric).
- 61 Mme Parent De Raguénel (Edith).
- 62 M. Goffin (Philippe).
- 63 M. Fougereau (Jean-Philippe).
- 64 M. Pérignon (Eric).
- 65 M. Lapaque (Pierre).

- 66 Mme Desmoulin (Maryse), épouse De Moor.
- 67 M. Laune (Michel).
- 68 M. Bardin (Olivier).
- 69 M. Bordereau (Pierre).
- 70 M. Terrenoir (Vincent).
- 71 M. Mathe (Thierry).
- 72 Mme Tiedrez (Pascale).

Article 2

Le directeur général de la police nationale et le directeur des ressources et des compétences de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 mai 2020.

Christophe CASTANER

Conformément aux dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du ministre de l'intérieur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant, à compter de la publication de celui-ci.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la police nationale

**Arrêté du 25 mai 2020
relatif au tableau d'avancement à l'échelon spécial de commissaire général de police
au titre de l'année 2020**

NOR : *INTC2011419A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié, fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-939 du 2 août 2005 modifié, portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale ;

Vu l'avis de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de conception et de direction de la police nationale, émis lors de sa réunion du 15 mai 2020 ;

Sur la proposition du directeur général de la police nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les commissaires généraux de police dont les noms suivent sont inscrits au tableau d'avancement à l'échelon spécial de commissaire général de police, au titre de l'année 2020, et promus à cet échelon spécial le 1^{er} janvier 2020, à l'exception de M. Choukroun (Francis) promu le 1^{er} juillet 2020 et M. Chaluleau (Jean-Loup) promu le 1^{er} août 2020.

- | | | |
|----|-----|----------------------------|
| 1 | Mme | Jullien (Brigitte). |
| 2 | Mme | Hatt (Sophie). |
| 3 | M. | Hirsoil (Christian). |
| 4 | Mme | Guilloteau (Isabelle). |
| 5 | M. | Pecquet (Jean-Paul). |
| 6 | Mme | Regnault-Dubois (Pascale). |
| 7 | M. | Bellemin-Comte (Eric). |
| 8 | M. | Callies (Thierry). |
| 9 | M. | Bodin (François). |
| 10 | M. | Mazoyer (Luc). |
| 11 | M. | Arella (Eric). |
| 12 | M. | Trenec (Philippe). |
| 13 | M. | Léger (François). |
| 14 | M. | Choukroun (Francis). |
| 15 | M. | Chaluleau (Jean-Loup). |

Article 2

Le directeur général de la police nationale et le directeur des ressources et des compétences de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 mai 2020.

Christophe CASTANER

Conformément aux dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du ministre de l'intérieur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant, à compter de la publication de celui-ci.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la police nationale

**Arrêté du 25 mai 2020
relatif au tableau d'avancement à l'échelon spécial de commissaire de police
au titre de l'année 2020**

NOR : *INTC2011423A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié, fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-939 du 2 août 2005 modifié, portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale ;

Vu l'avis de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de conception et de direction de la police nationale, émis lors de sa réunion du 15 mai 2020 ;

Sur la proposition du directeur général de la police nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les commissaires de police dont les noms suivent sont inscrits au tableau d'avancement à l'échelon spécial de commissaire de police, au titre de l'année 2020 et promu à cet échelon spécial le 1^{er} janvier 2020, à l'exception de M. Dumont (Jéréemie) promu le 3 juin 2020.

- | | |
|--------|--------------------------------------|
| 1 M. | Abadie (Sébastien). |
| 2 M. | Segura (Frédéric). |
| 3 M. | Le Fiblec (Briac). |
| 4 M. | Houte (Guillaume). |
| 5 Mme | Beretta (Céline). |
| 6 M. | Biehler (Sébastien). |
| 7 M. | Bessette (Yann). |
| 8 M. | Poupard (Arnaud). |
| 9 M. | Boue (Florent). |
| 10 M. | Schuller (Franck). |
| 11 Mme | Tisserand (Amandine), épouse Kerkor. |
| 12 M. | Jeuland (Alain). |
| 13 M. | Fray (Jean-Baptiste). |

- 14 Mme Pruche (Héloïse), épouse Maurin.
- 15 M. Rivière (Patrice).
- 16 M. Foissey (Christophe).
- 17 M. Douce (Stéphane).
- 18 M. Pichou (Yannick).
- 19 M. Verbeke (Luc).
- 20 Mme Malgras (Sophie).
- 21 Mme Durand (Sophie).
- 22 M. Giral (Ludovic).
- 23 M. Vachon (Stéphane).
- 24 M. Pascaud (Pierre).
- 25 M. Touzet (Anthony).
- 26 M. Lerooy (David).
- 27 M. Dumond (Julien).
- 28 M. Santoro (Cédric).
- 29 M. Ratel (Tristan).
- 30 M. Armand (Guillaume).
- 31 M. Mercier (Lilian).
- 32 Mme Cerf (Mathilde).
- 33 M. Villeminez (Ghislain).
- 34 M. Cavalli (François-Xavier).
- 35 M. Charpentier (Sylvain).
- 36 M. Barnabé (Bastien).
- 37 M. Dumont (Jérémie).

Article 2

Le directeur général de la police nationale et le directeur des ressources et des compétences de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 mai 2020.

Christophe CASTANER

Conformément aux dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du ministre de l'intérieur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant, à compter de la publication de celui-ci.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Circulaire du 27 mai 2020
relative à la mise en oeuvre de la loi transformation de la fonction publique
du 6 août 2019
Lignes directrices de gestion ministérielles du 12 mars 2020

NOR : *INTA2009940C*

SOMMAIRE

Introduction

Stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines

Lignes directrices de gestion en matière de mobilité et à l'organisation des mouvements de mutation

Lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours

Dialogue social et missions des commissions administratives paritaires

Fiche n° 1 : Campagnes de mobilité des agents des corps gérés par la direction des ressources humaines (DRH)

Fiche n° 2 : Mobilité des agents et des corps gérés par la direction des ressources et des compétences de la police nationale (DRCPN)

Fiche n° 3 : Mobilité des corps et emplois gérés par la direction de la modernisation et de l'administration territoriale (DMAT)

Fiche n° 4 : Mobilité des agents du corps de l'inspection générale de l'administration

Une annexe

Le présent document est pris pour application au ministère de l'intérieur de l'article 18 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat tel que modifié par la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et dont le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires a précisé les dispositions. Ce document a été présenté pour avis au comité technique ministériel en date du 12 mars 2020.

Les lignes directrices de gestion fixent les orientations générales en matière de mobilité (applicables dès 2020) et d'avancement (à compter de 2021).

Le présent document s'applique :

- à la gestion des agents administratifs, techniques (y compris ouvriers d'Etat) et spécialisés, titulaires et contractuels, gérés par le ministère de l'intérieur (compétence secrétariat général SG / Direction des ressources humaines DRH),
- à la gestion des personnels actifs de police, des adjoints de sécurité, des personnels scientifiques, des ouvriers cuisiniers et des personnels contractuels en service de police nationale (compétence direction générale de la police nationale / direction des ressources et des compétences de la police nationale),
- à la gestion des haut-fonctionnaires (compétence SG / direction de la modernisation et de l'action territoriale DMAT),
- à la gestion des membres du corps de l'inspection générale de l'administration (compétence inspection générale de l'administration IGA).

Il comprend des lignes directrices de gestion applicables à l'ensemble des agents mentionnés ci-dessus, ainsi que des règles de gestion spécifiques à certains services, ensembles de services, missions, ensembles de corps ou types d'emploi, présentées par service gestionnaire compétent, tant au ministère de l'intérieur qu'au ministère chargé des outre-mer.

Dans le respect du principe de double gestion des agents affectés dans les juridictions administratives et des spécificités liées à l'organisation de ces juridictions, les présentes lignes directrices de gestion garantissent aux intéressés l'accès aux mobilités inter-périmètres et aux actions de formation relevant du ministère dans les mêmes conditions que celles applicables aux agents des autres périmètres. Une fiche définissant les actions propres à assurer le respect de ce principe sera élaborée conjointement avec le Conseil d'Etat dans le cadre d'une concertation avec les organisations syndicales représentatives des personnels de ce périmètre.

Pour mémoire, les personnels militaires de la gendarmerie sont gérés dans le cadre des règles fixées par le statut militaire de la gendarmerie (partie 4, livre I^{er} du code de la défense) et des circulaires de gestion qui en découlent (compétence direction générale de la gendarmerie nationale DGGN / direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale DPMGN).

Les lignes directrices de gestion s'appliquent tant pour la gestion nationale des corps que pour la gestion déconcentrée et territoriale lorsque celle-ci est prévue.

La mise en oeuvre des LDG fait l'objet d'un bilan annuel quantitatif et qualitatif, sur la base des décisions individuelles, devant le CTM puis devant le CSA lorsque celui-ci aura été institué.

Les lignes directrices de gestion sont établies pour une durée maximale de cinq années, et peuvent faire l'objet, en tout ou partie, d'une révision en cours de période.

Fait le 27 mai 2020

Pour le ministre et par délégation :

Le préfet, secrétaire général,
C. Mirmand

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de la police nationale,
F. Veaux

Stratégie pluriannuelle des ressources humaines

Acteurs

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 place l'agent au cœur des dispositifs de gestion des ressources humaines. Ayant vocation à être informé par l'administration, selon des modalités individuelles et collectives précisées par les circulaires de gestion *ad hoc*, pendant toutes les phases des procédures de gestion, que ce soit de mobilité ou d'avancement, l'agent doit être en mesure de mieux maîtriser son parcours professionnel.

Le ministère de l'intérieur développe une stratégie de gestion des ressources humaines :

- qui contribue à soutenir le besoin opérationnel d'adaptation permanente des services, structures et des agents aux missions qui leur sont confiées et à la nature des menaces auxquelles la Nation est confrontée.
- qui apporte également une attention particulière permanente au maintien de conditions de travail favorables à l'épanouissement personnel et professionnel de l'ensemble des agents.

Les organisations syndicales des représentants du personnel élus au comité technique ministériel (CTM) sont associées à l'élaboration des lignes directrices de gestion et contribuent à leur bonne application.

Objectifs

Les objectifs de la stratégie pluriannuelle des ressources humaines sont nombreux, et se déclinent autour de plusieurs axes :

- Améliorer l'adéquation entre les besoins des employeurs et les aspirations personnelles et professionnelles des agents. Cela passe notamment par une gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC), et la recherche d'une plus grande attractivité de certains périmètres, de certaines zones géographiques ou de certaines missions.
- Anticiper les besoins futurs et permettre une amélioration constante des compétences des agents grâce à une politique de recrutement et de formation dynamique.
- Concilier au maximum la vie personnelle et professionnelle des agents. Cette préoccupation est de plus en plus présente dans tous les périmètres du ministère.

La déconcentration du niveau de décision en matière de ressources humaines contribue à l'objectif de développement d'une politique plus qualitative et individualisée, en permettant aux services compétents de rendre un service plus proche des agents. Conformément aux directives du Premier ministre, cette politique sera poursuivie, notamment dans le champ des ressources humaines, sur la base de propositions qui feront l'objet d'une concertation.

Une meilleure adéquation entre les besoins des employeurs et les aspirations des agents

Anticiper les besoins et les compétences

Le ministère de l'intérieur a d'ores et déjà engagé des travaux en matière de gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC), pour anticiper les besoins en matière de ressources humaines, essayer de répondre au mieux aux aspirations des agents et faire face aux enjeux auxquels le ministère de l'Intérieur est confronté tels :

- Le besoin d'adaptation des services, structures et des agents aux missions qui leur sont confiées ;
- le renforcement programmé des effectifs de la police nationale et de la gendarmerie nationale ;
- l'accélération de l'évolution des métiers, liée notamment au développement des outils numériques ;
- des départs à la retraite dans les années à venir, qui rendront nécessaire un renouvellement des effectifs ;
- le besoin continu de qualification et de professionnalisation des agents ;
- les effets d'une transformation profonde des attentes des nouvelles générations vis-à-vis de la sphère professionnelle.

Le plan GPEEC ministériel 2018-2022 a pour objectif de poursuivre et d'approfondir le développement de la gestion qualitative des ressources humaines conduite dans les différents périmètres (police nationale et gendarmerie nationale, préfectures, administration centrale, services de sécurité civile). La prévision proposée par la feuille de route ministérielle s'appuie sur une planification à 3, 6 et 9 ans pour les postes stratégiques. Des prévisions à 5 et 10 ans sont toutefois envisageables au regard des particularités de certaines catégories et des différentes composantes du ministère. Il s'agit également d'optimiser les conditions de fonctionnement de l'ensemble des services en veillant à ce qu'ils disposent, à moyen terme, des ressources nécessaires en effectifs et en compétences pour atteindre leurs objectifs.

Valoriser les compétences et les parcours de carrière

La stratégie en matière de ressources humaines vise à entretenir le dynamisme et la motivation des agents du ministère en renforçant la reconnaissance et la valorisation de leurs compétences, en accompagnant leurs projets professionnels. Cela s'inscrit dans une logique de développement de parcours professionnels, s'appuyant notamment sur les plateformes de ressources humaines (PFRH) et des conseillers mobilité carrière ainsi que des conseillers parcours professionnels toujours plus professionnalisés.

La qualité du management mis en œuvre au sein des services, inspiré notamment des politiques d'égalité professionnelle et de diversité, conforte la modernité de la gestion des ressources humaines au ministère de l'Intérieur.

Le plan présente les grands axes de travail retenus jusqu'en 2020, et aura pour effet de doter le Ministère de l'Intérieur des outils nécessaires et d'aider les agents à devenir des acteurs à part entière de leurs parcours professionnels, en faisant notamment de l'entretien professionnel ainsi que de la revue des cadres des outils essentiels.

Promouvoir l'attractivité

La diversité des métiers nécessaires à l'accomplissement des missions confiées au ministère sont une opportunité pour développer des parcours professionnels valorisants et variés. La politique de ressources humaines ministérielle s'efforcera de rendre plus attractifs tous les périmètres et favorise une plus grande fluidité des mouvements entre les différents univers du ministère.

Enfin, une attention particulière sera accordée à certaines zones géographiques jugées peu attractives et à certaines fonctions et à certains services.

L'administration peut développer des outils de fidélisation propres, statutaires et/ou indemnitaires, notamment pour renforcer l'attractivité et le maintien en poste, dans des secteurs géographiques et fonctionnels peu attractifs.

Poursuivre la politique de substitution

La substitution de personnels actifs et militaires de la police et de la gendarmerie nationales par des personnels administratifs, techniques, relevant des systèmes d'information et de communication (SIC) et scientifiques sur les fonctions « support », est une priorité. Elle a vocation à permettre aux policiers et aux gendarmes de se consacrer au cœur de leur métier et, au-delà, de renforcer leur présence sur la voie publique. Cette politique a été assortie d'objectifs chiffrés : le ministre de l'intérieur a fixé une cible globale de 4000 substitutions sur la période 2018-2022, soit 500 par an pour la police et 300 par an pour la gendarmerie (dont 150 officiers et sous-officiers des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie).

Garantir l'égalité et la diversité

Les services gestionnaires assurent le respect des principes fixés par le protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique du 8 mars 2013 et celui relatif à la diversité du 4 juin 2018 afin d'assurer un égal accès de tous les agents à tous les postes.

Les engagements du ministère de l'intérieur en matière de labels « diversité » et « égalité » sont déployés dans le cadre de toutes les procédures de gestion des ressources humaines. Ils se sont notamment traduits par la mise en place de cellules de signalement des situations de harcèlement, discrimination, violences sexuelles et agissements sexistes.

Le ministère mène une politique volontariste en matière d'intégration et de promotion des agents en situation de handicap. Il dispose d'un réseau de correspondants handicap, réuni régulièrement, et met en oeuvre des actions de sensibilisation de l'ensemble des agents et de leurs encadrants au handicap. Ces actions seront poursuivies et renouvelées dans le cadre de la nouvelle convention triennale avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique pour 2020-2022.

Une politique dynamique de recrutement et de formation

La formation est un levier pour l'accompagnement au changement et tient une place essentielle pour l'acquisition de connaissances et de compétences indispensables pour maîtriser l'exercice des différents métiers. Elle a également vocation à permettre aux agents d'envisager des mobilités ou de faciliter une éventuelle reconversion professionnelle et anticiper ainsi les besoins futurs des administrations.

La politique ministérielle de formation découle des prescriptions du schéma directeur de la formation professionnelle tout au long de la vie mis en place par la DGAFP qui définit les grandes orientations de formation pour les différents ministères. Ce schéma est ensuite décliné en objectifs triennaux dans le cadre du document d'orientation ministériel puis dans un plan ministériel de formation annuel.

Ce dernier est élaboré en concertation avec les directions métiers. Document de coordination, il intègre à la fois des formations communes ministérielles portant sur certaines thématiques mais aussi des formations spécifiques propres à chacun de ces trois périmètres, en fonction des métiers exercés.

Ce plan de formation comprend un objectif de formation initiale pour tout agent rejoignant le ministère, quel que soit son corps et intègre une dimension déontologique renforcée pour les agents comme pour les encadrants ainsi qu'une attention particulière à la qualité de vie au travail dans toutes ses composantes.

En cohérence avec les différents temps d'affectation et en s'appuyant en particulier sur les possibilités offertes par les nouvelles technologies de la formation, chaque agent bénéficie d'un parcours de formation individualisé comprenant :

- un volet d'accueil au ministère de l'intérieur, intégrant une dimension déontologique pour tous les agents du ministère ;
- un volet d'acculturation aux différents environnements professionnels du ministère ;
- un volet d'accompagnement et de professionnalisation au métier exercé, à l'instar des formations prise de poste.

Une action sociale centrée sur la qualité de vie au travail

En matière d'action sociale, l'accent porte sur la qualité de vie au travail au moyen d'une politique de santé et sécurité au travail avec l'appui des réseaux (inspecteurs santé et sécurité au travail, médecine de prévention, service social), mais aussi au moyen du pilotage des opérateurs de l'action sociale du ministère bénéficiant de subventions ministérielles.

Le déploiement et le renforcement du Programme de Mobilisation contre le Suicide (PMS) est une priorité du ministère de l'intérieur. La cellule alerte prévention suicide (CAPS) est totalement impliquée pour faire de la prévention une culture partagée par tous.

Des points d'étape en la matière sont réalisés dans le cadre des travaux des CHSCT.

Lignes directrices de gestion en matière de mobilité

Des objectifs stratégiques

Dans le domaine de la mobilité, le ministère poursuit plusieurs objectifs stratégiques :

- Assurer, dans le respect des règles statutaires à valeur réglementaire, l'adéquation des profils des candidats à la mutation et des postes proposés tout en garantissant une gestion individualisée des mutations respectant les choix et les contraintes personnelles des agents.
- Favoriser la mobilité et la diversité des profils en préservant les carrières et droits à mutation des agents du ministère, notamment par un accès facilité et rapide à la formation.
- Assurer une répartition géographique et fonctionnelle optimale des effectifs tout en fluidifiant les affectations des agents du ministère.
- Assurer une durée d'exercice des fonctions équilibrée entre l'intérêt du service, la dynamisation des parcours de carrière et le respect de la vie personnelle et familiale.

Des principes fondamentaux

Priorités légales de mutation

Les dispositions de l'article 60 de la loi du 11 janvier 1984 et les dispositions spécifiques des statuts particuliers prévoient notamment :

- la possibilité d'avoir recours à un barème de mutation pour le mouvement polyvalent du corps d'encadrement et d'application de la police ;
- des priorités légales de mutation ;
- la référence à l'article 62 *bis* de la loi du 11 janvier 1984 instauré par la loi du 6 août 2019 (article 75) et mentionnant des priorités de mutation en cas de restructuration de services.

Les services gestionnaires veillent à assurer une mise en œuvre équilibrée des principes ci-dessus. A ce titre, ils pourront intervenir pour modifier les demandes des services recruteurs, après échanges avec ces derniers.

Critères subsidiaires de mutation

A compétence égale, la mobilité des agents titulaires est prioritaire par rapport à celle des contractuels.

A compétence égale, les services recruteurs et ceux gestionnaires de mobilité privilégient les demandes de mutation des agents des corps du ministère de l'intérieur par rapport aux détachements entrants.

Les demandes de mobilité d'agents ayant été affectés pendant une durée minimale dans une zone géographique ou un secteur fonctionnel peu attractifs pourront être prises en compte de manière prioritaire selon des modalités spécifiques à chaque corps.

La qualité de proche aidant sera également prise en considération, y compris pour les fonctionnaires relevant d'un corps actif au moyen de la procédure spécifique de la mutation dérogatoire.

Une durée raisonnable d'affectation en poste dans l'intérêt des agents et des services

Sous réserve des dispositions spécifiques applicables à chaque corps, une durée raisonnable d'affectation sur un poste sera recherchée afin de concilier la mobilité fonctionnelle, le besoin de stabilité, le bon fonctionnement des services et les aspirations des agents.

Cette durée raisonnable d'affectation n'est pas applicable aux emplois fonctionnels dont la durée est prévue par les textes statutaires afférents.

Pour les primo-affectations suite à un concours, la durée minimale d'affectation préconisée est de deux ans. Les périodes de stage en poste rentrent dans le calcul de la durée pour les primo-affectations, à la différence des périodes en école.

Au bout de trois années sur un poste, l'agent titulaire du poste peut bénéficier d'un entretien de carrière avec le conseiller mobilité carrière dont il relève.

La durée raisonnable d'affectation est réduite lorsqu'une mutation géographique est indispensable pour prendre en compte des circonstances familiales, conjugales, sanitaires et sociales exceptionnelles.

Un accompagnement des agents

L'administration développe l'accompagnement des projets de mobilité des agents par les conseillers mobilité carrière ou les conseillers parcours professionnels propres à chaque périmètre, ainsi que par les PFRH, dans une logique plus large de développement de parcours professionnels, notamment inter-périmètres.

Dans le respect des règles statutaires propres à chaque corps, une attention est portée aux demandes de mobilité concomitante de conjoints agents publics, en particulier lorsqu'ils relèvent de corps ou cadres d'emploi du ministère de l'intérieur.

Respect des cadres budgétaires

Les services recruteurs s'assurent dans le cadre des recrutements (titulaires et contractuels) du respect des plafonds et schémas d'emploi applicables à chaque service, afin de garantir la soutenabilité budgétaire et financière des programmes.

Recrutement et mobilité des agents contractuels

Au-delà du respect des principes mentionnés *supra*, le recrutement et la mobilité des agents contractuels qui pourvoient des emplois permanents (à l'exception des adjoints de sécurité qui font l'objet de dispositions ad hoc) sont prononcés à l'issue d'une procédure permettant de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Un agent contractuel peut se porter candidat, en même temps qu'un agent titulaire, sur un poste vacant ou susceptible d'être vacant ouvert aux agents titulaires et contractuels. Son recrutement ne pourra être engagé qu'une fois constaté l'infructuosité du recrutement d'un agent titulaire.

La mobilité des personnels contractuels en CDI ou CDD sur des emplois pérennes (articles 4-1, 4-2, 4-3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat) s'inscrit dans un calendrier commun à celui de la mobilité des agents titulaires. A l'issue du délai de candidature, le service recruteur procède à son choix dans le respect des dispositions prévues par le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels, en considérant la nécessité de garantir, à compétence égale, une priorité de mutation d'un titulaire par rapport à un contractuel, mais aussi le principe fondamental de l'adéquation profil / poste.

Organisation de la gestion de la mobilité

- La mobilité se fait dans le cadre de campagnes ;
- Ces campagnes sont au nombre annuel d'une minimum et de 3 maximum ;
- Des mutations « au fil de l'eau » peuvent intervenir en cas de nécessité, avec des fiches de poste publiées selon les mêmes modalités que pour les campagnes ;

- Le développement d'outils de gestion dématérialisés de recueil des fiches de poste et des candidatures sera poursuivi ;
- Les services recruteurs procèdent à une sélection transparente et motivée ;
- Les services gestionnaires informent les agents des résultats des campagnes de mobilité (MOB-MI, intranet, télex selon les cas).

Lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours

EN COURS D'ELABORATION

Dialogue social

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 centre le dialogue social relatif à la gestion des ressources humaines sur le comité technique ministériel (CTM), avec l'objectif de promouvoir un dialogue social plus stratégique. Les évolutions de l'architecture, des attributions et du fonctionnement des instances paritaires, inscrites dans la loi, constituent le volet concret de l'ambition de la loi.

Les modalités concrètes de l'organisation du dialogue social seront définies dans la charte du dialogue social au ministère de l'intérieur.

Les agents peuvent choisir un représentant désigné par l'organisation syndicale représentative de leur choix pour les assister dans l'exercice des recours administratifs contre les décisions individuelles défavorables prises au titre des articles 26, 58 et 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat. A leur demande, les éléments relatifs à leur situation individuelle au regard de la réglementation en vigueur et des lignes directrices de gestion leur sont communiqués.

Missions des commissions paritaires

Les commissions administratives paritaires ainsi que la CNAD des ouvriers d'Etat sont compétentes sur les questions individuelles mentionnées à l'article 28 du décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019.

Les commissions consultatives paritaires, relatives aux agents contractuels, gardent les compétences prévues par le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986.

Chaque CAP / CCP / CNAD se réunit *a minima* une fois par an pour examiner les situations en cours à la date de leur réunion.

Fiche n° 1

Campagnes de mobilité des agents des corps gérés par la direction des ressources humaines (DRH)

La gestion des demandes individuelles de mobilité par la DRH du ministère de l'intérieur pour les personnels administratifs, techniques et spécialisés, titulaires et contractuels, se fait sur la base des modalités suivantes :

- Organisation de la mobilité dans le cadre de campagnes nationales, ouvertes à tout agent public, aboutissant à des affectations à des dates précisées par les calendriers de gestion de la mobilité, le 1^{er} septembre en cas de campagne unique. Pour les personnels administratifs de catégorie C, la mobilité infra-régionale est intégrée à chaque campagne nationale, le préfet de région étant compétent pour prononcer le changement d'affectation.
- Dématérialisation des outils de gestion de la mobilité (PEP, MOB-MI) afin de faciliter et de fluidifier les échanges entre les agents et les gestionnaires, mais aussi la traçabilité des avis et la transparence des opérations de recrutement.
- Un nombre de vœux raisonnable : 5 vœux maximum pour les filières techniques, SIC, sociales, sécurité routière et administratives (sauf CAIOM).
- Transparence des modalités de sélection des candidats, appuyée sur une formation accrue des recruteurs et la rationalisation des processus. La motivation des choix des employeurs est transmise par le service recruteur au service gestionnaire (DRH du ministère de l'intérieur ou préfecture de région, SGAMI, DRCPN / SDARH) dans le cadre du tableau de classement des candidatures.

Un calendrier annuel d'organisation de la mobilité est diffusé pour chaque campagne.

Les principales étapes d'une campagne de mobilité sont les suivantes :

- Une période de création de la demande d'autorisation de recrutement et sa validation éventuelle par le RBOP, à laquelle se rajoute la période de publication par la DRH des fiches de poste. La durée de ces périodes est indiquée dans les calendriers annuels de mobilité mentionnés *supra*.
- Un mois minimum réglementaire de publication des postes, via MOB-MI et la PEP, et de candidature, mois pendant lequel les agents intéressés par les postes ouverts peuvent déposer leurs candidatures (canal MOB-MI ou PEP pour les agents extérieurs au ministère de l'intérieur).
- Deux semaines maximum de remontées aux services gestionnaires des choix des services recruteurs .
- A compter de la réception des choix des services recruteurs, un mois de traitement par l'administration des candidatures reçues.
- Information par le canal MOB-MI ou par mail direct des agents retenus pour les mouvements.
- Publication des mouvements sur l'intranet.
- Deux mois de prise par l'administration des arrêtés d'affectation et organisation de la prise en charge de l'agent sur son nouveau poste (notamment par le gestionnaire paie BPRI ou BPTS pour la filière sécurité routière), et de délai pour l'agent pour rejoindre son poste.

Fiche n° 2

**Mobilité des agents des corps gérés par la direction des ressources
et des compétences de la police nationale (DRCPN)**

La mobilité des agents exerçant dans la police nationale est régie par de nombreuses dispositions réglementaires spécifiques qui complètent les règles générales en vigueur. Sans prétendre à l'exhaustivité, une liste de ces dispositions particulières est prévue en annexe 1. Les lignes directrices de gestion précisent ces dispositions propres à la police nationale.

Par ailleurs, le règlement général d'emploi de la police nationale (RGEPN) prévoit également que ses dispositions s'appliquent : *« à l'ensemble des personnels exerçant leurs attributions dans un service actif ou administratif de la police nationale, quelle que soit leur situation juridique ou - s'agissant des fonctionnaires et des militaires - leur position statutaire : fonctionnaires actifs des services de la police nationale, personnels administratifs, scientifiques, techniques et de santé de la police nationale ou en fonction dans la police nationale, psychologues de la police nationale, adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes, réservistes civils de la police nationale... »*. Le présent document n'a donc pas vocation à remettre en cause l'application des dispositions du RGEPN aux personnels exerçant leurs fonctions au sein d'un service de la police nationale.

La gestion des personnels de la police nationale comporte enfin de nombreux particularismes de gestion :

- l'utilisation fréquente de nomenclatures de postes qui sont le reflet du caractère hiérarchisé de l'organisation de la police nationale et sur lesquelles s'articulent de nombreuses règles de gestion ; ces nomenclatures sont adaptées au pyramidage des corps afin de permettre un réel déroulement de carrière aux fonctionnaires :
 - pour le corps de conception et de direction, l'ensemble des postes est couvert par une nomenclature revue au mois de mai 2019 ;
 - pour le corps de commandement, la nomenclature prenant en compte la déflation attendue du nombre d'officiers a été validée et est devenue applicable au 1^{er} janvier 2020 ;
 - pour le corps d'encadrement et d'application, les emplois de RULP et les postes qui ont vocation à être occupés par des MEEEX sont nomenclaturés.
- le recrutement comme la mutation de certains personnels s'écartent parfois du droit commun pour reconnaître et prendre en compte les spécialités, habilitations ou qualifications opérationnelles exigées pour certaines missions ;
- la très grande diversité des directions d'emploi soumises à une opérationnalité quotidienne permanente entraîne des contraintes de gestion spécifiques.

Les différents acteurs de la gestion de la mobilité dans la police nationale

La direction des ressources et des compétences de la police nationale (DRCPN) veille au respect d'une application cohérente des règles de gestion dans l'ensemble de la police nationale, dans une perspective de gestion harmonieuse et prévisionnelle des corps. Elle met en application des règles de gestion favorisant la construction de parcours de carrière progressifs et diversifiés. Les choix des directions d'emploi en matière de hiérarchisation des candidatures doivent s'inscrire dans ce cadre.

La DRCPN a la responsabilité de la mise en œuvre des politiques de ressources humaines après consultation des directions d'emploi.

Les lignes directrices de gestion s'appliquent aux décisions de l'ensemble des directions d'emploi de la police nationale comme à celles des autorités déconcentrées.

Sans préjudice des dispositions s'appliquant au mouvement polyvalent des CEA, les choix réalisés par les directions d'emploi et les autorités déconcentrées se font dans le respect des règles de gestion. Elles hiérarchisent les candidatures et transmettent leurs propositions à la DRCPN, au SGAMI ou SGAP. La DRCPN, le SGAMI ou le SGAP valide les choix au regard de leur conformité aux présentes dispositions et arbitre en cas de choix multiples ou dans certains cas d'avis défavorable à la mutation formulée par le service de départ.

Dispositions applicables à la mobilité de l'ensemble des corps gérés par la DRCPN

1. Nombre et organisation des mouvements annuels

La mobilité des fonctionnaires ou contractuels gérés par la DRCPN est réalisée dans le cadre de mouvements collectifs organisés à dates fixes et dont le cadencement est notamment lié à la volumétrie des corps et à leur mode de gestion. L'ensemble des corps actifs comme les corps de la filière scientifique doivent pouvoir s'organiser autour d'un nombre minimal de mouvements susceptible de limiter la durée de la vacance des postes tout en permettant l'organisation de la vie personnelle et familiale des agents. L'objectif retenu est d'atteindre trois mouvements annuels par corps. Cet objectif pourra toutefois n'être généralisé que lorsqu'un outil informatique fiable et commun de recensement des vacances de postes et des candidatures sera mis en service :

- pour le corps de conception et de direction, le nombre de trois mouvements sera maintenu ;
- pour le corps de commandement, le nombre de mouvements est au minimum de deux par année, l'objectif étant d'atteindre trois mouvements ;
- pour le corps d'encadrement et d'application, le nombre de mouvements est au minimum de trois (un mouvement polyvalent réalisé à l'aide du barème et deux mouvements profilés sans préjudice des mouvements de permutation pouvant être décidés) ;
- pour les personnels des corps de la police technique et scientifique, *a minima* deux mouvements sont organisés chaque année.

Afin de permettre une mutualisation des outils de gestion qui est un préalable à leur modernisation, il est souhaitable que l'ensemble des campagnes de mobilités tendent à s'organiser selon des cadencements et des principes identiques :

- le recensement des postes vacants par l'administration (DRCPN et autres directions d'emploi) et l'arbitrage des postes ouverts en fonction des objectifs de substitution, des capacités prévisibles données par les sorties d'école ou de concours, des postes proposés après promotion et de la répartition par direction d'emploi dans le respect des effectifs de référence et du schéma d'emploi de la police nationale ;
- la publicité des postes ouverts à la mutation pendant une durée totale qui ne peut être inférieure à trois semaines ;

- cette première publication de postes vacants ou selon les cas, susceptibles d'être vacants peut être complétée éventuellement par des publications additionnelles visant à prendre en compte les candidatures enregistrées et à limiter la durée d'inoccupation des postes ; cette seconde publication, lorsqu'elle est prévue, est réalisée pendant une durée qui ne peut être inférieure à trois semaines également, dans ce cas, les deux périodes de trois semaines sont cumulées ;
- une publication anticipée des postes ultra-marins permettant de laisser un délai suffisant d'organisation aux agents pressentis peut être organisée ;
- le choix réalisé par les directions d'emploi du candidat pressenti dans un délai d'un mois maximum après l'envoi des listes des candidatures ;
- la publication par télégramme et sur l'intranet des mutations décidées par l'administration dans les deux semaines suivantes, à l'exception des mouvements des CEA pour lesquels le délai est porté à trois semaines maximum ;
- la signature des arrêtés d'affectation est réalisée après la publication de la liste des mutations.

Ce cadencement fait l'objet d'un calendrier prévisionnel diffusé à l'ensemble des agents intéressés avant l'ouverture du mouvement ; la durée totale de celui-ci peut être adaptée pour prendre en compte le cas échéant des périodes de congés scolaires sans pour autant diminuer les durées minimales prévues pour les étapes de publicité des postes et de choix des candidats.

Le mouvement polyvalent du corps d'encadrement et d'application est organisé selon des modalités spécifiques qui sont détaillées *infra*.

2. Mutations dérogatoires et procédures d'urgence

a. Mutations dérogatoires (fonctionnaires actifs)

L'article 47 du décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale dispose : « *sans préjudice de l'application de l'article 60 alinéa 4 de la loi du 11 janvier 1984 [...], les fonctionnaires de police peuvent obtenir [...] dans la mesure compatible avec les nécessités de service, des mutations dérogeant aux règles d'établissement des tableaux périodiques de mutation pour des raisons de santé ou autres circonstances graves ou exceptionnelles* ».

Les conditions particulières attachées aux mutations et affectations dérogatoires sont définies par l'instruction n° 2478 du 31 décembre 2012.

Les mutations dérogatoires sont transmises au fil de l'eau sous couvert de la voie hiérarchique et sans délai au service gestionnaire. Afin de répondre à l'urgence de la situation des fonctionnaires, elles sont également instruites au fil de l'eau par la sous-direction de l'accompagnement, de la prévention et du soutien.

Les mutations décidées en application de l'article 47 du décret de 1995 précité font, selon la situation du fonctionnaire demandeur, soit l'objet d'une publication hors des mouvements généraux, soit l'objet d'une publication concomitante à celles qui sont arrêtées au titre des mouvements généraux.

b. Mutations dans l'intérêt du service (fonctionnaires actifs)

L'article 25 du décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale dispose : « *[...] lorsque l'intérêt du service l'exige, le fonctionnaire actif des services de la police nationale peut être exceptionnellement déplacé ou changé d'emploi. Dans ce cas, les dispositions mentionnées [à l'article 60 de la loi du 11 janvier 1984] ne sont pas applicables aux fonctionnaires actifs de la police nationale. Le fonctionnaire est préalablement informé de l'intention de l'administration de prononcer sa mutation pour être à même de demander communication de son dossier. La mutation est opérée sur un poste de niveau comparable* ».

Compte tenu du caractère d'urgence qui justifie la procédure dérogatoire de l'article 25 du décret du 9 mai 1995, les mutations décidées en application de ses dispositions sont réalisées sans délai et indépendamment des calendriers des mouvements généraux.

c. Mutations à caractère d'urgence (tous corps gérés par la police nationale)

En cas d'urgence avérée et notamment lorsqu'une ou des vacances d'emploi compromettent le fonctionnement d'un ou de plusieurs services en dehors des campagnes de mobilités programmées, des mouvements ponctuels pour pourvoir à un ou plusieurs postes peuvent être exceptionnellement organisés. Pour l'organisation de ces mouvements, la publicité préalable de la vacance des postes demeure impérative mais les délais de publication et de recueil des candidatures peuvent être raccourcis chacun à 7 jours francs.

Précisions liées à la gestion du corps de conception et de direction

Le corps de conception et de direction est un corps à gestion centralisée dont il convient de veiller à l'unicité de traitement sur le plan national, tant au regard des zones géographiques que des périmètres fonctionnels d'emploi.

a. Organisation de la gestion

Une charte de gestion propre au corps de conception et de direction précise autant que de besoin les règles de gestion appliquées à leurs membres.

Une note annuelle sur l'organisation des mobilités du corps de conception et de direction est diffusée avec les calendriers de chaque campagne. Sauf événements exceptionnels (élections professionnelles...), le calendrier a vocation à être fixe pour plus d'efficacité dans la gestion.

b. Durées minimales et maximales d'affectation

La mobilité du corps est régie par des règles statutaires fixant des règles minimales ou maximales d'affectation. La durée minimale de la première affectation après titularisation est fixée à deux ans.

Les agents du CCD ont l'obligation d'effectuer une mobilité promotionnelle pendant une durée de deux ans dans un poste différent de ceux précédemment exercés en termes de missions. La durée d'affectation des membres du CCD sur un même poste est limitée à cinq années avec possibilité de prolongation dans la limite maximale de trois ans, avec une dernière prolongation d'une année qui peut être accordée de manière exceptionnelle.

Les règles relatives aux emplois fonctionnels demeurent spécifiques.

c. Organisation des mouvements de mutation

Le nombre de vœux formulés par l'agent dans le cadre des mouvements n'est pas limité, mais ils doivent être hiérarchisés par les commissaires. L'agent retenu est informé par le service de gestion du choix fait par la direction d'emploi le concernant ainsi que par la direction d'origine.

Les mobilités du corps de conception et de direction sont organisées autour de trois campagnes annuelles avec prises de poste en janvier, avril et septembre, ce qui correspond aux besoins des services et est compatible avec l'équilibre familial recherché par les agents. Les dates d'affectation mentionnées peuvent être avancées en cas de nécessité opérationnelle avec l'accord des fonctionnaires ou reculées pour des contraintes personnelles avec l'accord des chefs de service.

La gestion des mutations en double mouvement, c'est à dire diffusion des postes vacants et, en un second temps, ceux susceptibles de l'être, garantit une meilleure lisibilité dans les choix de poste aux agents et limite les vacances de poste.

Précisions liées à la gestion du corps de commandement

Le corps de commandement est un corps à gestion centralisée dont il convient de veiller à l'unicité de traitement sur le plan national, tant au regard des zones géographiques que des périmètres fonctionnels d'emploi.

a. Organisation de la gestion

Une charte de gestion propre au corps de commandement précise autant que de besoin les règles de gestion appliquées à leurs membres.

Une note annuelle sur l'organisation des mobilités du corps de commandement est diffusée avec les calendriers de chaque campagne. Sauf événements exceptionnels (élections professionnelles...), le calendrier a vocation à être fixe pour plus d'efficacité dans la gestion.

b. Durées minimales et maximales d'affectation

La mobilité du corps est régie par des règles statutaires fixant des règles minimales ou maximales d'affectation. La durée minimale de la première affectation après titularisation est fixée à deux ans.

Dans le cadre de l'avancement, le statut du corps de commandement prévoit une ou deux obligations de mobilité géographique ou fonctionnelle, selon le grade concerné.

Les règles relatives aux emplois fonctionnels demeurent spécifiques.

c. Organisation des mouvements de mutation

Les mobilités du corps de commandement sont organisées autour de deux campagnes annuelles minimum, ce qui correspond aux besoins des services et est compatible avec l'équilibre familial recherché par les agents. L'objectif recherché est de tendre vers trois mouvements annuels.

Le nombre de vœux formulés par l'agent dans le cadre des mouvements est limité à trois avec une obligation de hiérarchisation de ses vœux par l'agent. Le nombre de vœux sera porté à cinq dès que possible.

Sous la même contrainte, la gestion des mutations en double mouvement, c'est-à-dire une première diffusion des postes vacants et, dans un second temps, la diffusion de ceux susceptibles de l'être, sera étendue aux mouvements de mobilité du corps de commandement afin de garantir une meilleure lisibilité dans les choix de poste aux agents et de limiter les vacances de poste.

Précisions liées à la gestion du corps d'encadrement et d'application

Une note sur l'organisation des mobilités du corps d'encadrement et d'application est diffusée annuellement avec les calendriers de chaque campagne. Sauf événements exceptionnels (élections professionnelles...), le calendrier a vocation à être fixe d'une année à l'autre pour plus d'efficacité dans la gestion.

Les affectations donnent lieu à des prises de poste qui, pour leur majorité, sont compatibles avec les rentrées scolaires. Elles visent à limiter les vacances de postes.

a. Les différents types de mouvements du corps d'encadrement et d'application

La mobilité du corps d'encadrement et d'application est organisée selon deux types de mouvements répondant aux caractéristiques générales suivantes :

- un mouvement dit « profilé »
 - des postes avec des compétences requises sont ouverts à la vacance par la DRCPN après recensement auprès des différentes directions d'emploi ;
 - une publicité des postes est réalisée par la DRCPN auprès de l'ensemble des fonctionnaires du corps ;
 - les candidatures sont enregistrées via Dialogue 2 ;
 - trois vœux peuvent être émis par les fonctionnaires ;
 - les candidatures sont examinées au regard des règles statutaires par la DRCPN ;
 - les directions d'emploi établissent la liste des candidats retenus et la transmettent à la DRCPN qui procède aux arbitrages définitifs ;
- un mouvement dit « général » ou « polyvalent »
 - la DRCPN publie la liste des services qui sont ouverts ou susceptibles d'être ouverts au choix des fonctionnaires dans le cadre du mouvement après recensement auprès des directions d'emploi ; ces listes sont établies par destination géographique et par grade ;
 - les candidatures sont enregistrées via Dialogue 2 ;
 - cinq vœux peuvent être émis par les fonctionnaires hors outre-mer, trois vœux peuvent être émis par les fonctionnaires pour l'outre-mer ;
 - la vérification de la satisfaction des conditions statutaires est réalisée par le service gestionnaire compétent ;

- chaque fonctionnaire se voit attribuer un nombre de points calculés selon des modalités qui font l'objet d'une instruction annuelle détaillée ;
- les mutations sont décidées par l'administration après consultation de ce classement.

Deux mouvements « profilés », un mouvement « polyvalent » sont au minimum organisés chaque année et des tirages sur une liste complémentaire peuvent être réalisés si nécessaire en se fondant sur les résultats du dernier mouvement général.

b. Précisions quant au barème utilisé par l'administration dans le cadre du mouvement polyvalent

L'article 60 de la loi du 11 janvier 1984 prévoit que « dans les administrations ou services dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, les mutations peuvent être prononcées dans le cadre de tableaux périodiques de mutations. Dans les administrations ou services où sont dressés des tableaux périodiques, l'autorité compétente peut procéder à un classement préalable des demandes de mutation à l'aide d'un barème rendu public. Le recours à un tel barème constitue une mesure préparatoire et ne se substitue pas à l'examen de la situation individuelle des agents. Ce classement est établi dans le respect des priorités [légalles d'affectation prévues au II du présent article] ».

Le recours aux seules priorités légales prévues au II de l'article 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée par la loi du 6 août 2019 aurait pour conséquence de bouleverser profondément le classement traditionnel des fonctionnaires établi préalablement aux mouvements polyvalents. C'est pourquoi il a été décidé de faire application, sur ce point, de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1984 qui prévoit qu'un décret en Conseil d'Etat peut, pour les corps relevant de statuts spéciaux, déroger à certaines dispositions du statut général. Un décret est en écriture.

Elément indispensable à la compréhension de la décision de l'administration, le nombre de points de chaque fonctionnaire a vocation à être rendu disponible.

c. Durées minimales d'affectation pour les fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application

Le statut du CEA prévoit des durées minimales d'affectation sur les postes :

- gardiens de la paix : 5 ans à compter de la nomination en qualité de stagiaire dans la région de 1^{ère} affectation / 8 années pour les GPX recrutés par concours IDF ;
- brigadiers : 3 ans dans la région d'affectation à compter de la date de nomination de brigadier quelle que soit la direction d'emploi (3 années sur un SUEP) / 1 année pour une mutation dans le ressort de la région de nomination ;
- brigadier-chef : 2 années à compter de la prise de fonctions dans ce grade (2 années sur un SUEP) / 1 année pour une mutation dans le ressort de la région de nomination ;
- majors : 1 an de service effectif sur le poste de nomination (2 années sur un SUEP).

Les candidats doivent être titulaires depuis au moins un an pour prétendre à une mutation au sein de leur région administrative. En outre, le fonctionnaire qui souhaite muter doit avoir accompli au moins un an de service effectif à la date du mouvement.

d. Mouvements organisés par les autorités déconcentrées

Des mobilités peuvent être organisées dans le ressort géographique des SGAMI ou des SGAP par les autorités compétentes, sous le contrôle de la DRCPN et dans le respect des effectifs de référence en application des dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2005 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale.

La procédure de mise en œuvre de ces mutations respecte les étapes suivantes, encadrées dans des délais qui sont fixés par le télégramme d'ouverture du mouvement :

- ouverture des postes à la vacance après recensement auprès des différentes directions d'emploi et accord de la DRCPN ;
- publicité des postes auprès de l'ensemble des fonctionnaires du corps de la zone concernée ;
- enregistrement des candidatures, examen du respect des conditions statutaires et choix des retenus ;

- établissement de la liste des fonctionnaires retenus, rédaction des arrêtés et mise à jour des informations individuelles dans Dialogue 2 par le SGAMI ou le SGAP compétent.

Précisions liées à la gestion des corps de la police technique et scientifique

Une note annuelle sur l'organisation de la mobilité est diffusée avec les calendriers de chaque campagne. Sauf événements exceptionnels (élections professionnelles...), le calendrier a vocation à être fixe d'une année à l'autre. La mobilité des agents des corps de la police technique et scientifique est organisée dans la mesure du possible autour de deux campagnes annuelles aboutissant à des affectations le 1^{er} mars ou le 1^{er} septembre.

Les dates d'affectation peuvent être avancées ou reculées en cas d'accord express entre l'agent concerné, le service de départ et celui d'arrivée, sous réserve de la capacité du gestionnaire d'assurer la prise en charge de l'agent sur son nouveau poste.

Les agents formulent trois vœux maximum classés par ordre de priorité afin de permettre à l'administration de procéder aux arbitrages nécessaires et de satisfaire au mieux le plus grand nombre de services et d'agents.

La dématérialisation des outils de gestion de la mobilité (PEP, MOB-MI) permet de faciliter et de fluidifier les échanges entre les agents et les gestionnaires, mais aussi la traçabilité des avis et la transparence des opérations de recrutement.

Précisions liées à la gestion des ouvriers cuisiniers

Les principales étapes de la campagne de mobilité sont les suivantes :

- Une période de création de la demande d'autorisation de recrutement et sa validation éventuelle par le RBOP, à laquelle se rajoute la période de publication des fiches de poste. La durée de ces périodes est indiquée dans les calendriers annuels de mobilité ;
- Un mois minimum réglementaire de publication des postes, via MOB-MI et la PEP, et de candidature, mois pendant lequel les agents intéressés par les postes ouverts peuvent déposer leurs candidatures (canal MOB-MI ou PEP pour les agents extérieurs au ministère de l'intérieur) ;
- Deux semaines maximum de remontées aux services gestionnaires des choix des services recruteurs ;
- Information par le canal MOB-MI ou par mail aux agents retenus pour les mouvements ;
- Publication des mouvements sur l'intranet et affichage sur site ;
- Deux mois de prise par l'administration des arrêtés d'affectation et organisation de la prise en charge de l'agent sur son nouveau poste et de délai pour l'agent pour rejoindre son poste.

Précisions liées à la gestion des adjoints de sécurité

Les dispositions applicables aux adjoints de sécurité, recrutés en tant que contractuels de droit public, ont été précisées par la circulaire de gestion du 2 janvier 2020 qui revient notamment sur les conditions dans lesquelles les ADS peuvent changer d'affectation :

- un ADS peut solliciter un changement de service au sein d'une même direction d'emploi d'un même département afin notamment de diversifier son expérience et son parcours professionnel ;
- au bout d'une année d'exercice, un ADS peut demander à changer d'affectation et de direction d'emploi dans un même département ;

- deux ADS peuvent également déposer une demande de permutation les amenant, chacun, à changer de département et / ou de direction d'emploi ;
- un ADS peut faire valoir des difficultés réelles et imprévisibles au moment de son recrutement (par ex. des difficultés familiales apparues depuis son recrutement).

Enfin, un ADS a la possibilité de demander un changement de département lors du renouvellement de son contrat.

Fiche n°3

**Mobilité des agents des corps et emplois gérés
par la direction de la modernisation et de l'administration territoriale (DMAT)**

1 – Cadre de la mobilité

La mobilité fait partie intégrante des carrières des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.

La politique de mobilité s'articule avec la politique de diversification des profils au stade du recrutement, qui permet d'enrichir l'éventail des compétences détenues par les hauts fonctionnaires du ministère, de constituer des viviers, et d'assurer une meilleure adéquation entre le profil du poste et celui du titulaire.

La mobilité est une source d'acquisition et de diversification des compétences. Elle s'inscrit à ce titre dans la construction des parcours de carrières et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences mises en œuvre par la DMAT.

Cette politique s'appuie sur :

- Une gestion individualisée des membres du corps préfectoral, des administrateurs civils et des emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat comprenant des dispositifs de suivi et d'accompagnement spécifiques et inscrits dans la durée ;
- Des rendez-vous réguliers avec le gestionnaire ou le délégué mobilité carrière, soit à des périodes déterminées, soit, en cas de besoin, à la demande du fonctionnaire ou du gestionnaire ;
- Des cycles de formation, notamment à la prise de poste en cas de mobilité fonctionnelle (changement de métier ; accès à un nouveau grade ; prise de responsabilités de niveau supérieur, ...) et lors des grandes étapes de la carrière.

Sauf disposition contraire prévue par les textes, la durée de référence attendue en poste est de l'ordre de deux ans pour les postes de directeur de cabinet et les postes de sous-préfet outre-mer, de quatre ans pour les emplois DATE et de trois ans pour les autres postes. Le gestionnaire peut toutefois déroger à cette durée pour les besoins du service ou en cas de force majeure.

Un cycle long d'affectation (de 4 à 6 ans) dans une même aire géographique peut être organisé au profit des sous-préfets de classes IV et V occupant un poste en métropole. Une telle mesure ne peut être mise en œuvre qu'au regard des postes disponibles et des nécessités de service.

Pour les sous-préfets et administrateurs civils affectés outre-mer, au-delà des priorités légales de mutation inscrites dans la loi du 11 janvier 1984 (article 60) relative à la fonction publique de l'Etat, l'affectation dans les services de l'Etat en outre-mer doit être valorisée, de façon à renforcer l'attractivité de ces mobilités. Les garanties offertes aux hauts-fonctionnaires, dans le cadre d'une contractualisation, peuvent porter sur :

- La possibilité de renoncer à une affectation outre-mer, même après en avoir exprimé le vœu, suite à une évolution des contraintes familiales par exemple ;
- Un traitement prioritaire par le gestionnaire pour organiser le retour en métropole selon un calendrier correspondant au choix et contraintes de l'intéressé ;
- L'accès à un poste en progression marquée lors du départ outre-mer ou à la sortie, sous réserve de la manière de servir ;
- Un accompagnement à la recherche d'emploi du conjoint.

2. – Gestion de la mobilité

- *Emplois à la décision du Gouvernement*

Par nature, les emplois à la décision du Gouvernement échappent aux règles de mobilité communes ainsi qu'aux calendriers prédéfinis.

Pour les emplois de directeur d'administration centrale, les textes prévoient, sauf exception, une publication de l'avis de vacance au Journal officiel ainsi que l'organisation d'un comité d'audition présidé par le secrétaire général du gouvernement ou son représentant (Décret n° 2016-663 du 24 mai 2016 portant création d'un comité d'audition pour la nomination des directeurs d'administration centrale).

- *Sous-préfets et administrateurs civils en poste territorial ou à l'administration centrale du ministère*

La mobilité des administrateurs civils et des sous-préfets comprend à la fois :

- Des nominations au fil de l'eau pour répondre aux nécessités du service
- Une campagne de mobilité annuelle qui se déroule sur une période de 6 à 8 mois et qui repose sur :
 - + Une publication des postes susceptibles d'être vacants ;
 - + Un appel à candidatures ;
 - + L'expression des priorités (calendaire, type de poste, zones géographiques) et la formulation de vœux qui permettent d'orienter le gestionnaire dans la construction du mouvement ;
 - + La possibilité d'informer le gestionnaire des contraintes particulières rencontrées par le haut fonctionnaire ;

La campagne annuelle vise la réalisation d'au moins 60% des installations pendant la période allant du 15 juin au 15 septembre.

- La décision d'affectation tient compte de la manière de servir de l'intéressé, de la cohérence du poste sollicité avec le parcours professionnel, de la durée d'affectation sur le poste occupé et, dans la mesure du possible, des souhaits et des contraintes formulés par les intéressés ;
- La date d'installation est fixée par le texte de nomination ou, à défaut et sous réserve des nécessités du service, le 3^{ème} lundi suivant la publication du texte de nomination.
 - *Emplois de chef de service, de sous-directeur, d'expert directeur de projet, et emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat*
- Publication d'un avis de vacance et réception des candidatures par la DMAT ;
- Phase d'éligibilité visant à écarter les candidatures non éligibles ou manifestement inadaptées par la DMAT ;
- Phase de pré-sélection des candidatures par une instance collégiale ;
- Phase d'audition par un comité d'audition pour les chefs de service et les SGAR, par le préfet et le délégué mobilité carrière DATE pour les autres emplois DATE relevant du ministère de l'intérieur et par le directeur concerné pour les autres emplois fonctionnels d'administration centrale ;
- Le choix définitif est proposé au ministre par le secrétaire général du ministère de l'intérieur ;

3 - Rôle de la CAP des administrateurs civils

Une CAP ministérielle et une CAP interministérielle, placée auprès du Premier ministre, sont compétentes pour les administrateurs civils (article 4 du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier du corps des administrateurs civils).

Les membres du corps préfectoral ne bénéficient pas de certaines garanties prévues par le statut général de la fonction publique notamment en matière de droit syndical et de participation à des organismes consultatifs. Ces dérogations sont prévues par leurs statuts particuliers dérogatoires du droit commun :

- Article 15 du décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets ;
- Article 18 du décret n° 64-206 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets.

Fiche n° 4**Mobilité des agents du corps de l'inspection générale de l'administration (IGA)**

La mobilité permet au membre du corps d'acquérir de nouvelles compétences et à l'inspection générale de l'administration de diversifier les profils de ses inspectants. Elle est obligatoire pour accéder au grade d'inspecteur général.

Pour les membres de l'inspection, la mobilité s'organise dans le cadre d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dynamique mise en œuvre par le chef de corps.

Elle se traduit notamment :

- par un entretien annuel avec le chef de l'IGA dans le cadre de l'évaluation périodique afin de recenser les attentes des inspecteurs et inspecteurs généraux en termes d'évolution de carrière ;
- des entretiens réguliers avec le chef de l'IGA et son adjointe ainsi qu'avec le SG de l'inspection chargé de la gestion administrative des hauts fonctionnaires ;
- la réalisation de cycles de formations nécessaires à l'exercice de la fonction d'inspectant (formation à l'audit, par exemple) mais également utiles à la mobilité (formations au management, formation à la gestion de crise, formation au maintien de l'ordre par exemple).

Par ailleurs, l'inspection générale de l'administration accueille chaque année des inspecteurs généraux de l'administration en service extraordinaire et des inspecteurs de l'administration en service extraordinaire pour une période de 3 ans. Cette démarche a pour objectif de diversifier, par l'accueil en mobilité de hauts fonctionnaires (magistrats de CRC, préfets, administrateurs civils du ministère de l'intérieur ou d'autres départements ministériels, administrateurs territoriaux), les profils des inspectants en fonction au sein de l'IGA.

Enfin, une démarche partenariale a été engagée par le chef de l'IGA et le DMAT afin d'identifier un vivier de hauts fonctionnaires à fort potentiel au sein du ministère de l'intérieur et leur proposer des mobilités croisées entre l'administration centrale, la préfectorale et l'inspection générale de l'administration.

Annexe n° 1**Textes statutaires relatifs à la mobilité s'appliquant aux agents exerçant leurs missions au sein de services de la police nationale**

- Décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale
 - Art. 18 : signature d'un engagement d'accepter le poste proposé dans leur nouveau grade
 - Art. 25 : exception à l'article 60 lorsque l'intérêt du service l'exige (mutation)
 - Art. 26 : l'affectation dans certains services peut être limitée dans le temps / liste des services, durées d'affectation et modalités de contrôle fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.
 - Art. 26 : pour les actifs, il peut être fixé une durée minimale de première affectation ou lors d'un changement de grade
 - Art. 27 : outre l'ASA, possibilité d'un régime indemnitaire particulier si affectation dans un secteur difficile pour une durée minimale
 - Art. 28 : durée maximale de séjour des personnels actifs de la PN en outre-mer fixée par arrêté interministériel
- Décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale
 - Art. 6 : recrutement par concours
 - Art. 6 : durée minimale d'affectation pour le concours IDF (8 années)
 - Art. 9-1 : procédure spécifique de détachement dans le CEA
 - Art. 14 : durée minimale d'affectation de 3 ans dans la région après promotion Bier
 - Art. 17 : durée minimale d'affectation de 2 ans dans la région après promotion BC
- Décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale
 - Art. 16 : obligation d'une mobilité fonctionnelle ou géographique pour accéder au grade de commandant divisionnaire
- Décret n° 2005-939 du 2 août 2005 portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale
 - Art. 14 : obligation de mobilité pour accéder au grade de commissaire divisionnaire
- Décret n° 2017-217 du 20 février 2017 relatif à l'emploi de commandant divisionnaire fonctionnel de la police nationale
 - Art. 8 : Durée maximale dans l'emploi de commandant divisionnaire fonctionnel (4 + 4 années)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des soutiens et des finances

Arrêté du 3 mars 2020
portant changement d'appellation de la brigade territoriale de Montignac (Dordogne)

NOR : INTJ2006343A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête :

Article 1^{er}

La brigade territoriale de Montignac prend le nom de brigade territoriale de Montignac-Lascaux.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Montignac-Lascaux exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le colonel,
sous-directeur de l'organisation et des effectifs,
H. Charvet

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 12 mars 2020
portant organisation interne de la direction de la modernisation
et de l'administration territoriale
NOR : *INTA2013735S*

Le directeur de la modernisation et de l'administration territoriale,

Vu le décret n° 87-389 du 15 juin 1987 modifié relatif à l'organisation des services d'administration centrales ;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation interne du secrétariat général du ministère de l'intérieur ;

Vu la présentation effectuée devant le comité technique d'administration centrale du ministère de l'intérieur en date du 11 mars 2020,

Décide :

Article 1^{er}

La direction de la modernisation et de l'administration territoriale comprend :

- le cabinet,
- la sous-direction du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires,
- la sous-direction de l'administration territoriale,
- le service de la modernisation de l'action publique,
- le bureau des élections et des études politiques,
- la mission maîtrise d'ouvrage des applications élections,
- un délégué à la mobilité et aux carrières des emplois de direction de l'administration territoriale.

Article 2

Le service de la modernisation et de l'action publique comprend :

- la mission chargée de la délivrance sécurisée des titres,
- la mission chargée de la modernisation et de la simplification.

Article 3

La sous-direction du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires comprend :

- le bureau du management du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires,
- le bureau de la gestion du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires,
- la mission chargée de la politique de mobilité et de débouchés,
- la mission pour l'histoire préfectorale.

Article 4

La sous-direction de l'administration territoriale comprend :

- le bureau des moyens de l'administration territoriale,
- le bureau de l'organisation et des missions de l'administration territoriale,
- le bureau de la coordination, de l'animation et de la modernisation des services,
- le bureau de la qualité et du pilotage de la performance de l'administration territoriale.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 mars 2020.

*Le directeur de la modernisation
et de l'administration territoriale,*
A. Espinasse

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 27 mars 2020
portant dissolution du centre de soutien automobile
de la gendarmerie de Toulouse (Haute-Garonne)
NOR : INTJ2007391A

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense ;
Vu le code de la sécurité intérieure,

Arrête :

Article 1^{er}

Le centre de soutien automobile de la gendarmerie de Toulouse (Haute-Garonne) est dissous à compter du 1^{er} mai 2020.

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des soutiens et des finances,
F. Desmadryl

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 12 mai 2020
fixant la composition du conseil supérieur de la gendarmerie nationale
NOR : INTJ2009758A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles R. 3321-5 et R. 3321-6 relatifs au conseil supérieur de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

La composition du conseil supérieur de la gendarmerie nationale est, outre les membres de droit, la suivante :

- M. le général de corps d'armée Morterol Thibault ;
- M. le général de corps d'armée Tavel Laurent, Marc ;
- M. le général de corps d'armée Pidoux Alain, Maurice, Louis ;
- M. le général de corps d'armée De Oliveira Armando ;
- M. le général de corps d'armée Bonneau Hubert ;
- M. le général de division Petillot André, Pierre, Jean.

Article 2

Le présent arrêté abroge l'arrêté fixant la composition du conseil supérieur de la gendarmerie nationale du 21 juin 2019.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 mai 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le préfet, directeur de cabinet
du ministre de l'intérieur,
S. Bouillon

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Délégation à sécurité routière

Note d'information du 21 mai 2020
relative à l'application du décret n° 2020-605 du 18 mai 2020 portant diverses dispositions en
matière de sécurité routière

NOR : INTS2012164N

Références :

Code de la route ;

Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, notamment ses articles 52, 98 et 100 ;

Décret n° 2020-605 du 18 mai 2020 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière ;

Circulaire du 7 février 2012 relative à la rétention et la suspension du permis de conduire ;

Note d'information du 12 juillet 2017 relative aux mesures administratives provisoires pouvant être prononcées afin d'intensifier la lutte contre l'insécurité routière ;

Instruction du 21 février 2019 relative au déploiement de l'éthylotest antidémarrage en tant qu'alternative à la suspension administrative du permis de conduire (INTS1904571J) ;

Note d'information du 22 janvier 2020 relative aux mesures de sécurité routière prévues par la loi d'orientation des mobilités.

Résumé :

La présente note vise à préciser les modalités d'application des dispositions de la loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités qui mettent en œuvre plusieurs mesures fortes de sécurité routière décidées notamment lors du comité interministériel de la sécurité routière (CISR) du 9 janvier 2018.

*L'adjoint au délégué à la sécurité routière à Monsieur le préfet de police,
Mesdames et Messieurs les préfets,*

La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) a mis en œuvre plusieurs mesures issues du comité interministériel de la sécurité routière (CISR) du 9 janvier 2018. Si certaines de ces mesures étaient d'application immédiate et ont fait l'objet d'une précédente note d'information (*note d'information du 22 janvier 2020 citée en référence*), le décret cité en référence vient compléter le dispositif législatif et permet de mettre en application d'autres dispositions de la LOM.

La présente note vise à expliciter ces mesures et préciser les conditions de leur mise en œuvre.

I. - Mieux faire respecter l'interdiction de la tenue en main du téléphone pendant la conduite en élargissant les possibilités de rétention et de suspension du permis de conduire

L'article 98 de la LOM a renforcé les mesures de rétention et de suspension du permis de conduire en étendant leur champ d'application, en allongeant la durée de la rétention, lorsque des vérifications en laboratoires s'imposent et en élargissant les possibilités de porter à un an les mesures de suspension administratives.

Afin de permettre la mise en œuvre des dispositions du 7° du I de l'article L. 224-1 et du 5° du I de l'article L. 224-2 du code de la route, le décret cité en référence crée un nouvel article R. 224-19-1 au sein du même code pour fixer la liste des infractions qui, commises simultanément à l'infraction d'usage du téléphone tenu en main, permettront de retenir puis de suspendre le permis de conduire.

Cette liste, fondée sur les catégories d'infractions définies par l'article 98 de la LOM (règles de conduite des véhicules, vitesse, croisement, dépassement, intersection et priorités de passage), prévoit huit grandes familles d'infractions. La liste exhaustive de ces infractions figure en annexe 1.

Dès lors que l'une de ces infractions sera commise simultanément à l'infraction d'usage du téléphone tenu en main, la rétention du permis de conduire s'imposera à l'agent verbalisateur. Vous pourrez par la suite prendre une mesure de suspension du permis de conduire.

Afin d'écarter de la route un conducteur dangereux, de manière immédiate et préventive, la procédure de suspension après rétention du permis de conduire doit être privilégiée. En effet, la procédure contradictoire prévue à l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ne trouve pas à s'appliquer en cas d'urgence.

Toutefois, si le délai pour agir (72 heures à compter de la rétention du permis de conduire par les forces de l'ordre) ne peut être respecté, il vous est possible de recourir à la procédure de suspension fondée sur l'article L. 224-7 du code de la route. Le décret cité en référence a pour cela modifié l'article R. 412-6-1 du même code relatif à l'infraction d'usage du téléphone tenu en main pour prévoir une peine complémentaire de suspension du permis de conduire, condition préalable à l'application de l'article L. 224-7 précité.

Une étroite collaboration avec le procureur de la République territorialement compétent est par ailleurs essentielle afin d'apporter une réponse adaptée et concertée aux causes de mortalité routière et d'assurer une cohérence entre les mesures administratives et judiciaires qui garantissent la plus grande efficacité du dispositif. Conformément à l'article R. 224-16 du code de la route, vous veillerez notamment à transmettre sans délai au procureur de la République territorialement compétent, tout arrêté portant suspension du permis de conduire. Le parquet vous fera part de l'issue judiciaire des procédures faisant suite à vos mesures.

Par ailleurs, il vous appartiendra d'élaborer, en concertation avec les forces de l'ordre et le procureur de la République territorialement compétent, une échelle spécifique des durées pour les infractions cumulées à l'infraction d'usage du téléphone tenu en main sur lesquelles vous souhaitez agir, au regard des spécificités de la délinquance routière et de l'accidentalité dans votre département.

A titre indicatif, une durée d'un mois minimum pourra être retenue. J'appelle votre attention sur le fait que ce délai minimum permet de soumettre les conducteurs, à l'issue de la mesure administrative, au contrôle médical de l'aptitude à la conduite (3° de l'article R. 221-13 du code de la route).

Les modèles d'avis de rétention et d'arrêtés préfectoraux de suspension ainsi qu'une échelle indicative des durées de suspension sont disponibles sur l'intranet des circulaires du ministère.

II. - L'allongement à un an de la durée maximale de l'Ethylotest Anti-Démarrage (EAD) alternatif à la suspension

Comme indiqué dans la note d'information du 22 janvier 2020, l'article 98 de la LOM a porté de six mois à un an la durée maximale de la suspension du permis de conduire dans certains cas. Afin de mettre en conformité les échelles de durée de suspension et de lutter plus efficacement contre les infractions routières liées à la consommation d'alcool, à l'origine de près de 20% des accidents mortels, le décret cité en référence modifie l'article R. 224-6 du code de la route afin d'allonger la durée maximale d'application de la mesure d'EAD alternatif de six mois à un an.

Aussi, afin de lutter contre la récidive et permettre notamment une meilleure articulation avec une mesure judiciaire impliquant l'installation d'un EAD, il est recommandé, sauf cas particulier, de prononcer des mesures d'EAD alternatif d'une durée minimale de six mois.

De même que pour les mesures de suspension, tout arrêté portant restriction du droit à conduire devra être transmis sans délai au procureur de la République, ce dernier vous communiquera toute décision judiciaire exécutoire ou définitive prononcée pour une infraction punie par le présent code de la peine complémentaire d'interdiction de conduire un véhicule qui ne soit pas équipé par un professionnel agréé ou par construction d'un dispositif homologué d'anti-démarrage par éthylotest électronique.

Enfin, pour permettre une meilleure articulation de cette mesure administrative avec la mesure décidée dans le cadre de la composition pénale, la mesure que vous prendrez cesse d'avoir effet à

l'expiration de la mesure pénale conformément aux dispositions, modifiées, de l'article R 15-33-53-1 du code de procédure pénale qui précise désormais que « *dans ce cas, la mesure administrative de restriction du droit de conduire cesse d'avoir effet à l'expiration du délai fixé en application du 4° bis de l'article 41-2.* »

III. - Autres mesures de sécurité routière

A. Protection des piétons

Afin d'améliorer la visibilité entre les piétons et les conducteurs et prévenir des situations à risques pour les usagers de la route les plus vulnérables, l'article 52 de la LOM a créé l'article L. 118-5-1 du code de la voirie routière qui prévoit qu'aucun emplacement de stationnement ne peut être aménagé cinq mètres en amont des passages piétons, sauf s'il est réservé aux seuls cycles, cycles à pédalage assisté et engins de déplacement personnel.

Si les travaux de mise en conformité doivent avoir été réalisés au plus tard le 31 décembre 2026, le décret cité en référence tire dès à présent les conséquences de cette mesure en supprimant la possibilité pour les motocyclettes, tricycles et cyclomoteurs de stationner cinq mètres en amont des passages piétons en dehors des emplacements matérialisés à cet effet.

B. Lutte contre la conduite sous l'influence de l'alcool

Conformément à la mesure 11 du CISR du 9 janvier 2018, la LOM a, d'une part, supprimé pour tout conducteur l'obligation de détenir un éthylotest dans son véhicule et, d'autre part, généralisé la vente d'éthylotests à proximité des rayons de boissons alcoolisées dans tous les établissements de boissons à emporter.

Le décret cité en référence vient renforcer ce dispositif en prévoyant à l'article R. 234-7 du code de la route une contravention de quatrième classe en cas d'absence d'éthylotests ou de non-respect des consignes relatives à la mise à disposition ou à la vente d'éthylotests dans tous les débits de boissons, qu'ils soient à consommer sur place ou à emporter.

Conformément aux dispositions du 1° du I de l'article R. 48-1 du code de procédure pénale, cette sanction peut être traitée de manière forfaitaire. L'article 530-3 du code de procédure pénale offre par ailleurs la possibilité de quintupler le montant de l'amende appliquée à la personne morale. L'infraction peut être constatée par les policiers et gendarmes nationaux, ainsi que par les agents de police municipale et les gardes champêtres.

Cette sanction est applicable aux débits de boissons à consommer sur place pour lesquels un arrêté ministériel prévoit déjà les consignes relatives à la mise à disposition des éthylotests (*arrêté du 24 août 2011 relatif aux conditions de mise à disposition de dispositifs certifiés permettant le dépistage de l'imprégnation alcoolique dans les débits de boissons en application de l'article L. 3341-4 du code de la santé publique*).

Elle ne pourra être constatée dans les débits de boissons à emporter qu'à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel définissant les conditions de mise en vente des éthylotests dans ces débits de boissons. Cet arrêté devrait être publié à l'été 2020.

Enfin, les modalités de mise en œuvre de la mesure d'interdiction provisoire de se présenter à l'examen du permis de conduire en cas de faits de violence ou d'outrage commis à l'encontre des agents de la filière de l'éducation routière font l'objet d'une note d'information dédiée.

Je vous remercie de votre engagement permanent en faveur de la réussite de cette politique publique majeure pour nos concitoyens. Mes services (blr-sdpur-dsr@interieur.gouv.fr) se tiennent à votre disposition pour recueillir les éventuelles difficultés que vous pourriez rencontrer.

Fait le 21 mai 2020.

D. Julliard

Annexe I

LISTE DES INFRACTIONS QUI, COMMISES SIMULTANEMENT A L'INFRACTION D'USAGE DU
TELEPHONE TENU EN MAIN, PERMETTRONT DE RETENIR PUIS DE SUSPENDRE LE PERMIS DE
CONDUIRE

Infractions prévues par l'article R. 224-19-1		Dispositions du code de la route
Non-respect des règles de conduite des véhicules	non-respect de l'obligation de circuler sur le bord droit de la chaussée	R.412-9
	changement de direction sans avertissement préalable	R.412-10
Non-respect des distances de sécurité entre les véhicules		R. 412-12
Franchissement et chevauchement des lignes continues	des voies de circulation	R. 412-19
	des bandes d'arrêt d'urgence	R. 412-22
Non-respect des feux de signalisation lumineux	feu rouge	R. 412-30
	feu orange	R. 412-31
Non-respect des vitesses	dépassement de la vitesse maximale	R. 413-14 et R. 413-14-1
	vitesse excessive ou inadaptée au regard des circonstances	R. 413-17
Non-respect des règles de dépassement	dépassement dangereux	R. 414-4
	dépassement par la droite	R. 414-6
	dépassement par la gauche gênant la circulation en sens inverse	R. 414-7
	dépassement sans visibilité suffisante vers l'avant	R. 414-11
	conducteur dépassé accélérant ou ne serrant pas suffisamment sa droite	R. 414-16
Non-respect de la signalisation imposant l'arrêt des véhicules ou le cédez le passage	signalisation dite stop	R. 415-6
	signalisation dite "cédez le passage"	R. 415-7
Non-respect de la priorité de passage à l'égard des piétons		R. 415-11

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Délégation à la sécurité routière

**Note d'information du 22 mai 2020
relative à la reprise des examens du permis de conduire,
des commissions médicales et des stages de sensibilisation à la sécurité routière**

NOR : INTS2012682N

Résumé :

Dans le cadre de l'épidémie covid 19 et la proclamation de l'état d'urgence sanitaire, les examens du permis de conduire ont été annulés. De même ont été interrompus les stages de sensibilisation à la sécurité routière et les commissions médicales des permis de conduire. Ils doivent reprendre dans le strict respect de règles sanitaires strictes liées aux risques de transmission du virus.

Textes de référence :

Code de la route ;

Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

L'adjoint au délégué à la sécurité routière à Monsieur le préfet de police de Paris, Monsieur le préfet de police des Bouches-du-Rhône, Mesdames, Messieurs les préfets de département

La situation de crise sanitaire a conduit à l'arrêt des activités de l'éducation routière, à l'annulation de plus de 330 000 examens théoriques et pratiques du permis de conduire (toutes catégories confondues), à l'interruption des commissions médicales du permis de conduire et des stages de sensibilisation à la sécurité routière rendant ainsi plus difficile la mobilité de nombreux de nos concitoyens.

Dans le cadre du calendrier de reprise des activités annoncé par le Président de la République, les examens du permis de conduire, assurés par les organismes agréés et les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière, doivent donc reprendre progressivement dans le strict respect de mesures sanitaires.

1. Les examens théoriques du permis de conduire

Les organismes agréés, chargés de l'organisation des épreuves théoriques du permis de conduire, en lien avec les services de l'État concernés, sont destinataires de consignes strictes pour la reprise de leurs activités. Ces consignes figurent en annexe I de la présente instruction. Sous réserve du respect de ces consignes et des mesures plus contraignantes, si la situation locale l'exige, que vous pouvez prendre, ces examens peuvent être organisés dès à présent.

2. Les examens pratiques du permis de conduire

Les dispositions sanitaires à mettre en œuvre pour la reprise des examens du permis de conduire font l'objet de l'annexe II de la présente instruction. Ces dispositions font l'objet d'adaptations pour les examens

des permis A1 et A2 (moto). Il vous appartient de veiller à la bonne application de ces mesures dans chacune des catégories du permis de conduire.

Le calendrier prévisionnel de reprise des examens suivant est préconisé :

- à partir du 25 mai 2020, reprise des examens poids lourd et moto. Le régime de travail des inspecteurs fait toutefois l'objet d'aménagements dont les modalités seront communiquées aux bureaux d'éducation routière (BER) ;
- à partir du 8 juin, reprise des examens de la catégorie B. Les modalités d'organisation des du travail des inspecteurs seront définies en lien avec les BER.

Ce calendrier est établi sans préjudice des dispositions que vous pouvez arrêter localement, en concertation avec les parties prenantes.

3. Les commissions médicales des permis de conduire

Dès lors que les médecins et les personnels concourant à l'organisation de ces commissions sont disponibles, rien ne s'oppose à la reprise de cette activité dès à présent, sous réserve des mesures de prophylaxie décrites en annexe III de la présente instruction.

4. Les stages de sensibilisation à la sécurité routière

L'activité relative à l'exploitation et à l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière qui relève de l'initiative privée. Celle-ci peut reprendre dès à présent dans le respect des préconisations de l'annexe IV.

Par ailleurs, une grande majorité des stages de sensibilisation à la sécurité routière se déroule dans des structures spécifiques indépendantes des exploitants (salles de séminaires notamment des hôtels). Si certains de ces lieux n'offraient pas les conditions sanitaires nécessaires à l'accueil des stages de sensibilisation à la sécurité routière, il vous revient de veiller au traitement rapide par vos services, des demandes d'ouverture de nouvelles salles déposées par les exploitants, afin de garantir la reprise effective de l'activité.

Les services de la délégation à la sécurité routière, notamment ceux de la sous-direction de l'éducation routière et du permis de conduire (erpc-dsr@interieur.gouv.fr), restent à votre disposition pour toute précision ou difficulté dans l'application de ces instructions.

D. Julliard

Annexe I

Dispositions sanitaires pour l'organisation de l'épreuve théorique du code de la route par les organismes agréés ou par les services de l'État

Les dispositions présentées ci-dessous concernent l'ensemble des examens de l'épreuve théorique du code de la route, assurés par les organismes agréés sur le territoire national ou par les services de l'État, qu'ils soient réalisés sur des sites collectifs ou individuels. Elles s'appliquent au regard du contexte sanitaire lié à l'épidémie de COVID-19, à partir du 11 mai et jusqu'à nouvel ordre.

Les organismes agréés, et les services de l'État, prennent toute disposition propre à assurer le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, (mesures barrières). Ces dispositions respectent les exigences minimales énoncées ci-dessous. Elles sont portées à la connaissance des examinateurs, des inspecteurs et des candidats préalablement au déroulement des examens, puis par voie d'affichage dans les locaux au sein desquels se déroulent les examens.

1. La protection des examinateurs, ou inspecteurs, et des candidats

Il est fourni aux examinateurs et aux inspecteurs, pour les situations où son port est obligatoire, un masque barrière qui répond a minima aux spécifications AFNOR SPECS76-001:202. Il est également obligatoirement prévu une procédure de prise en charge d'un examinateur, inspecteur, ou d'un élève, présentant des symptômes de covid-19.

Lors de la vérification de l'identité du candidat, l'examineur, ou l'inspecteur, ne devra pas manipuler la pièce d'identité : elle sera soit déposée en un lieu déterminé par le centre, soit tenue en main et présentée par le candidat. Dans le cas où le candidat porte un masque, il devra le retirer, en respectant les règles liées à la manipulation des masques le temps de la vérification de son identité.

2. Les locaux

Les sessions d'examens sont organisées dans des salles d'une surface suffisante pour garantir que les candidats et l'examineur, ou inspecteur, présents disposent chacun d'un espace d'au moins quatre mètres carrés, conformément aux recommandations en termes de jauge par espace ouvert du protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés, disponible sur le site du ministère du travail. Les candidats sont placés de manière à garantir une distance d'au moins un mètre entre eux, et avec le formateur présent.

Les déplacements des candidats et des examinateurs, ou des inspecteurs, dans les locaux au sein desquels les examens sont réalisés s'effectuent selon les principes généraux de gestion des flux de personnes et en tenant compte des bonnes pratiques énoncées dans le protocole susvisé, et dans le respect des mesures dites « barrières ». S'il existe un doute sur la possibilité de garantir le respect de ces mesures, les candidats et les examinateurs, ou les inspecteurs, portent lors de leurs déplacements un masque barrière. Les salles d'examens et les locaux d'accueil des candidats sont nettoyés conformément aux préconisations du protocole susvisé.

Annexe II

Dispositions sanitaires pour l'examen pratique du permis de conduire

Les dispositions présentées ci-dessous concernent l'ensemble des examens pratiques du permis de conduire présentés sur le territoire national. Elles s'appliquent au regard du contexte sanitaire lié à l'épidémie de COVID-19, dès à présent et jusqu'à nouvel ordre. Les services de l'État, prennent toute disposition propre à assurer le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières ». Ces dispositions respectent les exigences minimales énoncées ci-dessous. Elles sont portées à la connaissance des examinateurs, des inspecteurs et des candidats, et de leurs accompagnateurs, préalablement au déroulement des examens, puis par voie d'affichage dans les locaux au sein desquels les examens se déroulent.

1. Les véhicules

Les inspecteurs, ou examinateurs, les élèves et leurs accompagnateurs portent systématiquement dans les véhicules des masques barrières qui répondent a minima aux spécifications AFNOR SPECS76-001:202.

Les inspecteurs, ou examinateurs, les élèves et leurs accompagnateurs porteront leur masque en veillant à couvrir le nez et la bouche après s'être désinfecté les mains. L'élève et son accompagnateur confirmeront, qu'ils ne présentent pas, à leur connaissance, de symptôme clinique apparent du coronavirus.

Lors des examens, les occupants du véhicule sont dans la plupart des véhicules à une distance de moins de 1 mètre, pendant plus de 15 minutes, de façon répétitive pour l'inspecteur, ou l'examineur du permis de conduire.

Si l'élève en position de conduite et l'inspecteur ne peuvent être placés de manière à garantir une distance d'au moins un mètre entre eux, l'inspecteur et l'accompagnateur porteront une visière répondant à la norme NFEN166 ou ayant les caractéristiques minimales suivantes⁴:

- dimension permettant de couvrir au moins le menton et suffisamment large latéralement pour une protection la plus efficace possible ;
- matériaux suffisamment résistants ;
- matériaux permettant un nettoyage /désinfection à l'aide d'eau et de savon ou de lingettes imprégnées d'alcool après chaque utilisation ;
- bonne transparence du matériau permettant une parfaite vision.

En tout état de cause, la visière ne peut être utilisée comme seul moyen barrière pour une protection respiratoire et doit toujours être mise en plus d'un masque.

Toutefois, si le véhicule dispose d'une paroi de séparation entre l'inspecteur et le candidat, répondant aux préconisations de la Direction générale des infrastructures, des transports, et de la mer (DGITM) relatives à l'installation de parois séparatives pour les taxis et VTC⁵, le port d'une telle visière n'est pas obligatoire pour l'inspecteur. De même, si le véhicule est équipé d'une telle paroi séparant les parties avant et arrière de l'habitacle, le port de la visière n'est pas obligatoire pour l'accompagnateur.

Lors des examens pratiques, le véhicule est en permanence aéré. La climatisation du véhicule est éteinte.

⁴ Selon les préconisations de l'avis du 13 mai 2020 du Haut Conseil de la Santé Publique relatif à l'emploi des visières ou écrans faciaux dans le contexte de l'épidémie Covid-19.

⁵ Les recommandations sont les suivantes : utiliser un matériau souple, permettant de préserver la dissipation d'énergie en cas de choc et de ne pas occasionner de blessure aux passagers en cas de freinage brutal, ne pas utiliser un matériau susceptible d'être dangereux : tranchant, angles vifs, non cassant pouvant générer des risques de coupure, ne pas gêner la visibilité du conducteur (rétrovision par le rétroviseur intérieur central), ne pas gêner l'accès aux places assises et aux ceintures de sécurité, être correctement fixé pour éviter toute perturbation du conducteur lors de l'utilisation du véhicule et être régulièrement désinfectée.

Après chaque passage d'un élève, le poste de conduite des véhicules, en particulier les endroits de contact (volant, levier de vitesses, poignée de porte, clefs...), est nettoyé et désinfecté par l'accompagnateur à l'aide d'un produit virucide respectant la norme EN 14 476 ou d'un produit à l'effet équivalent, prêt à l'emploi, en respectant les préconisations d'utilisation du fabricant.

L'habitacle intérieur du véhicule fait en outre l'objet d'un nettoyage conforme aux préconisations du protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés, disponible sur le site du ministère du travail, susvisé en annexe I, avant le déroulement des examens.

Par ailleurs, les sièges utilisés seront recouverts d'une housse de protection changée ou désinfectée entre deux élèves successifs pour le siège conducteur, et à chaque changement d'inspecteur, ou d'examineur pour le passager. Il en sera de même pour les éventuels occupants des places arrières.

Si toutes les conditions sanitaires précitées ne peuvent être réunies, ou en cas de doute sur une personne présentant d'éventuels symptômes du COVID-19 (toux, état fébrile), l'examen de conduite ne pourra avoir lieu.

2. Dispositions spécifiques aux examens de la conduite des deux-roues motorisés

Le véhicule suiveur et ses occupants sont soumis aux mêmes prescriptions que ci-dessus. Par ailleurs, les poignées, les commandes et les rétroviseurs du deux-roues motorisés seront désinfectés entre deux élèves successifs.

Le casque moto, le blouson de protection et les gants portés par l'élève sont sa propriété. Le prêt de casques, de blouson de protection et de gants motos n'est pas autorisé pendant la période de transmission du virus COVID-19. L'oreillette de liaison est systématiquement désinfectée entre deux élèves successifs avec une lingette virucide. Lorsque le lien entre le boîtier de réception sur la moto et l'oreillette du candidat est filaire, le fil est désinfecté dans les mêmes conditions.

La radio portative de liaison entre l'inspecteur et l'élève est également désinfectée entre deux inspecteurs successifs.

Le produit désinfectant virucide utilisé doit respecter la norme EN 14 476 ou être un produit à l'effet équivalent, prêt à l'emploi, en respectant les préconisations d'utilisation du fabricant.

Si toutes les conditions sanitaires précitées ne peuvent être réunies, ou en cas de doute sur une personne présentant d'éventuels symptômes du covid-19 (toux, état fébrile), alors l'examen de conduite ne pourra avoir lieu.

3. Dispositions sanitaires pour les pistes et les locaux

Les déplacements des élèves et des formateurs dans les locaux, ou les autres lieux, au sein desquels les examens sont réalisés s'effectuent selon les principes généraux de gestion des flux de personnes et en tenant compte des bonnes pratiques énoncées dans le protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés, disponible sur le site du ministère du travail.

Les locaux des centres d'examens, lorsqu'ils existent, seront bien nettoyés et désinfectés avant la reprise des examens. Après la reprise des examens, il sera prévu des désinfections régulières, en particulier des poignées de portes et des interrupteurs. La fréquence sera au minimum biquotidienne.

Les salles de convivialité ou de pause de ces centres ne pourront plus être utilisées si elles ne permettent pas une distanciation physique d'au-moins 1 mètre autour de chaque personne, soit 4m² par personne minimum. Les toilettes contiendront du savon et des serviettes en papier jetables en quantité suffisante. Le savon est liquide pour éviter les contacts successifs et pourra être obtenu sans pression de la main.

Les pistes pour le passage de l'examen et/ou les trottoirs dans l'attente du passage de l'examen : la distanciation physique sera respectée avec, si besoin, des marquages au sol afin que chaque candidat soit distant de plus d'un mètre de son voisin immédiat.

Le port de **gants** (par exemple gants à usage unique) n'est pas recommandé.

- Les inspecteurs disposeront dans tous les cas, dans le véhicule de **gel hydroalcoolique** et de **lingettes nettoyantes**, autant qu'il est nécessaire.
- Les inspecteurs auront accès à des sanitaires avec du savon type savon de Marseille et des serviettes jetables.
- Lors de la vérification de l'identité du candidat, l'examineur, ou l'inspecteur, ne devra pas manipuler la pièce d'identité : Elle sera tenue en main et présentée par le candidat. Dans le cas où le candidat porte un masque, il devra le retirer, en respectant les règles liées à la manipulation des masques le temps de la vérification de son identité.

Annexe III

Dispositions à respecter pour la reprise des commissions médicales des permis de conduire

1. S'assurer en amont d'un nombre suffisant de médecins disponibles, notamment dans les zones à forte prévalence de COVID-19 (risque de praticiens atteints, suspects, à risques ou engagés dans les soins). Les informer suffisamment tôt de la reprise des commissions et de l'organisation mise en œuvre de manière concertée et adaptée aux contraintes et habitudes locales.
2. Lors de la prise des rendez-vous : rappel sur le site des gestes barrières, informer l'utilisateur de ne pas se présenter en cas de symptômes COVID-19 ou de diagnostic dans les 14 jours précédents ou de proximité d'un malade COVID-19. Informer que l'utilisateur devra se présenter muni d'un masque de la catégorie qu'il souhaite.
3. Rappeler à l'utilisateur la nécessité d'apporter le document Cerfa et l'intégralité des documents déjà remplis ainsi que son stylo et l'appoint pour le règlement. Adapter le nombre d'utilisateurs reçus par commission afin de favoriser la fluidité des consultations, si possible adapter le nombre de commissions (probablement à la hausse) dans les premières semaines afin d'absorber le « flux » d'utilisateurs en attente d'avis sans créer de commissions surchargées.
4. N'autoriser l'accès à l'intérieur des locaux qu'à l'utilisateur et non pas à l'entourage (sauf personnes en situation de handicap nécessitant l'assistance d'une tierce personne). Les accompagnateurs devront également porter un masque. Prise de température à l'entrée par les médecins, en cas de doute uniquement (les médecins doivent avoir un thermomètre dans leur mallette).
5. Organiser les locaux et les flux de manière à garantir le respect de la distanciation physique. Si les locaux habituels ne le permettent pas, il est nécessaire d'organiser la délocalisation des commissions médicales. Mettre à disposition des utilisateurs de la solution hydroalcoolique en salle d'attente, demander une friction des mains préalable à l'entrée dans le vestiaire et/ou la salle d'examen. Bien prévoir un ménage soigneux des locaux avant et après les commissions avec en particulier le passage régulier de désinfectant sur les poignées de porte, interrupteurs.
6. Mettre à disposition des médecins masques de protection adaptés (UNS1 au minimum) à changer toutes les 2 heures, blouse à usage unique lors de chaque demi-journée (qui peut être la blouse du médecin), gants à usage unique à changer après chaque patient, solution hydroalcoolique, lingettes et spray désinfectants de surface et du matériel.

Les services préfectoraux pourront se rapprocher utilement des médecins avec lesquels elles ont l'habitude de travailler afin d'évoquer ces dispositions avec eux pour adapter leurs habitudes de travail à ce contexte.

Annexe IV

Dispositions sanitaires pour l'activité des centres de sensibilisation à la sécurité routière

La reprise des activités des centres de sensibilisation à la sécurité routière (CSSR) peut avoir lieu dès à présent.

Sur la base de l'avis du Haut Conseil de la santé publique du 24 avril 2020 intitulé « *Préconisations du Haut Conseil de la santé publique relatives à l'adaptation des mesures barrières et de distanciation sociale à mettre en œuvre en population générale, hors champs sanitaire et médico-social pour la maîtrise de la diffusion du SARS-CoV-2* », le Gouvernement a choisi de retenir un critère « universel » d'occupation maximale des espaces ouverts au public et en milieu de travail (« jauge »). Ce critère est fondé sur l'estimation du nombre de mètres carrés par personne (m²/pers), nécessaire pour permettre à des personnes présentes simultanément dans le même espace (salariés, clients, etc.) d'évoluer dans le respect des règles de distanciation physique. Il a été fixé à 4 m² minimum par personne, ce qui doit permettre de garantir une distance minimale de 1 mètre autour d'une personne (dans toutes les directions).

Les préconisations mentionnées ci-après sont susceptibles d'évoluer en fonction des règles législatives et réglementaires à venir.

□ **Protection des animateurs et des stagiaires :**

- s'il existe un sas ou un bureau d'accueil, privilégier autant que possible l'installation d'une cloison vitrée ou plastique transparent de type plexiglas entre le poste de travail du personnel du CSSR assurant ce travail et la zone d'accueil des stagiaires ;
- installer au sol des marquages matérialisant la distance minimale de 1 mètre que devront respecter les stagiaires dans la file d'attente ;
- les CSSR pourront s'ils le souhaitent faire signer aux stagiaires, avant le démarrage du stage, un engagement à respecter les règles de distanciation sociale et d'application des gestes barrières (intégration dans le règlement intérieur) ;
- lors de la vérification de l'identité du candidat, le personnel du CSSR ne devra pas manipuler la pièce d'identité : elle sera soit déposée à un endroit déterminé par le centre, soit tenue en main et présentée par le stagiaire. Dans le cas où le stagiaire porte un masque, il devra le retirer, en respectant les règles liées à la manipulation des masques le temps de la vérification de son identité ;
- garantir dans la salle une distanciation physique, latérale et longitudinale, d'au moins 1 mètre entre les stagiaires ;
- les animateurs doivent rester en permanence à une distance d'au moins 1 mètre des stagiaires. Ils doivent aussi avoir à portée de main du gel hydro alcoolique afin de pouvoir en utiliser chaque fois que nécessaire.
- les stagiaires et les animateurs ne devront pas s'échanger les fournitures : stylos, feuilles, etc.
- le programme de formation défini par l'arrêté du 26 juin 2012 reste inchangé ; l'ensemble des séquences est réalisable. Pour autant, une attention particulière sera portée aux travaux en sous-groupe où les distances entre les stagiaires devront être conservées et où le choix des outils conduira à exclure ceux nécessitant de toucher un même objet (exemple : jeu incluant des jetons ou jeu dit « des Smarties »).

□ **L'entretien des locaux :**

- prévoir régulièrement le nettoyage des locaux avec une attention particulière pour les poignées de portes et les interrupteurs ;
- assurer un nettoyage, avec une solution hydroalcoolique, des tables (plateau) et chaises (assise et dossier) après chaque utilisation ;
- assurer un nettoyage, avec une solution hydroalcoolique, des tablettes après chaque utilisation.
- les toilettes devront contenir du savon et des serviettes en papier jetables en quantité suffisante.